

Prévention

Hiver 2010 – Volume 23, n° 1

Publié par la CSST et l'IRSST
www.csst.qc.ca
www.irsst.qc.ca

au travail

La CSST et l'IRSST ont

30 ans!

Numéro spécial

Trente ans de prévention des accidents
du travail et des maladies professionnelles



1 **MOT DE LA RÉDACTION** *La CSST et l'IRSST ont 30 ans*

2 **AGENDA D'ICI ET D'AILLEURS**

3 **CHERCHEZ L'ERREUR** *L'évolution des chantiers de construction*

REPORTAGES

5 *Les présidents de la CSST*
Entrevue avec le président actuel, Luc Meunier
Galerie de ses prédécesseurs



5



14

9 *André Paillé, inspecteur – Sauver des vies... et des membres*

10 *Cécile Phan, conseillère en relation avec les employeurs – Comment vont les affaires ?*

11 *Danielle Saint-Pierre, conseillère en réadaptation – L'équilibriste qui évite la chronicité*

12 *Chantal Hamelin, agent d'indemnisation – D'abord un bon communicateur*

13 *Caroline Bouchard, chef d'équipe en financement – Différencier les risques*

14 *Le rapport d'enquête d'accident – Un puissant outil de prévention*

16 **DROITS ET OBLIGATIONS** *Le régime québécois de santé et de sécurité du travail en bref*

RECHERCHE À L'IRSST

17 *Sommaire en page 17*

32 **LES ACCIDENTS NOUS PARLENT** *Quand un accident fait bouger les choses...*

33 **SANTÉ ET SÉCURITÉ EN IMAGES**

REPORTAGES

34 *SST dans le monde*

38 *Chantiers majeurs : la sécurité en évolution*

41 *Santé publique en santé au travail – Dévouée depuis 30 ans à la prévention des maladies professionnelles*

42 *L'évolution de la prévention dans les ASP*

44 *La sécurité dans les mines : des histoires et des hommes*



34



38



44

46 **PERSPECTIVES** *L'histoire de la prévention au Québec*
Entrevue avec Jean-Claude Dionne, spécialiste de l'histoire de la sst

48 **PORTAIT D'UNE LECTRICE** *Nathalie Bentamy – Profession : assembleur électronique*

Un magazine pour qui, pour quoi ? *Prévention au travail s'adresse à tous ceux et celles qui ont un intérêt ou un rôle à jouer dans le domaine de la santé et de la sécurité du travail.*

Son objectif consiste à fournir une information utile pour prévenir les accidents du travail et les maladies professionnelles. Par des exemples de solutions pratiques, de portraits d'entreprises, et par la présentation de résultats de recherche, il vise à encourager la prise en charge et les initiatives de prévention dans tous les milieux de travail.

Le magazine *Prévention au travail* est publié par la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) et l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail (IRSST).

**Président du conseil d'administration
et chef de la direction de la CSST,
et président de l'IRSST**
Luc Meunier

SECTION CSST

**Directeur des communications
et des relations publiques**
François G. Houle

**Chef du Service de la création, de la publicité,
des publications et des médias électroniques**
Daniel Legault

Rédactrice en chef
Julie Mélançon

Secrétaire de rédaction
Diane Vaillancourt

Collaborateurs
Luc Dupont, Gilles Gagnon, Louise Girard, Jean-Yves Héroux, Louise Lacroix, Isabelle Lessard, David Mireault, Benoit Parent, Anne-Marie Picard, Claude Rochon, Claire Thivierge, Marc Tison, Gervais Tremblay, Pierre Turgeon, Guy Sabourin, Denise Soucy

Révision
Translatex Communications +

SECTION IRSST

Présidente-directrice générale de l'IRSST
Marie Larue

Directeur des communications
Jacques Millette

Rédactrice en chef
Marjolaine Thibault

Collaborateurs
Yves Beaulieu, Philippe Béha, Mario Bélisle, Pierre Charbonneau, Dominique Desjardins, Robert Etcheverry, Yasser Fadili, Benoit Fradette, Roch Lecompte, Lorraine Pichette, Linda Savoie, Claire Thivierge, Maura Tomi

**Direction artistique, production
et retouche numérique des photos**
Jean Frenette Design

Validation des photographies et des illustrations
Louise Girard, Johanne Paquette, André Turcot

Photo de la page couverture
Photolibary

Impression
Imprimeries Transcontinental inc.

Comptabilité
Danielle Lalonde

Distribution
Diane Vaillancourt

Abonnements
Service aux abonnés
30, rue Ducharme
Gatineau (Québec) J8Y 3P6
Tél. 1 877 221-7046

© CSST-IRSST 2010
La reproduction des textes est autorisée
pourvu que la source en soit mentionnée
et qu'un exemplaire nous en soit adressé :

CSST
1199, rue De Bleury
C. P. 6056
Succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 4E1
Tél. 514 906-3061, poste 2185
Téléc. 514 906-3016
Site Web : www.csst.qc.ca

IRSST
505, boulevard De Maisonneuve Ouest
Montréal (Québec) H3A 3C2
Tél. 514 288-1551
Téléc. 514 288-7636
Site Web : www.irsst.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ISSN 0840-7355

Mise en garde
Les photos publiées dans *Prévention au travail*
sont le plus conformes possible aux lois et
règlements sur la santé et la sécurité du travail.
Cependant nos lectrices et lecteurs comprendront
qu'il peut être difficile, pour des raisons
techniques, de représenter la situation idéale.

MOT DE LA RÉDACTION

La CSST et l'IRSST ont 30 ans

Depuis 1980, les deux organismes ont à cœur la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles. Afin de souligner cet anniversaire, nous vous offrons une édition légèrement différente de *Prévention au travail*. Pour faire connaître un peu mieux la CSST, la première section du magazine lui est consacrée. Depuis 1980, 11 présidents se sont succédé à sa tête. Le président actuel, Luc Meunier, répond à quelques questions, notamment sur les défis auxquels la Commission sera confrontée. Ceux qui l'ont précédé à ce poste sont présentés brièvement. Ensuite, la parole est donnée aux représentants de différents corps de métier à la CSST : inspecteur, conseiller en réadaptation, conseiller en relation avec les employeurs, agent d'indemnisation et agent de financement. Tout comme les quelque 4 000 employés de la CSST, ceux-ci mettent leur énergie, leur savoir-faire et leur expérience au service des employeurs et des travailleurs du Québec.

Nos chroniques ont également une saveur historique. Par exemple, le premier « Cherchez l'erreur » avait été réalisé sur un chantier de construction. Nous le reprenons, mais à la sauce 2010. Vous pourrez constater que beaucoup de chemin a été parcouru depuis. Quant à la rubrique « Les accidents nous parlent », force est de constater que les accidents parlent bel et bien et nous les écoutons ! Nous profitons également du 30^e anniversaire de la CSST pour lancer une nouvelle chronique. À vous de la découvrir...

Puis nous vous emmenons en voyage. D'abord, un petit tour du monde pour voir comment se porte la santé et la sécurité du travail ailleurs. Nous faisons ensuite un survol de l'évolution de la santé et de la sécurité sur les chantiers majeurs de construction des barrages hydroélectriques, de la Baie-James à la Romaine... Finalement, c'est à un voyage dans le temps que vous être conviés. Découvrez la sécurité dans les mines au cours des années 1950.

La section de l'IRSST présente quant à elle un aperçu de ses réalisations, des innovations, des avancées scientifiques et des découvertes. C'est la façon de l'Institut de saluer le travail de son personnel et de tous ceux qui ont collaboré avec lui pour améliorer peu à peu la santé et la sécurité des travailleurs du Québec.

21 JANVIER 2010
QUÉBEC (QUÉBEC)

**Soyez formateur –
Conduite préventive
du chariot élévateur et
du transpalette électrique**

13 MAI 2010
QUÉBEC (QUÉBEC)
3 JUIN 2010
MONTRÉAL (QUÉBEC)

**Évaluer pour prévenir
les risques machines**

RENSEIGNEMENTS
www.aspinprimerie.qc.ca

**CENTRE PATRONAL DE SANTÉ
ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL
DU QUÉBEC**

SESSIONS DE FORMATION

3 FÉVRIER 2010
28 AVRIL 2010
MONTRÉAL (QUÉBEC)

Introduction à la SST

9 FÉVRIER 2010
MONTRÉAL (QUÉBEC)
25 FÉVRIER 2010
QUÉBEC (QUÉBEC)

Plan de prévention

11 FÉVRIER 2010
22 AVRIL 2010
MONTRÉAL (QUÉBEC)

**Planification des mesures
d'urgence**

18 FÉVRIER 2010
MONTRÉAL (QUÉBEC)
15 AVRIL 2010
QUÉBEC (QUÉBEC)

**L'art d'être un coach pour
responsabiliser en SST**

9 MARS 2010
29 AVRIL 2010
MONTRÉAL (QUÉBEC)
13 AVRIL 2010
QUÉBEC (QUÉBEC)

**Identifier et contrôler les
risques en milieu de travail**

10 MARS 2010
MONTRÉAL (QUÉBEC)

**Le cadenassage
(notions de base)**

23 MARS 2010
MONTRÉAL (QUÉBEC)

**Sécurité des machines –
notions de conception
des circuits de commande**

24 MARS 2010
MONTRÉAL (QUÉBEC)

**Plan d'action du comité
santé-sécurité**

30 MARS 2010
MONTRÉAL (QUÉBEC)
8 AVRIL 2010
QUÉBEC (QUÉBEC)

**Jeunes et nouveaux : bien
les accueillir et les former**

7 AVRIL 2010
MONTRÉAL (QUÉBEC)

Formation à la supervision

14 ET 15 AVRIL 2010
MONTRÉAL (QUÉBEC)

**Sécurisation et maîtrise
du risque sur les presses**

RENSEIGNEMENTS
www.centrepatronalsst.qc.ca

14 AVRIL 2010
QUÉBEC (QUÉBEC)

**5^e gala national des
Prix innovation en santé
et sécurité du travail**

15 AVRIL 2010
QUÉBEC (QUÉBEC)

**Forum en santé et sécurité
du travail**

4 AU 8 OCTOBRE 2010
QUÉBEC (QUÉBEC)

**Symposium de l'Association
des commissions
des accidents du travail
du Canada (ACATC)**

19 ET 20 OCTOBRE 2010
MONTRÉAL (QUÉBEC)

**Grand Rendez-vous en santé
et sécurité du travail 2010**

RENSEIGNEMENTS
www.csst.qc.ca

27 ET 28 AVRIL 2010
LÉVIS (QUÉBEC)

Colloque de l'ASSTSAS 2010

RENSEIGNEMENTS
www.asstsas.qc.ca

10 AU 14 MAI 2010
MONTRÉAL (QUÉBEC)

**78^e congrès de l'Acfas
Découvrir aujourd'hui
ce que sera demain**

RENSEIGNEMENTS
www.acfas.ca

**COLLOQUES RÉGIONAUX DE
LA COMMISSION DE LA SANTÉ
ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL
(CSST)**

18 MAI 2010
SAINT-HYACINTHE (QUÉBEC)

**4^e colloque en santé
et sécurité du travail
de la Direction régionale
de la Yamaska de la CSST**

19 MAI 2010
BAIE-COMEAU (QUÉBEC)
20 MAI 2010
SEPT-ÎLES (QUÉBEC)

**7^e colloque sur la santé
et la sécurité du travail
de la Direction régionale
de la Côte-Nord de la CSST**

31 MAI 2010
SHERBROOKE (QUÉBEC)

**5^e colloque sur la santé
et la sécurité du travail
de la Direction régionale
de l'Estrie de la CSST**

6 OCTOBRE 2010
CARLETON (QUÉBEC)
7 OCTOBRE 2010
SAINTE-ANNE-DES-MONTS
(QUÉBEC)

**14^e colloque sur la santé
et la sécurité du travail
de la Direction régionale
de la Gaspésie – Îles-de-la-
Madeleine de la CSST**

15 OCTOBRE 2010
JONQUIÈRE (QUÉBEC)

**26^e colloque sur la santé
et la sécurité du travail
de la Direction régionale du
Saguenay – Lac-Saint-Jean
de la CSST**

19 OCTOBRE 2010
DRUMMONDVILLE (QUÉBEC)

**13^e carrefour en santé
et sécurité du travail
de la Direction régionale
de la Mauricie et du Centre-
du-Québec**

27 ET 28 OCTOBRE 2010
ROUYN-NORANDA (QUÉBEC)

**22^e colloque sur la santé
et la sécurité du travail
de la Direction régionale
de l'Abitibi-Témiscamingue
de la CSST**

10 NOVEMBRE 2010
RIMOUSKI (QUÉBEC)

**2^e colloque sur la santé
et la sécurité du travail
de la Direction régionale du
Bas-Saint-Laurent de la CSST**

RENSEIGNEMENTS
www.csst.qc.ca

DU 12 AU 14 MAI 2010
LÉVIS (QUÉBEC)

**32^e congrès annuel de
l'Association québécoise
pour l'hygiène, la santé
et la sécurité du travail**

RENSEIGNEMENTS
www.aqhsst.qc.ca

DU 23 AU 27 MAI 2010
UTAH (ÉTATS-UNIS)
**58th ASMS Conference on
Mass Spectrometry**

RENSEIGNEMENTS
www.asms.org

DU 1^{ER} AU 4 JUIN 2010
TOULOUSE (FRANCE)
**31^e congrès national de
Médecine et santé au travail**

RENSEIGNEMENTS
www.medecine-sante-travail.com

3 NOVEMBRE 2010
MONTRÉAL (QUÉBEC)

**Colloque – Santé
psychologique
Des solutions pour mieux
intervenir dans les milieux
de travail**

RENSEIGNEMENTS
www.irsst.qc.ca

L'évolution des chantiers de construction

EN NOVEMBRE 1988 PARAISSAIT LE PREMIER « CHERCHEZ L'ERREUR » DANS LA REVUE *PRÉVENTION AU TRAVAIL*. VOICI LA PHOTO TRUFFÉE D'ERREURS PUBLIÉE À L'ÉPOQUE, N'AYANT NÉCESSITÉ AUCUNE MISE EN SCÈNE. EN EFFET, IL S'AGIT D'UN VÉRITABLE CHANTIER PRÉSENTANT PLUS D'UN VÉRITABLE DANGER! HEUREUSEMENT, PLUSIEURS AMÉLIORATIONS ONT ÉTÉ APPORTÉES DEPUIS CE TEMPS AUX CHANTIRS DE CONSTRUCTION QUÉBÉCOIS.

POUVEZ-VOUS EN TROUVER QUELQUES-UNES?



Simulation

LES ERREURS

De façon générale, on remarque sur le chantier de construction, illustré sur la photo de la page précédente, un grand désordre pouvant provoquer des accidents. Les matériaux sont éparpillés un peu partout et mal empilés. De

nombreux rebuts obstruent les voies de circulation, pouvant occasionner des chutes. On remarque également sur cette photographie de nombreuses ouvertures non protégées. De plus, certaines rallonges électriques sont enfouies sous des débris de bois de toutes

sortes et comme trop souvent à l'époque, la scie circulaire ne semble munie d'aucun protège-lame. Bref, il s'agit d'un chantier où l'organisation du travail est nettement déficiente, ce qui doit sûrement se faire sentir sur le rendement des travailleurs.



Photo : Denis Bernier

UN CHANTIER EN 2010

À l'époque de notre première photo, les coffrages étaient fabriqués surtout en bois sur le chantier même. Sur les chantiers d'aujourd'hui, les coffrages sont souvent préfabriqués en aluminium, donc plus légers, nécessitant beaucoup moins de manipulations. Avec ces systèmes, il est important d'utiliser tous les éléments et les accessoires fournis par le fabricant, conformément aux plans

d'étalement et aux procédés d'installation et de démontage, signés et scellés par un ingénieur. Toutefois, bien que ces systèmes comportent des avantages indéniables, un chantier peut être plus traditionnel et tout à fait sécuritaire.

Lors de la construction d'immeubles à plusieurs étages, diverses ouvertures dans les planchers seront nécessaires pour les cages d'ascenseur, les tuyaux, les conduits d'aération, etc. Chacune

constitue un réel danger pour les travailleurs en pleine action. Pour que le chantier soit vraiment sûr, il ne s'agit pas de simplement déposer une feuille de contreplaqué sur les ouvertures. Ici, sur notre chantier, l'ouverture de la cage d'ascenseur a été solidement bouchée et délimitée par un ruban rouge.

Les chutes de hauteur sont une des principales causes d'accidents du travail, surtout dans le secteur de la construction. Elles sont à l'origine de lésions graves, parfois même mortelles. La réglementation stipule pourtant que les travailleurs exposés à un tel risque doivent être protégés. Pour le travail en bordure du vide, les garde-corps constituent le moyen de protection collectif le plus approprié.

Finalement, en 1988 comme maintenant, il est essentiel de veiller à la bonne tenue des lieux afin d'assurer la sécurité des travailleurs. **PT**

JULIE MÉLANÇON

Nous remercions l'hôpital Charles-LeMoine pour sa collaboration : Camil Pelletier, ing., conseiller technique et Éric Ducharme, agent de prévention.

Nous remercions aussi la compagnie EBC : Bernard Gagné, surintendant et Michel Lessard, agent de prévention, ainsi que Michel Guay, contremaître chez Construction LJP.

Nos personnes-ressources : Berj Tatiyousian, ing. jr et inspecteur et Hélène Fortin, inspectrice, de la Direction régionale de Longueuil, de même que Johanne Paquette, ingénieure et conseillère à la Direction générale de la prévention-inspection et du partenariat, tous trois de la CSST.

Coordination : Louise Girard, CSST

Pour en savoir plus

Le Code de sécurité pour les travaux de construction c. S-2.1, r. 6

Prévenir l'effondrement des ouvrages temporaires et des structures inachevées, publié par la CSST

Le Plan d'action construction, de la CSST, sur www.csst.qc.ca

www.asp-construction.org

LES PRÉSIDENTS DE LA CSST

Entrevue avec le président actuel, Luc Meunier



Photo : Pierre Charbonneau

EN 2010, LA CSST CÉLÈBRE SES 30 ANS D'EXISTENCE.

PRÉVENTION AU TRAVAIL EN PROFITE POUR DEMANDER À LUC MEUNIER, PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET CHEF DE LA DIRECTION DE LA CSST DEPUIS NOVEMBRE 2007, QUELS SONT LES MESSAGES DE PRÉVENTION QU'IL VEUT RENFORCER ET LES DÉFIS QUI S'EN VIENNENT DANS LES PROCHAINES ANNÉES.

PAR | PIERRE TURGEON |

[PRÉVENTION AU TRAVAIL] D'ABORD, POUVEZ-VOUS VOUS PRÉSENTER BRIÈVEMENT POUR NOS LECTEURS ?

[LUC MEUNIER] J'ai fait une maîtrise en administration de l'École des hautes études commerciales de Montréal. J'y ai d'ailleurs enseigné, de même qu'à l'Université Laval. Après un bref passage à la Banque Nationale, je suis entré dans la fonction publique où j'ai successivement occupé des postes au ministère des Finances, à Investissement Québec et au Conseil du trésor.

[PT] QUELS SERONT LES GRANDS ENJEUX POUR LA CSST AU COURS DE LA PROCHAINE ANNÉE ?

[LM] La CSST poursuivra ses activités de prévention afin d'assurer des lieux de travail sains et sûrs. Entre autres, nos activités de sensibilisation auprès des jeunes leur permettent d'adopter des comportements sécuritaires, dès les premières années sur le marché du travail. De plus, nous allons continuer nos actions ciblées dans les secteurs plus à risques, comme la construction et les autres secteurs aux prises avec la sécurité des machines, afin de soutenir les entreprises dans leur démarche de prévention. Il est primordial de poursuivre ces efforts, de concert avec nos partenaires, afin de renforcer la culture de la prévention au Québec. Nous allons d'ailleurs bonifier notre cadre d'intervention en prévention-inspection, en 2010.

Pour la CSST, l'amélioration des services à la clientèle est une préoccupation constante. Ainsi, nous allons intensifier

nos travaux afin de simplifier le paiement des cotisations par les entreprises. Notre objectif est de permettre le paiement des cotisations sur la base des salaires réellement versés, à même le formulaire unique de Revenu Québec et ce, dans les meilleurs délais. Pour les travailleurs, nous visons une prise en charge plus rapide des cas de lésions et une approche centrée sur le retour au travail, ce qui, j'en suis convaincu, constitue une formule gagnante à la fois pour le travailleur, l'employeur et l'ensemble de la société.

Enfin, en 2010, nous soulignerons les 30 ans de la CSST par différents événements, ce qui nous permettra de renforcer le message de prévention auprès de tous.

[PT] CONCERNANT LA SITUATION FINANCIÈRE DU RÉGIME, LES DÉBOIRES DE LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC VOUS ONT-ILS FAIT MAL EN 2008 ?

[LM] Oui, nous avons subi des pertes considérables sur placement en 2008. Cependant, il faut comprendre que le régime se finance à long terme et que le rendement négatif de 2008 sera absorbé sur plusieurs années. De plus, le régime était pleinement capitalisé avant 2008 de sorte que même à la suite de ces pertes, la santé financière du régime n'est pas menacée.

De plus, la CSST poursuit ses efforts pour assurer la saine gestion du régime, notamment par la mise en place de mesures visant à améliorer la gestion et la prévention de la chronicité. Il faut rappeler que les cas de chronicité ne représentent que 4 % des dossiers de la CSST, mais accaparent 73 % des coûts du régime d'indemnités de remplacement du revenu. Il est prioritaire de contrôler ces coûts tout en continuant à miser sur la prévention et à livrer des services de haute qualité aux travailleurs ayant subi une lésion afin qu'ils puissent réintégrer le plus rapidement possible leur milieu de travail.

[PT] FEREZ-VOUS ENCORE UNE CAMPAGNE PUBLICITAIRE COMME CELLE PORTANT SUR LA NÉCESSITÉ DE BIEN FORMER LES JEUNES TRAVAILLEURS OU CELLE RAPPELANT L'IMPORTANCE DU CADENASSAGE ?

[LM] Oui, parce que ces publicités sont efficaces. Nos sondages nous prouvent que les campagnes sont appréciées et que le public retient les messages. Comme assureur public de trois millions de travailleurs québécois, nous avons le devoir de faire de la prévention à grande échelle et c'est ce que ce genre de campagne permet. Nos efforts portent fruit puisque le nombre d'accidents du travail a diminué de près de 25 % depuis 2000.

[PT] POURQUOI EST-IL PRIMORDIAL D'INVESTIR EN PRÉVENTION ?

[LM] D'abord, cela permet d'éviter des drames humains qui n'ont pas de prix. Mais aussi, parce que c'est rentable d'investir en prévention. En effet, en appliquant des mesures de prévention et des méthodes sûres de travail, l'employeur peut réduire les cotisations qu'il verse à la CSST. De plus, la prévention a pour effet de motiver et de mobiliser le personnel. Et en plus, elle constitue un facteur d'attraction et de rétention de la main-d'œuvre. En résumé, la prévention, c'est socialement indispensable et économiquement rentable. En matière de santé et de sécurité du travail, la loi prévoit que chacun a des obligations et des responsabilités. En ce sens, les employeurs et les travailleurs sont les mieux placés pour prévenir, voire éliminer les dangers dans leurs

milieux. C'est lorsqu'ils travaillent ensemble et participent activement à trouver des solutions adaptées et durables que les résultats sont les plus concluants.

[PT] DONC, VOUS AFFIRMEZ QUE LA PRÉVENTION EST VÉRITABLEMENT UN INVESTISSEMENT ?

[LM] Oui, la santé et la sécurité du travail est un facteur qui contribue de manière importante à la productivité des travailleurs. Un travailleur en santé qui effectue ses tâches dans un environnement sain et sécuritaire est plus productif.

Je vous souligne aussi que de 2003 à 2008, malgré une hausse de plus de 250 000 du nombre de travailleurs, les lésions professionnelles ont chuté de 20 % au Québec. Cette tendance s'accroît en 2009, avec une baisse de 12 % pour les huit premiers mois de l'année. Le Québec s'est doté d'un régime de santé et de sécurité du travail performant. Ce régime est devenu un maillon névralgique de l'économie qui permet de soutenir la prévention durable et l'emploi sécuritaire. En général, les milieux de travail sont beaucoup plus sécuritaires aujourd'hui qu'ils ne l'étaient il y a trente ans. Les attitudes changent et la culture d'entreprise et celle des travailleurs évoluent dans le bon sens : faire une place de plus en plus grande à la prévention et aux comportements sécuritaires. **PT**

Galerie de ses prédécesseurs

RICHARD VERREAULT

**PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
ET CHEF DE LA DIRECTION PAR INTÉRIM**

14 SEPTEMBRE 2007 – 7 NOVEMBRE 2007



Photo : Roch Thérioux

« Depuis une quinzaine d'années, le nombre des lésions professionnelles est constamment à la baisse. En 2006, la CSST a déploré 122 000 lésions contre 138 700 en 1997. C'est une diminution de près de 12 %, tandis que le nombre de travailleurs a augmenté de plus de 16 %. Ensemble, nous avons fait beaucoup de chemin. Travailleurs et employeurs doivent continuer à travailler ensemble, main dans la main. Ils sont les mieux placés

pour déceler les risques et trouver les moyens efficaces d'éliminer les dangers. »

Source : discours d'ouverture de la remise régionale des Prix innovation en santé et en sécurité du travail, 24 octobre 2007.

RÉAL BISSON

**PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
ET CHEF DE LA DIRECTION PAR INTÉRIM**

7 AOÛT 2006 – 14 SEPTEMBRE 2007



Photo : Pierre Charbonneau

« En 2005, l'Association des Commissions des accidents du travail du Canada a réalisé un sondage auprès de 1 000 personnes dans tout le Canada. Ce sondage révèle que 66 % des répondants croient que les accidents du travail ne peuvent pas être évités. Vous qui êtes actifs en prévention, vous savez que c'est faux. Quand on prend connaissance de nos rapports d'enquête, on arrive très souvent à la conclusion que ces

accidents auraient pu être évités si les moyens de prévention appropriés avaient été mis en place. Alors passez le message ! »

Source : discours d'ouverture lors de la remise des Prix innovation en santé et en sécurité du travail, 7 novembre 2006.

GÉRARD BIBEAU

**PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
ET CHEF DE LA DIRECTION**

23 AOÛT 2004 – 7 AOÛT 2006

Photo : Pière Charbonneau



« Pourquoi un plan d'action sur la sécurité des machines? D'abord, parce qu'il y a des machines dans presque tous les secteurs industriels et, deuxièmement, parce qu'elles causent trop de décès et d'accidents graves. Par année, la CSST dénombre près de 13 000 accidents liés aux machines, dont 20 sont mortels. Ces accidents entraînent des coûts importants pour les employeurs : 71,5 millions de dollars versés par la CSST. Et

c'est sans parler des coûts humains et sociaux. Prévenir les accidents, ce n'est pas seulement une question d'argent. On veut surtout des travailleurs en santé et en sécurité, des familles qui conservent leur revenu, des employeurs qui protègent leur main-d'œuvre. »

Source : discours prononcé au lancement de la publicité sur les machines, 17 mars 2005.

JACQUES LAMONDE

**PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
ET CHEF DE LA DIRECTION**

29 DÉCEMBRE 2001 – 23 AOÛT 2004

PRÉSIDENT ET CHEF DES OPÉRATIONS

6 AVRIL 1999 – 29 DÉCEMBRE 2001

Photo : Pière Charbonneau



« On ne saurait trop insister sur l'importance de la prise en charge de la santé et de la sécurité par les milieux de travail. Pourquoi tant insister? Premièrement, pour que les solutions apportées soient réellement adaptées à chaque milieu de travail. Deuxièmement, pour faire en sorte que les comportements soient durables dans toutes nos organisations de travail. Et ce but ne peut être atteint qu'avec des engagements pris au sein

même de nos entreprises. Qu'on se le dise, la CSST est là pour aider et fournir des appuis, mais le premier responsable, celui qui peut le mieux et le plus agir pour protéger la santé et la sécurité des travailleurs, c'est le milieu de travail, l'employeur et les travailleurs. »

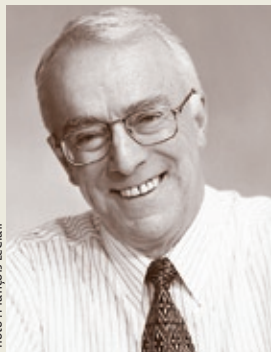
Source : discours d'ouverture du Grand Rendez-vous santé et sécurité, 1^{er} octobre 2002.

TREFFLÉ LACOMBE

**PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
ET CHEF DE LA DIRECTION**

30 JUIN 1997 – 29 DÉCEMBRE 2001

Photo : François LeClair



« Le régime québécois de santé et de sécurité du travail est un vibrant exemple de paritarisme. Vous le savez, on retrouve la structure paritaire employeurs-travailleurs à tous les niveaux : d'abord au conseil d'administration de la CSST, où je siége avec un nombre égal de représentants des travailleurs et des employeurs; au sein des entreprises, où des comités formés de travailleurs et de représentants de l'employeur

s'occupent de la santé et de la sécurité; dans les associations sectorielles paritaires, ou ASP, qui s'occupent de formation et d'information; et à l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail, l'IRSST. Alors, vous comprenez que, pour nous, le partenariat, ça va bien au-delà du discours. C'est très exigeant, comme manière de fonctionner, mais les décisions que nous arrivons à prendre conjointement sont vraiment solides et témoignent par la suite de solidarité. »

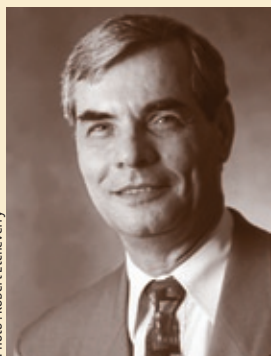
Source : 17^e Colloque en santé et en sécurité du travail, 19 octobre 2001.

PIERRE GABRIÈLE

PRÉSIDENT ET CHEF DES OPÉRATIONS

3 AVRIL 1995 – 13 OCTOBRE 1998

Photo : Robert Etcheverry



« La gestion personnalisée de l'invalidité vise trois objectifs : développer l'employabilité (le travailleur au centre de nos préoccupations); maintenir la compétitivité des entreprises (conserver leur actif); et mettre au point une gestion intégrée de la réparation (préserver l'équilibre financier du régime). Comme assureur public, nous avons le devoir et l'obligation de maintenir un équilibre constant entre ces trois objectifs. Le traite-

ment des dossiers complexes et de longue durée nécessite l'intégration de toutes les nouvelles approches pour permettre à la compagnie d'assurance publique qu'est la CSST de faire plus pour ce type de clientèle, mais cela d'une manière différente, dans le but de trouver des solutions adaptées à chaque cas. »

Source : journal interne CSST *Nouvelles*, mai 1996.

PIERRE SHEDLEUR

**PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
ET CHEF DE LA DIRECTION**

17 MAI 1993 – 21 FÉVRIER 1997

PRÉSIDENT ET CHEF DES OPÉRATIONS

2 NOVEMBRE 1992 – 16 MAI 1993



Photo : Archives de la CSST

« La stratégie à la base du réalignement était simple : reconnaître à la CSST une mission de compagnie d'assurance publique au service des travailleurs et des employeurs. Puis redresser la situation en regroupant les problèmes par grands dossiers. On a commencé par le lien d'emploi en raison de l'augmentation astronomique des coûts de la réadaptation. Agir... là où ça compte ! C'est un nouvel esprit qu'on a voulu

créer : passer de la confrontation à la collaboration, développer un travail d'équipe à l'interne en abandonnant le traitement séquentiel. (...) Déjà les résultats sont fort prometteurs : depuis quatre ans, le nombre de contestations de la part des travailleurs diminue constamment et, en 1994, la CSST enregistrait un surplus de 125,6 millions, son premier en cinq ans. Et le nuage noir du déficit lentement se dissipe... »

Source : journal interne CSST *Nouvelles*, 23 juin 1994 et mars 1997.

ROBERT DIAMANT

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

11 DÉCEMBRE 1989 – 16 MAI 1993



Photo : Archives de la CSST

« Au cours des dernières années, nous avons exercé notre responsabilité en matière de réadaptation. On se rend compte que ce n'est pas satisfaisant ni pour vous ni pour nos clientèles. Sans parler des coûts ! Donc, il est apparu à tout le monde qu'une réflexion sur la gestion du dossier de la réadaptation et sur la façon de se comporter de la Commission dans la réalisation de ce mandat était nécessaire. Un exercice mené l'au-

tomne dernier s'est traduit par un certain nombre de propositions axées sur la formation des intervenants, des experts, des conseillers, etc. Il est apparu que ce plan d'action n'était pas assez dynamique. Le comité prépare une série de recommandations plus pointues qui s'attaquent à des problèmes très concrets et très réels concernant l'atteinte des objectifs en réadaptation. Le dossier de la réadaptation est donc susceptible d'être mis à l'avant-plan de nos préoccupations. »

Source : journal interne CSST *Nouvelles*, avril 1991

MONIQUE JÉRÔME-FORGET

PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE

1^{ER} MAI 1986 – 8 DÉCEMBRE 1989



Photo : Yves Provancher

« Si l'on met beaucoup l'accent sur l'indemnisation et les coûts des accidents du travail, on parle relativement peu de prévention, aspect pourtant primordial de la mission de la CSST. En effet, la prévention demeure l'instrument, et le seul, qui puisse réduire de façon notable les sommes que nous déboursions pour indemniser les victimes. Il nous faut convaincre notre entourage, et convaincre ceux et celles qui sont engagés

dans le milieu de travail, de l'importance à accorder à la prévention des accidents du travail. On a trop souvent cru qu'ils étaient aléatoires, purement accidentels, non prémédités et pourtant, il ressort de très nombreuses études qu'un milieu de travail sûr diminue de façon notable le nombre des accidents. Nous devons donc nous employer à diffuser ce message auprès de nos usagers et de nos partenaires. »

Source : journal interne *Nouvplus*, octobre 1986.

ROBERT SAUVÉ

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

13 MARS 1980 – 30 AVRIL 1986



Photo : Robert Etchevery

« Sensibiliser employeurs et travailleurs à la nécessité de collaborer à l'application du régime de santé et de sécurité, voilà l'objectif de la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec. C'est le 19 août qu'entre en vigueur la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Rappelons que le projet de loi 42 a été déposé le 22 novembre 1983. Après 135 heures de débats, la loi a été adoptée et sanctionnée le

23 mai 1985. Elle instaure au Québec le régime de remplacement du revenu, dans le sillage du Nouveau-Brunswick, de la Saskatchewan et de Terre-Neuve. Le nouveau régime accorde aux bénéficiaires des droits inédits en même temps que des services plus efficaces, plus rapides et plus humains. L'appareil administratif s'en trouvera simplifié. Les tâches administratives des employeurs et celles de la Commission seront considérablement allégées et nos ressources libérées pourront se consacrer à la mise en œuvre de quelque 3 000 programmes individualisés de réadaptation. »

Sources : journal interne *Nouvplus*, août 1985, et lettre interne du président, 21 avril 1986.

PROPOS RECUEILLIS PAR BENOÎT PARENT

André Paillé, INSPECTEUR



Sauver des vies... et des membres

PAR | GUY SABOURIN |

« **AU DÉBUT DES ANNÉES 1980,** nous étions perçus comme des policiers, rappelle André Paillé, ingénieur et inspecteur de la CSST dans Lanaudière depuis un quart de siècle. Les plus démunis nous voyaient cependant d'un bon œil; ils avaient besoin de notre aide. »

Aujourd'hui, l'inspecteur de la CSST, outre examiner des milieux de travail et enquêter sur des accidents, fournit plutôt de l'aide et du soutien aux employeurs et aux travailleurs. « Les mentalités ont changé et comme organisation nous avons changé aussi », précise celui qui a été inspecteur dans les domaines des hôpitaux, des centres d'accueil, de l'ébénisterie, de la vitrerie, de la fonderie, et chez des fabricants d'objets en plastique, en caoutchouc et d'appareils électriques. Il connaît toutes les facettes du métier, qu'il transmet d'ailleurs à la jeune génération en parrainant les nouveaux inspecteurs; il a ainsi contribué à en former 15 depuis 1997.

Monsieur Paillé, qui garde la flamme pour son travail, estime qu'il faut de l'autorité, de la cohérence, de la clarté, du respect, de l'écoute, de la courtoisie, de la souplesse, de l'équité et de la neutralité pour faire ce travail. « Il faut être à l'aise aussi bien avec des ouvriers qu'avec des ingénieurs chevronnés », dit-il. Les jeunes inspecteurs ont aujourd'hui la chance de recevoir une formation exhaustive qui dure six mois, à l'inverse de celle des collègues de sa génération, qui n'avaient qu'une journée où on leur faisait part des dispositions de la Loi sur la santé et la sécurité du travail, et qu'on envoyait dès le lendemain sur le terrain accompagner un inspecteur expérimenté! Ceux d'aujourd'hui sont donc mieux outillés pour intervenir dans un monde plus complexe.

André Paillé adore apprendre et son travail d'inspecteur le comble puisque technologies, machines et ressources humaines qui les font fonctionner ne cessent d'évoluer. Pour lui, les jeunes

inspecteurs devront s'adapter à des réalités qui changent aujourd'hui très vite. En contrepartie, ils peuvent s'appuyer sur une documentation exhaustive qui n'existait pas naguère.

Avec ses visites dans les milieux de travail et ses conseils éclairés, l'inspecteur sauve des vies... et des membres. Jugeant que 30 amputations par année dans les ateliers d'ébénisterie de son secteur, ça suffisait, André Paillé a bâti au début des années 2000 un ambitieux programme pour informer les 160 employeurs de sa région de la nécessité de mettre des protecteurs sur leurs machines. « À l'époque, il y avait sur le marché deux ou trois types de gardes

aide à analyser leurs besoins, quitte à faire modifier leurs machines dès le départ, ce qui revient moins coûteux que de payer des indemnités durant des années aux travailleurs blessés. André Paillé aime bien jouer ce rôle de conseiller, répondre aux demandes d'assistance, prendre appui sur d'autres experts qui l'épaulent dans la recherche de solutions.

Photo: iStockphoto



**AUJOUR'HUI, L'INSPECTEUR
DE LA CSST, OUTRE EXAMINER
DES MILIEUX DE TRAVAIL
ET ENQUÊTER SUR DES ACCIDENTS,
FOURNIT PLUTÔT DE L'AIDE
ET DU SOUTIEN AUX EMPLOYEURS
ET AUX TRAVAILLEURS.**

pour les machines, alors qu'aujourd'hui on en compte une grande variété (entre 30 et 40) possédant chacun leurs caractéristiques », précise-t-il. Résultat de son programme : dix amputations en 2003 et une seule en 2005. Beaucoup d'employeurs l'ont appelé pour qu'il les conseille pour choisir le bon matériel de protection. Aujourd'hui encore, il les

Beaucoup de situations auraient fini en accidents faute de l'intervention de l'inspecteur, qui personifie le lien entre la CSST comme organisme de santé et de sécurité et les milieux de travail. « Ne plus jamais pouvoir retourner au travail constitue un grand drame pour ceux qui, nombreux, trouvent dans leur milieu de travail l'équivalent d'une deuxième famille », déclare celui qui a vu un jeune de 16 ans amputé du pied, un autre mourir sous les roues d'un tracteur en ramassant des concombres dans le champ. « C'est toujours si épouvantable que nos efforts en tous genres pour éviter les accidents ont et auront toujours leur raison d'être », conclut-il. **PT**

Cécile Phan, CONSEILLÈRE EN RELATION AVEC LES EMPLOYEURS

Comment vont les affaires ?

PAR | CLAIRE THIVIERGE

« **COMMENT VONT** les affaires ? » Voilà comment Cécile Phan, de la Direction régionale de Longueuil, aborde invariablement ses clients. Elle fait partie des 23 conseillers en relation avec les employeurs de la CSST, autrefois appelés conseillers en financement, qui ont comme fonction de renseigner les dirigeants d'entreprise sur tout ce qui concerne le financement, en particulier sur l'impact du coût des lésions, et de les sensibiliser aux façons d'améliorer leur gestion de la santé et de la sécurité du travail (sst). Il va de soi qu'en plus d'avoir un bon esprit d'analyse, ces personnes-ressources doivent aussi faire preuve de créativité et d'imagination pour trouver des pistes de solutions,

Photo: iStockphoto



être affables et souples, savoir écouter autant que convaincre. « Mais il faut aussi s'intéresser à ce que font les employeurs et avoir leur réussite à cœur », affirme Cécile Phan.

Le conseiller en relation avec les employeurs cible l'entreprise dont les primes excèdent la moyenne de son secteur, dont la masse salariale croît rapidement ou, plus alarmant, dont le nombre d'accidents augmente. « Cela nous indique qu'elle a peut-être besoin de notre soutien », note Cécile Phan. Parfois, c'est l'employeur qui s'adresse de lui-même à un conseiller, ou encore c'est un inspecteur ou un conseiller en réadaptation qui lui signale un cas. « Nous communiquons avec l'employeur et, au besoin, organisons une rencontre pour lui proposer de combiner son diagnostic avec le nôtre, puis de voir quelle solution nous pouvons trouver ensemble », poursuit-elle. En fait, Cécile Phan considère la situation de chaque entreprise dans sa globalité, soit la gestion de la prévention, la gestion des dossiers d'accidents et leur conséquence, la gestion du dossier financier, pour ensuite relier ces éléments. « Je fais aussi des liens entre les personnes, dit-elle, parce qu'un employeur fait affaire avec plusieurs intervenants à la Commission. Je dois donc l'aider à naviguer dans tout ça. »

Cependant, améliorer sa gestion de la sst n'est pas toujours la priorité de l'entreprise. La plupart du temps, pour convaincre l'employeur, il suffit de lui démontrer que ses efforts de prévention seront récompensés par des réductions de primes. « L'autre argument est celui de la productivité, signale la conseillère. Je leur fais valoir que plus ils ont de lésions, plus ils doivent les gérer, plus cela exige du temps et de l'argent. »

On n'a qu'à penser au suivi administratif des dossiers, à la gestion de l'absentéisme d'un travailleur et à toute la panoplie des frais indirects. « Je leur dis que la prise en charge de la sst évite ce type de problème et permet bien souvent à l'entreprise d'améliorer sa productivité

et son efficacité. On a en effet remarqué, par exemple, qu'une innovation en sst, une pratique sécuritaire ou une bonne organisation du travail représente un gain pour les travailleurs comme pour l'employeur. Ainsi, la sst est rentable tant sur le plan financier qu'humain. »

EN PLUS D'AVOIR UN BON ESPRIT

D'ANALYSE, CES PERSONNES-

RESSOURCES DOIVENT AUSSI

FAIRE PREUVE DE CRÉATIVITÉ

ET D'IMAGINATION POUR TROUVER

DES PISTES DE SOLUTIONS,

ÊTRE AFFABLES ET SOUPLES, SAVOIR

ÉCOUTER AUTANT QUE CONVAINCRE.

Les employeurs ne sont pas seuls à bénéficier des services de ces conseillers, plusieurs autres intervenants et gestionnaires régionaux profitent de leur savoir-faire, notamment pour analyser des dossiers complexes et pour établir des stratégies d'intervention ou des outils adaptés à des cas particuliers.

La tâche du conseiller en relation avec les employeurs comporte des gratifications. « Le plus stimulant, c'est que ça change tout le temps, constate Cécile Phan. Je peux utiliser ma créativité et mon initiative, mais le plus intéressant, c'est que c'est un travail rassembleur. Pour trouver une solution au problème d'un employeur, j'ai besoin de la collaboration d'un inspecteur, d'un conseiller en réadaptation, d'un agent d'indemnisation, d'un agent de financement et, à l'occasion, de partenaires externes de la CSST... Et lorsque je rappelle l'employeur et que je lui demande, comme toujours, "Comment vont les affaires?" et qu'il me répond "Ça va mieux!", c'est ma récompense. » **PT**



Photo: Sophie Desruisseaux, CSST

Danielle Saint-Pierre, CONSEILLÈRE EN RÉADAPTATION

L'équilibriste qui évite la chronicité

PAR | GUY SABOURIN

LA MEILLEURE CHOSE qui puisse arriver à un travailleur accidenté, c'est de reprendre un jour son travail. Certes il est blessé, parfois gravement, donc physiquement indisposé pour un moment. Mais il arrive aussi que la blessure atteigne son moral, ce qui peut retarder encore davantage son éventuelle réinsertion au travail, voire la rendre quasi impossible.

Il existe un intervenant dont le doigté fera toute la différence entre un retour à l'emploi réussi et une chronicité aussi peu souhaitable que coûteuse : le conseiller en réadaptation. Son rôle est à la fois délicat et complexe. Il entre en action le plus vite possible après l'accident, dans le but, entre autres, de prévenir l'évolution vers l'incapacité chronique si coûteuse (73 % des dépenses annuelles de la CSST, donc environ un milliard de dollars, pour 4 % des demandes d'indemnité, soit les « chroniques »). « Pour y parvenir, nous évaluons les besoins du travailleur le plus vite possible, nous encourageons sa mobilisation de toutes les manières afin qu'il ne reste pas seul chez lui, et qu'il ne cesse pas de se voir comme un travailleur », explique Danielle Saint-Pierre, conseillère en réadaptation depuis 19 ans, dont les trois dernières années à titre de chef d'équipe en réadaptation, en Mauricie et Centre-du-Québec.

Entrée à la CSST en 1991, elle est en mesure d'évaluer à quel point le travail de conseiller en réadaptation a évolué. « Au début, on réagissait à ce qui nous arrivait, comme le rapport médical ou divers documents concernant le travailleur. Aujourd'hui, nous prenons les devants, nous assurons le leadership du dossier au sein d'une équipe multidisciplinaire où le médecin, l'ergonome, l'ergothérapeute, le conseiller juridique et l'inspecteur collaborent avec nous. L'informatique facilite les choses, faut-il le dire. »

Le travailleur est d'abord une personne, qui évolue dans un certain

milieu. Le conseiller en réadaptation essaie d'en apprendre le plus possible sur lui et son milieu de travail, de cerner la globalité de sa situation, ce qui lui permettra de mieux intervenir sur ce que ce travailleur vivra demain. « Ça peut être simple de retourner quelqu'un au travail, mais il faut le faire de la bonne façon, poursuit Danielle Saint-Pierre. Les études de l'IRSSST nous indiquent que le premier retour au travail est déterminant en termes d'impacts sur les prochains retours. Il faut donc ne rien bousculer, ne rien laisser dormir non plus, c'est-à-dire garder un certain

Photo : iStockphoto



équilibre, bien gérer le risque, donner à la personne ce dont elle a besoin au bon moment, tenir compte de facteurs psychosociaux et relationnels. Il faut par exemple découvrir si, en son for intérieur, un travailleur ne se voit pas retourner au travail, ce qui teintera nos futures interventions. »

On devine qu'un bon conseiller en réadaptation a besoin de doigté et de délicatesse, d'aptitudes à entretenir des relations. « Il lui faut une très bonne écoute, pouvoir cerner les besoins d'une personne, être juste et neutre », précise Danielle Saint-Pierre. À sa formation

universitaire de base – souvent en sciences humaines – s'ajoute une formation continue en cours d'emploi.

Dans le meilleur des cas, le conseiller en réadaptation renvoie le travailleur accidenté à son ancien poste, à une autre tâche chez le même employeur, voire dans une autre entreprise. La réinsertion est certes moins coûteuse que la chronicité, mais sur le plan humain, elle dépasse toute considération financière.

« En fait, c'est ce qu'on souhaite le plus : réintégrer la personne au travail ; c'est ce qui motive toutes nos interventions », souligne Danielle Saint-Pierre.

Elle cite l'exemple d'un travailleur bosniaque parlant à peine le français, amputé de quatre doigts à sa main dominante en manoeuvrant une presse dans une usine de fabrication de coffres d'outils.

Un travail de collaboration entre la conseillère en réadaptation, le travailleur, l'employeur, son représentant de mutuelle et l'ergothérapeute a reconduit ce travailleur à son ancien poste en cinq mois, en respectant bien sûr ses capacités. Beaucoup de rencontres, d'écoute et de liens entre les parties sont à l'origine de ce succès, qui repose aussi sur le réseau d'amis chez les collègues de travail comme élément motivateur. « C'est une histoire comme on les voudrait toutes, où l'intervention a vraiment fait toute la différence », conclut Danielle Saint-Pierre. **PT**



Photo : Amélia Larin, CSST

Chantal Hamelin, AGENT D'INDEMNISATION

D'abord un bon communicateur

PAR | GUY SABOURIN |

MÊME SI ELLES PORTENT le titre d'agent d'indemnisation, les personnes à ce poste sont d'abord et avant tout de bons communicateurs. C'est ce que pense Chantal Hamelin, employée de la CSST depuis 15 ans, dont 11 à titre d'agent d'indemnisation, et maintenant chef d'une équipe de sept agents, en Estrie.

Contrairement à ce qui se faisait dans le passé, alors que l'agent d'indemnisation suivait un dossier du début à la fin, sa tâche est aujourd'hui un peu plus spécialisée. Des agents s'occupent de l'admissibilité, d'autres du suivi. Et ces derniers travaillent jumelés avec un conseiller en réadaptation dès qu'une personne présente des risques de chronicité. « Ce savoir-faire importe pour donner un meilleur service aux travailleurs, pour être davantage à leur écoute », explique Chantal Hamelin. « On travaille avec des humains; on veut déceler les non-dits, allumer aux paroles significatives, être à l'affût en plus d'être à l'écoute, bref demeurer proactifs dans le dossier. »

**LES GENS APPRÉCIENT LE CONTACT
AVEC UN INTERLOCUTEUR
QUI A DU TEMPS POUR LES ÉCOUTER.
C'EST AUSSI À FORCE D'ÉCOUTE
ET D'ENTREMENT QUE DES CAS
APPAREMMENT BLOQUÉS FINISSENT
PAR SE RÉSOUDRE.**

Ainsi, les travailleurs qui risquent d'évoluer vers l'incapacité chronique reçoivent davantage d'attention de la part de l'agent d'indemnisation. Et celui qui s'occupe de ces cas a bien entendu un moins gros volume de dossiers sur son bureau. Dès qu'on aborde des questions comme les lésions psychologiques, ou le risque de rechute, la lumière « dossier à risque de chronicité » s'allume et on met tout en œuvre

pour éviter cette issue, notamment en faisant travailler l'agent d'indemnisation responsable des dossiers plus lourds en tandem avec un conseiller en réadaptation. Moins le retour au travail est certain, plus vite et plus systématiquement il faut agir.

L'agent d'indemnisation arrive en poste à la suite d'un cours technique ou par concours interne de la CSST. Plutôt qu'une formation précise, c'est une batterie de qualités et d'aptitudes

Photo : iStockphoto



qui font un bon agent d'indemnisation. « À de bonnes habiletés de communication, notamment pour parler avec des gens ayant parfois de la difficulté à s'exprimer, il faut être ouvert côté humain, pouvoir prendre des décisions et avoir confiance en soi, être capable de trancher et ne pas se laisser guider par ses préjugés », précise Chantal Hamelin.

La capacité d'écoute fait toute la différence. Ainsi, un jour où Chantal Hamelin s'occupait d'admissibilité pour les maladies professionnelles, elle a dû expliquer à une dame qu'elle devait refuser sa demande : « Je lui disais que je comprenais sa douleur, sa souffrance, en lui expliquant que nous ne pouvions l'indemniser faute de pouvoir faire un lien entre son

emploi et la lésion diagnostiquée. Cette dame a fini par me dire merci. Et c'est d'ailleurs ce que font beaucoup de personnes après avoir parlé avec un agent d'indemnisation qui a pu les écouter et reconnaître leur souffrance. Les gens apprécient le contact avec un interlocuteur qui a du temps pour les écouter. »

C'est aussi à force d'écoute et d'entement que des cas apparemment bloqués finissent par se résoudre. Comme ce travailleur qui aurait encore mal alors que son employeur voudrait qu'il revienne au travail coûte que coûte. « Notre travail serait de dire que ce travailleur a besoin de physiothérapie et que si son employeur consentait à lui accorder 30 minutes de grâce sans les accompagner de réprimandes, le travailleur pourrait guérir sans faire un détour par son médecin qui le mettrait peut-être en arrêt de travail, explique Chantal Hamelin. Une solution qui ne ferait pas que des heureux. »

Mais l'agent d'indemnisation est aussi celui qui dit parfois non aux indemnités, et touche donc un point sensible de l'individu : son portefeuille. Ainsi, il reçoit beaucoup de formation pour bien réagir en présence d'agressivité. « En étant à l'écoute, nous permettons au travailleur d'exprimer sa colère ou sa frustration et, après, nous lui conseillons des démarches qui lui donneront peut-être satisfaction », précise Chantal Hamelin.

En communiquant habilement plutôt que de façon mécanique avec le travailleur accidenté, l'agent d'indemnisation fait en sorte que cette « grosse boîte qui fait peur » revêt enfin un caractère humain. **PT**



Photo : Liianne Côté, CSST

Caroline Bouchard, CHEF D'ÉQUIPE EN FINANCEMENT

Différencier les risques

PAR | CLAIRE THIVIERGE

LA LOI LUI AYANT NOTAMMENT

dévolu un rôle d'assureur, la CSST perçoit des primes des employeurs, lesquelles financent le régime de santé et de sécurité du travail (sst). Elle doit donc classer les entreprises dans l'une ou l'autre des 185 unités de classification, établies selon la nature de l'ensemble des activités qu'elles exercent, pour déterminer le montant de leurs cotisations. Voilà un des rôles essentiels des agents de financement, qui sont aussi responsables de facturer les employeurs en conséquence. Mais même s'ils procèdent avec méthode, minutie et discernement, il n'est pas toujours facile d'interpréter les éléments qui composent le répertoire des classifications, d'autant plus qu'ils font souvent face à des cas ambigus. Caroline Bouchard, chef d'équipe en financement à la Direction régionale de la Capitale-Nationale, qui a occupé ce poste pendant 11 ans, en sait quelque chose : « La classification comporte plusieurs principes d'application définis par règlement, de même que diverses règles particulières ; ce qui fait que l'attribution d'une unité de classification peut parfois nécessiter une analyse complexe. » Pour classer une entreprise, l'agent de financement doit entre autres tenir compte de toutes les activités réalisées par cette dernière, des activités données en sous-traitance, des opérations accomplies par ses travailleurs et ses dirigeants. Prenons le cas d'un entrepreneur en excavation qui fait également le transport de matériaux granulaires, ce qui implique des risques différents. « En tenant compte de la nature de l'ensemble des activités de cette entreprise, le transport des matériaux granulaires ne justifierait pas l'attribution d'une classification distincte étant donné qu'il est considéré être en soutien aux travaux d'excavation, explique Caroline Bouchard, de même qu'une entreprise spécialisée uniquement dans le transport de matériaux granulaires appelée sur des chantiers d'excavation

n'obtiendrait pas une classification pour des travaux d'excavation. » Si le cas demeure obscur après les vérifications d'usage, une équipe en appréciation du risque vient à la rescousse.

Ainsi, loin d'accomplir des tâches machinales, les agents de financement doivent faire appel à leur capacité de synthèse et à leur jugement pour situer chaque entreprise dans la bonne case. « Même si nous sommes encadrés par divers experts, l'interprétation des informations recueillies demeure la nôtre, souligne Caroline Bouchard. Faire en sorte que nos décisions soient conformes et équitables autant que possible envers tous les employeurs est en soi une prouesse. Nécessairement, cela demande donc à chaque agent une bonne écoute et une facilité pour communiquer, pour questionner. Convivialité et rigueur réunies permettent d'établir un lien de confiance avec la clientèle. » Alors, satisfaisant, le métier d'agent de financement ? « Il y a plusieurs satisfactions, affirme Caroline Bouchard, d'abord celle de travailler en équipe, où tous regardent dans la même direction, ensuite, celle qui vient du contact direct avec la clientèle. Ces échanges sont toujours enrichissants. Une autre satisfaction, c'est l'organisation qui la

procure : par ses défis quotidiens, elle offre un apprentissage incessant. »

Lorsqu'il s'agit d'orienter la gestion de la sst d'un employeur, l'argument financier touche bien sûr un point sensible. Parlant d'expérience, Caroline Bouchard estime toutefois que c'est « la compréhension et l'application des mesures préventives qui font toute la différence ». Ainsi, l'agent de financement puise dans son large bagage de connaissances pour exposer à l'employeur certains leviers de gestion en sst. Cela dit, sans toutefois s'ingérer dans les sphères du travail professionnel de leurs collègues. Depuis octobre dernier, une approche inédite met en valeur ce rôle pivot des agents de financement, qui sont souvent le premier contact d'un employeur avec la Commission. Elle vise notamment à personnaliser l'approche « client » tout en communiquant un message sur le financement, la réparation et la prévention. Il s'agit de renseigner le client non seulement sur ses obligations, mais aussi sur l'ensemble des missions et des services de la CSST. **PT**



Photo : Lucie Michaud, CSST



Photo : iStockphoto

LE RAPPORT D'ENQUÊTE D'ACCIDENT

Un puissant outil de prévention

Produire un rapport d'enquête à la suite d'un accident mortel ou avec blessures graves est un travail colossal. Deux inspecteurs y sont affectés presque à temps complet durant six à sept mois. Une telle somme de travail peut-elle encore servir?

PAR | GUY SABOURIN |

EN L'AN 2000, LA CSST se convainc que oui et décide de rendre publics ses rapports d'enquête. Elle veut qu'ils deviennent un outil de prévention pour sensibiliser employeurs et travailleurs aux dangers de leur milieu ou méthode de travail, pour les éclairer sur les moyens de juguler ou d'éliminer les dangers.

Bonne décision que de lancer ces rapports dans le grand public? Jugez-en. En 2008, il y a eu 99 796 consultations des rapports d'enquête sur le site de la CSST, malgré des difficultés éprouvées sur le site en juin et juillet 2008. Pour 2009, on se dirige vers les 120 000 consultations. Environ 1 200 rapports d'enquête remontant jusqu'à 1990 sont en ligne. « Le bilan est plus que positif : la section des rapports d'enquête est l'une des plus visitées de notre site tandis que la couverture médiatique que nous obtenons lors des diffusions publiques va au-delà de nos espérances », assure François G. Houle, directeur des communications et des relations publiques de la CSST. Ces rapports sont aussi mis à la disposition des associations sectorielles paritaires et des associations patronales qui les rendent accessibles à leurs membres.

Pour que les conclusions du rapport d'enquête ne se perdent pas dans les limbes de l'information, il faut agir vite. Idéalement six mois après le drame. Tout rapport ne reçoit pas le même traitement. La nature de l'accident et sa médiatisation sont pris en compte. « Puisqu'on veut faire du rapport d'enquête un outil de prévention, on le diffuse davantage auprès des employeurs, des travailleurs et de divers publics quand on peut faire le lien avec des

mesures de prévention déjà existantes, explique M. Houle. On s'en sert pour rappeler les grandes lignes du plan d'action ou des mesures de prévention appropriées à la situation. Par exemple la tolérance zéro dans le plan d'action construction s'il s'agit d'un accident sur un chantier. » Le rapport peut faire l'objet d'un simple communiqué, ou d'une conférence de presse et recevoir une couverture très étendue. Ce qui a été le cas par exemple quand un toit s'est effondré à Morin-Heights à l'hiver 2008, tuant trois travailleuses. La CSST a profité de son rapport d'enquête minutieux pour sensibiliser tout le Québec aux causes de cet accident : gestion déficiente de l'ingénierie lors de la construction du parapet ajouté à la façade du bâtiment, entraînant une surcharge sur la structure, puis son effondrement. Force est de constater que ce rapport d'enquête a été le plus consulté à l'époque.

UNE DIVULGATION PUBLIQUE OÙ LE COURANT PASSE

Le rapport d'enquête peut même servir de prétexte à diverses rencontres avec les publics cibles. En mai 2009, par exemple, les étudiants en électricité de l'École CIMME et leurs professeurs étaient convoqués au cégep André-Laurendeau pour une activité de sensibilisation intitulée « Le travail sous tension, c'est NON! » Point de départ de cette rencontre très animée réunissant environ 400 personnes, un arc électrique ayant gravement brûlé plus de la moitié du corps d'un jeune apprenti électricien de 26 ans qui travaillait sur de l'appareillage sous tension lors de la conversion en appartements de l'ancienne

biscuiterie Viau. Ce qui ne devrait jamais être fait ni toléré, ont rappelé l'ingénieur Yannick Vaillancourt, vice-président de la Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ), Bruno Barrette, porte-parole de la Fraternité interprovinciale des ouvriers en électricité (FIPOE) et Sylvie Dubeau, infirmière à l'unité des grands brûlés du CHUM.

Après avoir appris qu'il survient 55 accidents du travail par jour, deux amputations par semaine et un décès par mois, les participants ont été littéralement saisis par les images de grands brûlés, à la limite du soutenable, que leur a montrées Sylvie Dubeau. Sur les 130 à 170 patients par année soignés pour brûlures graves au CHUM, 10 % ont été brûlés au travail par l'électricité. Les photos de mains calcinées, de muscles, de nerfs et de vaisseaux exposés à vif parce qu'il faut inciser la peau dure et tendue des brûlures graves pour les guérir n'avaient pour but que de rappeler à quel point l'électricité peut, en une fraction de seconde, faire basculer une vie. « Le courant ne pardonne pas, a insisté Sylvie Dubeau. Coupez-le toujours pour travailler. »

« J'espère que nous nous rappellerons chaque jour ces photos pour prévenir les accidents quand nous serons au travail », lance Patrick Verrault, étudiant en électricité à l'École CIMME. Son confrère Clément Drapeau ajoutait : « Une chose importante à retenir, que j'ai apprise ici ce matin, c'est notre droit de dire non à un client ou à un employeur qui nous

Daniel Chayer, porte-parole de la CSST lors de la conférence de presse sur l'accident survenu à Morin-Heights, répond aux questions des médias.



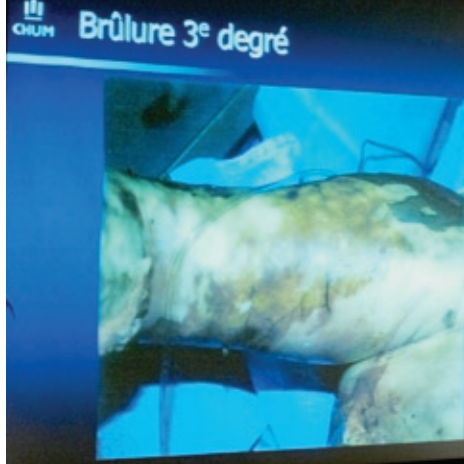
demanderait de travailler sous tension. » Il faisait ainsi écho au message qu'a livré Bruno Barrette aux participants, en leur lisant entre autres quelques extraits de textes de loi et de règlements prouvant qu'il n'est jamais obligatoire d'exécuter un travail qui peut mettre sa santé ou sa sécurité en jeu. L'apprenti électricien de 26 ans n'aurait pas dû être seul, le sectionneur de 100 ampères sur lequel il travaillait aurait dû être mis hors tension, cadenassé et les directives de travail auraient dû être claires et appliquées, nous apprend le rapport d'enquête, dont un résumé a été remis aux participants. Trois conditions non réunies qui ont gravement hypothéqué la vie de ce jeune homme et l'ont marqué, et pas que sur sa peau, de façon permanente.

Après leur avoir rappelé à quel point la CMEQ insiste sur le travail hors tension – et ne tolère le travail sous tension qu'à de rares exceptions, une fois un formulaire dissuasif rempli par celui qui en fait la demande – Yannick Vaillancourt a lancé un appel aux jeunes : « Rappelez à vos aînés le danger des préjugés, par exemple travailler avec le 120 volts sous tension. Il est toujours possible de couper le courant, partez toujours avec cette idée-là. »

« Les images qu'on a vues ce matin conscientisent les jeunes plus que tout ce qu'on peut leur dire; nous les utiliserons dans nos cours pour renforcer notre message de sécurité », affirme Yves Turcotte, professeur d'électricité à l'École CIMME. « Je pense que ça devrait être une absolue nécessité de confronter nos étudiants au moins une fois durant leur formation à des activités de sensibilisation frappantes comme celle d'aujourd'hui », ajoute Guy Bolduc, également professeur au CIMME. Les deux professeurs estiment que les rapports d'enquête, qu'ils utilisent à l'occasion parce qu'ils sont le résumé d'accidents réels, ont un effet plus convaincant auprès des étudiants que si on leur parle juste de dangers potentiels.

BEAUCOUP D'EFFORTS POUR VULGARISER LE RAPPORT D'ENQUÊTE

Aussitôt que survient l'accident, la CSST est mise au courant. Un inspecteur spécialisé en enquêtes (de 2 à 4 par région) et l'inspecteur rattaché à l'établissement ou au chantier prennent le contrôle des lieux, dès que pompiers (en cas d'incendie) et policiers (dans tous les cas) ont terminé leur enquête.



« Le travail sous tension, c'est non! », a martelé l'animateur, Simon Massicotte.

Photos: Pierre Charbonneau

Les inspecteurs s'assurent d'abord que les équipes de secours sont en sécurité. Ils ramassent ensuite sans tarder les preuves matérielles. Ils font des photos, des vidéos, des croquis, recueillent les témoignages et répondent parfois aux questions des policiers enquêteurs ayant besoin de précisions sur tel aspect relié au travail.

« Ces tâches peuvent prendre plusieurs jours, précise André Turcot, ingénieur et chef d'équipe pour la CSST à la Direction générale de la prévention-inspection et du partenariat, soutien aux enquêtes, à plus forte raison s'il y a 40 témoins plutôt qu'un. » En parallèle, les inspecteurs s'assurent de la remise en conformité de la sécurité des lieux. Ce qui a déjà pris jusqu'à sept semaines, en 2000, à la suite d'une explosion ayant fait trois morts au centre d'essai de véhicules routiers PMG, à Blainville. « Tant qu'un danger subsiste, les lieux ne peuvent rouvrir », ajoute André Turcot. Et si les inspecteurs, pendant leur enquête, découvrent des dangers qu'ils n'avaient pas vu auparavant, ils exigent de l'employeur ou du maître d'œuvre des correctifs. La sécurité des lieux doit être assurée en tout temps.

« Le courant ne pardonne pas », a insisté Sylvie Dubeau.



Après la récolte, l'analyse. Quand les inspecteurs ont dégagé les faits essentiels ayant entraîné l'accident et mis de côté les détails accessoires, ils déterminent les causes et écrivent leur rapport d'enquête. « Il faut que toute cette information soit traitée pour devenir accessible à n'importe qui, et dépouillée de tout jargon technique », explique André Turcot. Nous consacrons beaucoup d'efforts pour rendre ce rapport solide, crédible et factuel. Au besoin mais rarement, nous utilisons une simulation de l'accident sur ordinateur, comme ce fut le cas lors du renversement d'une plate-forme élévatrice à Sept-Îles ayant fait un mort en 2003. Nous accompagnons les inspecteurs principalement dans leur démarche d'analyse. Il faut que chaque phrase soit compréhensible pour la famille, le coroner, le journaliste, enfin monsieur et madame Tout-le-monde. »

Une fois qu'il est prêt et juste avant de le divulguer aux journalistes, les inspecteurs présentent le rapport à l'employeur et aux représentants des travailleurs. Ils offrent aux familles de le leur expliquer en personne. Quelques-unes refusent. Les autres revivent des émotions pénibles, mais comprennent ce qui s'est passé. Certaines éprouvent de la rancœur envers l'employeur ou le maître d'œuvre qui s'est montré négligent ou qui écope d'une amende (prévue à la loi) qu'ils jugent trop douce. « Ça favorise un contact plus humain », croit M. Turcot.

« Le réel objectif de l'équipe d'enquête n'est pas de trouver un coupable, mais de rechercher les causes de l'accident pour en éviter la répétition, résume André Turcot. C'est pourquoi nous déployons tant d'efforts pour comprendre et faire comprendre ce qui s'est passé. »

Quand on voit quelles réactions peuvent provoquer la diffusion publique d'un rapport d'enquête, on comprend que la CSST a visé dans le mille. **PT**

Le régime québécois de santé et de sécurité du travail *en bref*

1885 Adoption de l'*Acte des manufactures de Québec*, première loi québécoise traitant de la protection des travailleurs.

1887 Création de la commission royale d'enquête sur les relations entre le Capital et le Travail.

1888 Adoption de l'arrêté ministériel 285 permettant la nomination des premiers inspecteurs du travail et établissant les *Règlements des manufactures du Québec*.

1894 Adoption de la *Loi des établissements industriels* et de la *Loi relative aux édifices publics*.

1907 Commission royale d'enquête sur les accidents du travail au Canada.

1909 Adoption de la *Loi concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et la réparation des dommages qui en résultent*.

1928 Adoption de la *Loi relative aux accidents du travail*. Création de la Commission des accidents du travail (CAT) en vertu de la *Loi concernant la Commission des accidents du travail*.

1931 Adoption de la *Loi des accidents du travail (LAT)* qui remplace les deux lois de 1928. La « Commission des accidents du travail du Québec » est constituée en vertu de cette nouvelle loi. La LAT définit la responsabilité collective des employeurs fondée sur le principe du risque professionnel. Dorénavant, les travailleurs victimes d'un accident seront indemnisés. La loi englobe maladies professionnelles et accidents du travail, et elle introduit deux notions importantes : la prévention des accidents et la réadaptation des accidentés.

1972 Refonte des règlements visant les établissements industriels et commerciaux.

1974 Création du Groupe de travail sur les objectifs et les structures de la CAT au Québec, présidé par Alphonse Riverin. Le rapport rédigé par le groupe jette les bases de tous les changements survenus depuis.

1975 Adoption de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières*.

1977 Amendements importants à la *Loi sur les accidents du travail*.

1978 Publication du livre blanc *Politique québécoise de la santé et de la sécurité des travailleurs*, qui met l'accent sur l'urgence d'agir en matière de prévention et d'élimination du danger à la source.

1979 Adoption de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail (LSST)*. Cette loi a pour objet « l'élimination à la source même des dangers pour la santé, la sécurité et l'intégrité physique des travailleurs ». En outre, elle « établit des mécanismes de participation des travailleurs et de leurs

associations, ainsi que des employeurs et de leurs associations à la réalisation de cet objet ». En clair, la gestion du régime est confiée aux employeurs et aux travailleurs de façon paritaire. La LSST innove, par ailleurs, en accordant le droit de refuser de travailler dans certaines conditions et le droit au retrait préventif à la travailleuse enceinte ou qui allaite. Adoption du *Règlement sur la qualité du milieu de travail*.

1980 Naissance de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), qui prend la relève de la Commission des accidents du travail (CAT), et de l'Institut de recherche en santé et en sécurité du travail (IRSST).

1985 Entrée en vigueur de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (LATMP)*. Cette loi crée un nouvel organisme d'appel, la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles. La LATMP attribue enfin de nouveaux droits aux travailleurs victimes de lésions professionnelles : le droit au retour au travail et le droit à la réadaptation en vue d'une réinsertion sociale et professionnelle.

1992 Adoption de la *Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, la Loi sur la santé et la sécurité du travail et la Loi sur l'assurance-maladie* qui modifie la procédure d'évaluation médicale et instaure un bureau d'évaluation médicale.

1996 Adoption de la *Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et la Loi sur la santé et la sécurité du travail*, qui consacre le principe de l'utilisation de l'expérience associée au risque dans la détermination de la cotisation des employeurs. Elle permet aussi la création de mutuelles de prévention et prévoit des pouvoirs aux vérificateurs.

1997 Adoption de la *Loi instituant la Commission des lésions professionnelles et modifiant diverses dispositions législatives* qui institue la CLP, abolit la CALP, abolit le bureau de révision paritaire pour le remplacer par une révision sur dossier.

2002 Adoption de la *Loi modifiant la Loi sur la santé et la sécurité du travail et d'autres dispositions législatives* qui prévoit l'établissement d'une fiducie, qui soustrait la CSST de l'application de la *Loi sur l'administration financière* et qui oblige la Commission à préparer une déclaration de services et préparer un plan stratégique.

2006 Adoption de la *Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* qui modifie le mode de perception de la cotisation des employeurs.

2009 Adoption de la *Loi modifiant le régime de santé et de sécurité du travail afin notamment de majorer certaines indemnités de décès et certaines amendes et d'alléger les modalités de paiement de la cotisation pour les employeurs*, qui majore certaines indemnités de décès et qui augmente progressivement les amendes imposées en vertu de la LSST.

Recherche à l'IRSST

DANS CE NUMÉRO

- 17 *La recherche, c'est la patience
au service du progrès*
- 18 *L'IRSST – Ses dirigeants*
- 21 *S'adapter aux nouvelles réalités*
- 24 *Trois grandes étapes*
Évaluer l'IRSST
Revoir et mettre à jour la Politique
scientifique
Se donner un site Web
- 27 *Au pays et ailleurs dans le monde*
Des ententes pour bonifier
la recherche
- 28 *Tant de choses à faire...
tant de choses faites*
- 31 *Des recherches et des chiffres*

Cliquez recherche
www.irsst.qc.ca



La recherche, c'est la patience au service du progrès

– Robert Sauvé

CETTE PHRASE DU PRÉSIDENT fondateur de l'IRSST, Robert Sauvé, dite au lendemain de la création de l'Institut, résume parfaitement le contenu des prochaines pages, qui célèbrent les 30 ans de l'organisation.

Cette section de *Prévention au travail* donne un aperçu des réalisations de l'Institut. Un album de photos d'innovations, d'avancées scientifiques et de découvertes qui ont amélioré un procédé, sécurisé une machine, permis de mieux expliquer un phénomène ou éclairé d'un autre angle des façons de faire. Le progrès.

Étaler les réalisations de l'IRSST, c'est parler du travail de son personnel, de la collaboration des associations patronales, syndicales et sectorielles, des chercheurs de l'externe, des centres de recherche d'ici et d'ailleurs, des entreprises et des travailleurs eux-mêmes qui ont collaboré avec nous pour que nos projets se concrétisent. C'est parler de tous ceux qui y ont investi leurs connaissances, leur temps, leurs espoirs. **La patience.**

Voici des gens et des choses qui ont marqué la vie de l'IRSST, celle de la recherche en SST et celle des milieux de travail du Québec. **PT**

MARJOLAINE THIBEAULT, rédactrice en chef

Illustration : Philippe Béha

DIRIGER. CE VERBE RECOUVRE À LA FOIS L'IDÉE DE SUPERVISION ET CELLE DE MOUVEMENT. LE NAVIRE LE MIEUX BÂTI, S'IL EST SANS CAPITAINE, RESTE À QUAI. CE N'EST PAS UN HASARD SI DIRIGER SIGNIFIE ÉGALEMENT EXERCER UNE ACTION, UNE INFLUENCE.

L'IRSSST

MOT DE LA PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE

LA NÉCESSITÉ D'ÉTABLIR des politiques de prévention reposant sur de solides assises scientifiques était à la source de la création de l'IRSSST en 1980. Depuis, l'Institut a apporté une contribution originale à la prévention des lésions professionnelles et à la réadaptation des travailleurs accidentés, notamment en réalisant des centaines de projets de recherche. Ce qui était vrai il y a 30 ans l'est tout autant aujourd'hui : les besoins en matière de développement de connaissances en SST s'imposent encore avec évidence, même si les objets de la recherche ne sont plus les mêmes.

TRANSFORMATION CONTINUELLE

La migration des activités économiques et des emplois vers le secteur tertiaire, les changements organisationnels, technologiques et démographiques, la diversification des formes de travail (autonomie, sous-traitance, horaires atypiques), l'apparition de nouveaux produits, l'implantation de nouveaux procédés industriels, etc., entraînent dans leur sillon de nouveaux risques que nous connaissons peu ou pas. Pourtant, les connaissances évoluent, elles aussi. Nous sommes mieux outillés pour prévenir les maux de dos et d'autres pathologies. Mais d'anciennes problématiques persistent, en même temps que certaines, comme la beryllose, resurgissent, et que d'autres encore apparaissent, comme tout ce qui entoure les nanoparticules. C'est dans cet univers en changement perpétuel que la recherche s'organise.

PRÉPARER DEMAIN

Pour être utile aux milieux de travail, l'IRSSST veut pouvoir anticiper les prochaines problématiques qui entraîneront des besoins de recherche en matière de santé et de sécurité des travailleurs et des employeurs. À cet effet,



Photo: Roch Lecompte

en 2008, l'Institut a consulté des chercheurs, ses principaux partenaires et des intervenants en SST, en plus de partager avec d'autres centres de recherche du domaine des éléments de prospective pour dégager les grandes tendances. C'est ainsi que nous établissons les programmations qui garniront notre carnet de recherche des prochaines années.

UNE BOULE DE CRISTAL

Tous s'entendent pour dire que les multiples changements structurels, sociaux et technologiques que vivent les organisations devraient être pris en compte pour favoriser la prévention des problèmes psychologiques. Ces problèmes ne sont certes pas nouveaux, mais leur ampleur et les coûts humains et financiers qui y sont associés en font dorénavant un enjeu de société. Dans ce contexte, la prévention des lésions psychologiques et la réadaptation des victimes occuperont une place importante en recherche. D'ailleurs, l'IRSSST a mis sur pied un groupe de travail pour baliser sa prise de position en cette matière.

Une autre préoccupation majeure pour la société québécoise est sans

contredit le vieillissement de la population, particulièrement dans une situation de rareté de la main-d'œuvre. Quelles sont les répercussions du vieillissement sur la santé et la sécurité des travailleurs? Comment les travailleurs âgés réagiront-ils et comment les milieux de travail s'adapteront-ils à la pression qu'engendrent les changements technologiques, l'accélération des cadences, l'intensification de la tâche? Quels sont leurs besoins en matière de formation adaptée, de santé, de prévention des blessures, de retour au travail? Les rapports intergénérationnels et la transmission des savoirs de métier et de prudence sont aussi à l'ordre du jour.

Depuis 2003, au Québec, les maladies professionnelles et pulmonaires (MPP) causent davantage de mortalité que les accidents du travail. Les cancers expliquent une part importante de ces lésions. Comme il est reconnu que les MPP sont généralement diagnostiquées plusieurs années après l'exposition des travailleurs à un contaminant, on peut croire que cette période de latence nous amène peut-être à sous-évaluer leur nombre. Là aussi, la recherche est interpellée.

S'il est indéniable que les changements climatiques perturbent l'environnement à l'échelle planétaire, ils auront aussi des conséquences dans les milieux de travail, notamment sur le personnel affecté aux interventions d'urgence lors de pannes, de tempêtes, etc. L'IRSSST a entrepris une réflexion sur les enjeux de recherche au regard de l'influence de cette problématique sur les conditions de santé et de sécurité du travail.

Ce qu'il reste à faire ne doit pas faire oublier ce qui a été fait. L'Institut ne serait pas ce qu'il est devenu sans la contribution de son personnel et sans l'engagement – pour ne pas dire la passion – qui animait ses dirigeants, d'hier à aujourd'hui. **PT**

MARIE LARUE

Ses dirigeants

LA CONTRIBUTION DES PRÉDÉCESSEURS

Photo: Mario Bélisle



YVES MARTIN – LE BÂTISSEUR (1980-1984)

En 1980, peu après avoir adopté la Loi sur la santé et la sécurité du travail, le ministre d'État au développement social, Pierre Marois, demande à Yves Martin de diriger un groupe de travail dont le mandat est de tracer les grandes lignes du futur institut. Rapidement, le « groupe Martin » dégage une vision claire des orientations et des principes fondateurs de l'organisme, dont la justesse fait consensus parmi toutes les parties, au point d'en composer encore aujourd'hui les assises.

Yves Martin passe du rôle de concepteur à celui de maître d'œuvre en devenant le premier directeur général de l'Institut. Il faut certainement un être à la fois visionnaire et pragmatique pour s'attaquer à une telle tâche; bâtir de toutes pièces une organisation capable de mener à bien sa mission, comme l'énonce M. Martin, « de contribuer, par la recherche, à ce qui est l'objet fondamental de la loi 17 : à l'identification, d'abord, et surtout à l'élimination à la source même des dangers pour la santé, la sécurité et l'intégrité physique des travailleurs, quelle que soit l'origine, la nature des facteurs en cause, qu'ils soient d'ordre physique, biologique, chimique ou psychosocial ».

Les premières années sont essentiellement marquées par la mise en place des infrastructures matérielles et par l'organisation du fonctionnement des divers programmes de l'Institut.

M. Martin s'affaire en priorité à rendre disponibles, dans les plus brefs délais, les services de laboratoire, d'analyses et de soutien nécessaires à l'accomplissement des activités des chercheurs et des intervenants de la CSST. À la fin de 1982, le laboratoire est déjà prêt à fournir la majorité des services d'hygiène et de toxicologie.

En parallèle se forment les équipes de recherche. Les projets démarrent, mais ce n'est qu'une fois la structure matérielle et organisationnelle bien implantée qu'Yves Martin peut s'attaquer à la prochaine priorité : orienter les efforts de recherche selon des axes de développement conformes aux objectifs et aux priorités de l'Institut.

Photo: Mario Bélisle



LOUIS BERLINGUET – LE CAPITAINE (1985-1990)

Avec Louis Berlinguet à sa barre, l'IRSST atteint sa vitesse de croisière et fait des percées significatives dans la recherche sur les maux de dos, sur les lésions attribuables au travail répétitif et sur la qualité de l'air dans les immeubles de bureaux. L'arrivée de chercheurs en ingénierie et en ergonomie permet à l'IRSST de prendre un virage progressif mais décisif vers la recherche en sécurité. Il arrive ainsi peu à peu à la multidisciplinarité souhaitée par ses fondateurs; des équipes universitaires commencent aussi à s'intéresser aux aspects sociaux, économiques et psychologiques du travail.

M. Berlinguet est convaincu de la nécessité d'améliorer la visibilité de



Photo: Robert Etcheverry

Celui qui a donné son nom à l'Institut de recherche en santé et en sécurité du travail, monsieur Robert Sauvé, en a été le président depuis sa fondation jusqu'en 1986. Ceux qui s'intéressent aux toutes premières années de la mise en place de l'IRSST peuvent lire le numéro de l'hiver 2000 de *Prévention au travail*, qui célébrait les 20 ans de l'Institut et de la CSST, et qui est offert sur les sites Web des deux organisations.

l'Institut, de communiquer et de valoriser les résultats de la recherche « dans la perspective d'une optimisation des retombées des investissements collectifs ». Il travaille aussi avec la CSST et ses différents partenaires syndicaux et patronaux à la consolidation et à l'intensification des interactions avec le monde du travail. La venue des associations sectorielles paritaires contribue à l'objectif de « réaliser des activités qui correspondent aux besoins des milieux de travail et de produire des résultats qu'ils peuvent utiliser ».

S'attaquant à un fléau qui fait grimper les débours de la CSST, Louis Berlinguet recommande la réalisation d'une étude en profondeur sur les maux de dos. Un spécialiste de la question, le Dr Walter Spitzer, dirige cette vaste enquête qui épluche toutes les recherches menées en Amérique du Nord et ailleurs. Entouré d'une petite équipe, le Dr Spitzer publie, en 1987, un rapport exhaustif qui marquera l'histoire de la recherche. Durant cette période, l'IRSST consacre une part importante de ses ressources à des activités dans les domaines de la prévention, du diagnostic, du traitement, de la réadaptation et de l'évaluation des maux de dos.

Photo: Pierre Charbonneau



JEAN YVES SAVOIE – LE PILOTE

(1984 EN INTÉRIM, 1990-2002)

Après avoir dirigé la mise sur pied des laboratoires, Jean Yves Savoie devient directeur scientifique aux côtés d'Yves Martin. Incarnant le progrès dans la continuité, il guide l'Institut pendant une décennie où les besoins de recherche se complexifient. « Compte tenu de nos ressources limitées et considérant le caractère pour ainsi dire illimité des problèmes à résoudre, il m'apparaît impératif de faire des choix réalistes en fonction des besoins les plus pressants. Le regroupement de nos projets de recherche au sein d'un nombre défini de thèmes prioritaires nous donnera les moyens de réaliser des percées significatives sur le plan scientifique, qui doivent se traduire par une amélioration des conditions de santé et de sécurité des travailleurs en autant que les efforts de valorisation soient poursuivis, voire même intensifiés. » L'approche par thème de recherche, par opposition à l'approche par discipline, favorise la multidisciplinarité dans laquelle l'Institut s'était déjà engagé.

Ainsi qu'il l'annonçait à son arrivée en poste, Jean Yves Savoie souhaite, durant son mandat, « mettre l'accent sur le renforcement des liens entre la recherche et le monde du travail ». Cette culture du partenariat, qui est l'un des fondements de l'Institut, il la développe en y insufflant une ferveur toute particulière. En témoigne la vision que se donne alors l'Institut : devenir un centre de référence essentiel aux activités et à la stratégie de la CSST et de son réseau, et utilisé par ses partenaires sociaux, dans un contexte de parité. Il y a là une affirmation très forte de la personnalité de l'Institut, qui le démarque d'autres centres de recherche.

L'approche client qu'adopte l'Institut représente un tournant majeur

dans la façon de faire de la recherche. « Maintenant, nous analysons et documentons les demandes, en évaluons la faisabilité scientifique et tentons de trouver les partenaires les plus susceptibles de nous garantir le transfert ou la généralisation des résultats à plusieurs entreprises ou à tout un secteur industriel, affirme Jean Yves Savoie. La préparation des projets est plus exigeante, mais nous y gagnons en efficacité puisque les résultats sont plus facilement applicables. »

D'avantage qu'un fournisseur efficace, l'IRSSST devient un partenaire à part entière de la CSST et de son réseau.

Lorsqu'il quitte son poste de directeur général pour poursuivre pendant quelque temps encore son travail d'établissement de partenariats, Jean Yves Savoie laisse à son successeur un institut prêt à se tourner vers l'avenir et à occuper une place plus importante sur la scène internationale.

Photo: Yves Beaulieu



DIANE GAUDET – L'INTENDANTE

(2002-2007)

L'IRSSST a 25 ans. Le temps de dresser son bilan de santé est venu. En plus de veiller à la continuité du fonctionnement de l'Institut, Diane Gaudet prend les rênes d'une démarche globale de réévaluation et de positionnement stratégique, rendue nécessaire par les profondes mutations que subit le monde du travail au Québec et ailleurs sur la planète.

Le projet OSER (Orientation stratégique pour un enrichissement de la recherche) est mis en branle par de vastes consultations auprès des clients, des partenaires, du personnel et des dirigeants de l'IRSSST. Dans une visée complémentaire, un comité international d'experts pose un regard indépendant sur la façon dont il répond aux objectifs de sa mission au regard de sa capacité de recherche, ainsi que de la qualité et de l'efficacité

de ses travaux et de leurs retombées (voir *Évaluer l'IRSSST*, en page 24).

Comme résultat, Diane Gaudet dirige, en 2006, une réorganisation importante de l'Institut. Les laboratoires obtiennent davantage de ressources, ce qui confirme le rôle primordial que leur avaient conféré les fondateurs de l'organisme. L'intensification de la ratification d'ententes de partenariat contribue à son rayonnement, le rend plus sensible aux problèmes émergents et accroît substantiellement sa capacité de recherche.

La mission et la vision de l'Institut, comme son fonctionnement paritaire, sont confirmés et de fait, plusieurs des changements apportés viennent « officialiser » des fonctions. C'est le cas, par exemple, de la constitution du Service de valorisation et de relations avec les partenaires. Outre la création de la Direction scientifique, l'Institut réaffirme la place prépondérante de la recherche au centre de ses activités par la mise en place de la Direction de la recherche et de l'expertise. Quant à la constitution du Service de veille et à l'assignation d'un groupe de surveillance statistique à la direction scientifique, elle indique la volonté de l'IRSSST de demeurer à la fine pointe et à l'écoute de toute problématique émergente.

Si l'Institut est devenu ce qu'il est aujourd'hui, c'est grâce à la vision éclairée et à la remarquable continuité de pensée qui ont présidé à sa création, à son établissement et à son évolution, chez Robert Sauvé et Pierre Marois au départ, chez les membres du groupe de travail présidé par Yves Martin ensuite, puis chez les équipes de direction et les conseils d'administration qui ont veillé à ses destinées par la suite.

Trente ans d'histoire et de résultats n'ont pas tout réglé. Loin de là. À la contribution des hommes et des femmes d'hier s'ajoutera celle des collaborateurs d'aujourd'hui et de demain. Ils sont et seront animés du même désir : contribuer, par la recherche, à l'élimination à la source des dangers pour mieux prévenir les lésions professionnelles et faciliter la réadaptation des travailleurs qui en sont victimes. **PT**

LORAIN PICHETTE

Pour commentaires et suggestions :
magazine-prevention@irsst.qc.ca

S'adapter aux nouvelles réalités

LE MONDE DU TRAVAIL ÉVOLUE À UNE VITESSE FOLLE, AU RYTHME DES CHANGEMENTS STRUCTURELS, SOCIAUX, TECHNOLOGIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX AUXQUELS LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE FAIT FACE.

OR, LA RECHERCHE PREND DU TEMPS. L'IRSST, QUI VEUT ÊTRE UN MOTEUR DE FORMULATION DE SOLUTIONS CONCRÈTES, DOIT DONC ANTICIPER LES BESOINS.

« C'EST CE QUI FAIT LA FORCE de l'Institut : savoir décoder les besoins et les traduire en projet de recherche. » (Trefflé Lacombe, président de l'IRSST de 1997 à 2000). Depuis ses débuts, en effet, l'IRSST s'applique à créer et à entretenir des liens très étroits avec une grande diversité d'intervenants bien implantés dans le milieu, une stratégie qui porte des fruits, particulièrement en combinaison avec une surveillance statistique continue.

LES PREMIÈRES DONNÉES

Patrice Duguay est démographe à l'Institut depuis 25 ans. « Depuis le début on cherche les moyens de déterminer les priorités de recherche. L'un des premiers projets de l'Institut était une enquête de perception auprès des personnes clés du milieu de la santé et de la sécurité du travail. Puis, l'équipe s'est demandé s'il était possible d'examiner des données plus factuelles. C'est après cela que je suis arrivé. »

Avec Michèle Gervais et François Hébert, qui avaient déjà entrepris les travaux, Patrice Duguay a ainsi réalisé le premier portrait statistique des risques de lésions professionnelles par secteur d'activité et par profession, tiré des données du recensement canadien de 1981 et du fichier des lésions professionnelles de la CSST. L'exercice est repris tous les cinq ans depuis, à la suite de chaque recensement. À l'IRSST, les démographes jouent un rôle de

première importance en aidant la Direction scientifique dans ses exercices de planification, d'orientation et de priorisation des activités de recherche.

« Par exemple, poursuit Patrice Duguay, les données de 1986 ont permis d'identifier le secteur des abattoirs et de la transformation de la viande ou de la volaille comme étant un secteur à haut risque. Même chose dans le cas de la fabrication de produits en métal. »

TRAITEMENT DE DONNÉES ET AFFINAGE DU PORTRAIT

Dans les premières études, un temps énorme était consacré au traitement de l'information. Il fallait se déplacer, sortir les données « à la main » des listings de l'ordinateur central de la CSST et faire les additions à la calculatrice! Les années passant, les avancées de l'informatique ont grandement facilité la tâche. « Dès le début, raconte Patrice Duguay, on a pu séparer les données par catégories de professions, ce qui a été déterminant pour identifier des groupes à risque même dans des secteurs auparavant non reconnus comme prioritaires, ceux de la santé et des

services sociaux, du commerce de détail ou des services automobiles, par exemple. On a vu aussi que les activités tertiaires occupaient une place de plus en plus importante dans le monde du travail. »

« Surtout, il est devenu possible d'affiner le décorticage de l'information, poursuit le chercheur. Depuis 10 ans, par exemple, on peut produire des indicateurs par catégories d'âge, ou en fonction du sexe. Avant, cela aurait été interminable. Cela a permis une identification importante : avant, quand on comparait globalement la situation entre les hommes et les femmes, le risque de lésions apparaissait nettement supérieur pour les hommes. Maintenant, en tenant compte du sexe et de la catégorie professionnelle, on s'est aperçu que le taux combiné de fréquence et de gravité des lésions pour une même catégorie professionnelle, était, dans certains cas, supérieur chez les femmes que chez les hommes. Même si ceux-ci continuent d'occuper les emplois les plus à risque, cela nous dit, dans le fond, que lorsqu'on regarde uniquement les données agrégées, certaines réalités sont masquées. »



Photo : Mario Bélisle

Patrice Duguay est intarissable sur le sujet. « Les dernières études ont également révélé l'existence – à l'intérieur de secteurs n'apparaissant pas particulièrement à risque – de petits groupes de travailleurs exposés à des risques parfois plus importants que dans d'autres grands secteurs où, globalement, le risque est plus élevé. C'est le cas, par exemple, des travailleurs manuels de certains sous-secteurs du commerce par rapport aux travailleurs manuels du secteur manufacturier, ou de celui de la construction. Ça, c'est un apport majeur. »

**« DEPUIS 10 ANS, ON PEUT
PRODUIRE DES INDICATEURS
PAR CATÉGORIES D'ÂGE,
OU EN FONCTION DU SEXE.
AVANT, ÇA AURAIT ÉTÉ
INTERMINABLE »,
AFFIRME PATRICE DUGUAY.**

ÉTAIEMENT, JUSTIFICATION ET SOUTIEN

Dans bien des cas, la production de bilans statistiques constitue une approche complémentaire. Par exemple, l'étude des données de 1991 et les observations de la CSST ciblaient plusieurs priorités communes, dont le secteur du recyclage, de la collecte des ordures et de l'épuration des eaux. L'Institut a donc pu aider la Commission à



Patrice Duguay

Photo : Dominique Desjardins, IRSSST

cerner, à l'intérieur de chacun des secteurs, des clientèles plus précises à qui offrir des services adaptés en matière de prévention.

Le groupe de scientifiques a également contribué, par son soutien et par la documentation du cheminement des travailleurs, aux travaux qui allaient mener à la création du nouveau champ de recherche, Réadaptation au travail, en 2006.

PAS LE SEUL OUTIL...

Même un adepte convaincu comme Patrice Duguay nous met en garde : il n'y a pas que les données statistiques pour orienter la recherche. Il faut les

utiliser en même temps que d'autres sources d'information provenant du terrain, de la CSST, des associations sectorielles paritaires et de tous les partenaires de l'Institut ou d'autres organismes de recherche, sans compter les travaux de la communauté scientifique internationale. Par exemple, il est difficile de compter sur les statistiques pour détecter l'émergence de nouveaux thèmes de recherche, comme les nanotechnologies, la prévention en santé psychologique ou l'incidence des changements climatiques, « pour la simple raison que c'est nouveau et qu'il n'y a presque pas de données là-dessus ! » Dans ces cas, il faut plutôt compter sur les liens directs que l'Institut entretient avec le milieu et sur ses activités de veille.

... MAIS UN OUTIL ESSENTIEL !

L'Institut a ainsi placé, en 2006, deux nouvelles unités administratives sous la responsabilité immédiate de la Direction scientifique, le Service de veille et gestion de la qualité et le Groupe connaissance et surveillance statistiques. Une décision fort évocatrice des nouveaux besoins de l'organisme, car cette dernière décennie, tout s'est mis à aller plus vite ! Patrice Duguay et ses collègues, Pascale Prud'homme, Alexandre Boucher et Marc-Antoine Busque, ont travaillé au cours des dernières années à produire des indicateurs spécifiques pour chacun des champs de recherche, lorsque les données sont disponibles. « Un de nos projets en cours, ajoute Patrice Duguay, consiste à établir des indicateurs annuels de SST. Car les bilans quinquennaux accusent toujours quelques années de retard par rapport à la situation réelle. On veut trouver un moyen d'analyser davantage les données plus récentes afin de pouvoir détecter plus rapidement l'apparition de problématiques nouvelles, l'aggravation ou l'amélioration de certaines situations. »

UN POINT TOURNANT APRÈS UNE DÉCENNIE DE PROFONDS CHANGEMENTS

Jusqu'à maintenant, les bilans statistiques étaient des exercices descriptifs fournissant peu d'éléments d'explications. C'est sur le point de changer, notamment grâce au projet EQCOTESST que codirige Esther Cloutier, de l'IRSSST, avec Michel Vézina, de l'Université Laval. Cette enquête de population réalisée conjointement par l'IRSSST, l'Institut





Photo : Mario Bélisle



national de santé publique (INSPQ), l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), le ministère du Travail et la Commission des normes du travail, a été entreprise notamment en réponse à une nouvelle obligation de la Loi sur les normes du travail. Elle constitue la toute première enquête au Québec à porter strictement sur des conditions de travail ayant un rapport avec la santé et la sécurité. Elle a comme objet de caractériser certains problèmes (accidents, troubles musculo-squelettiques et santé psychologique) en cernant également les facteurs auxquels ils sont associés. Elle constitue un tournant majeur à plus d'un égard : on passe ainsi de l'analyse de données produites par

Photo : Mario Bélisle



Esther Cloutier



Photo : Dominique Desjardins, IRSST

d'autres à la collecte des données originales nécessaires pour comprendre les facteurs en jeu et pour orienter l'action.

La seule étude qui s'en soit approchée auparavant était l'ESS98, une enquête sur la santé et le bien-être de la population québécoise que l'Institut de la statistique du Québec a menée en 1998. C'était aussi la première fois qu'une telle recherche consacrait une partie de son questionnaire à l'environnement de travail. Une analyse des résultats par l'IRSST avait révélé que les changements des dernières décennies en matière d'organisation du travail avaient touché davantage quelques

groupes de travailleurs, dont les jeunes de moins de 25 ans, les travailleurs autonomes et les salariés des petites entreprises et du secteur tertiaire.

Le projet EQCOTESST, en tant qu'outil d'évaluation et de rétroaction, constitue un exemple frappant d'une prise en charge concertée des préoccupations communes de tous les intervenants des milieux de la santé, du travail et de la SST. Ce n'est sûrement pas un hasard si cette évolution concorde avec l'accroissement, dans nos sociétés modernes, de la conscience environnementale, du besoin de s'engager dans le développement durable et de l'adoption, par les entreprises, des normes internationales sur la gestion de la qualité, de

l'environnement et, de plus en plus, de la SST. Tout se passe comme si, dans un contexte où la CSST et les autorités mettent de plus en plus de pression sur les établissements pour qu'ils prennent en charge la gestion de la SST, eux-mêmes s'occupent de l'intégrer davantage dans la société québécoise, pour ainsi progresser du siège de la lésion à une vision plus globale de l'être humain en interaction avec son milieu. **PT**

LORAINÉ PICHETTE

Pour commentaires et suggestions :
magazine-prevention@irsst.qc.ca

Trois grandes é

Évaluer l'IRSST

SOUS L'AUTORITÉ d'un conseil d'administration paritaire et répondant à des besoins exprimés par le milieu, l'IRSST se voit notamment assigner, à sa création, la mission d'effectuer ou de faire effectuer des recherches dans les domaines jugés prioritaires et d'offrir des services de laboratoire spécialisés. Un quart de siècle plus tard, le temps était venu d'apprécier la capacité et l'efficacité de l'Institut.

Amorcée en 2004, la démarche baptisée *Orientation stratégique pour un enrichissement de la recherche* (OSER), avait pour objectif d'« optimiser l'apport stratégique de l'IRSST à l'accomplissement de sa mission, dans la perspective d'un enrichissement des capacités de recherche en santé et en sécurité du travail ».

Plusieurs questions sont alors posées. Dispose-t-on des moyens et des ressources nécessaires pour remplir adéquatement notre mission, jouer nos divers rôles et atteindre nos objectifs? Quel jugement peut-on porter sur la qualité de nos produits et services? Les résultats de nos recherches sont-ils utiles et utilisés? Jusqu'où doit-on conclure des alliances pour optimiser la recherche?

Un comité d'évaluation externe est mandaté pour apprécier l'état de la situation et les façons de faire de l'Institut. Il est composé de cinq personnalités émérites du monde de la science, les D^{rs} Camille Limoges, John Frank, Jean-Claude André et Gilles Dussault, sous la présidence de M^{me} Gretta Chambers. Ce groupe procède à l'examen des ressources de l'Institut, évalue sa productivité et les retombées de ses activités. Il établira un diagnostic qui permettra à la direction d'élaborer un scénario de développement stratégique. Le conseil scientifique et le conseil d'administration de l'Institut, son personnel (30 personnes), mais aussi des collaborateurs



Photo: Pierre Charbonneau

de l'externe et des clients (20 personnes), ont pris part à l'exercice.

LE RAPPORT TOMBE À L'AUTOMNE

À l'automne 2005, la direction de l'Institut accueille le rapport du comité. Celui-ci est d'avis que l'IRSST a « joué un rôle historique et crucial dans la construction d'une communauté de recherche en SST au cours des 25 dernières années ». Tout étant perfectible, le comité d'évaluation formule plusieurs recommandations. Ainsi, selon lui, l'Institut devrait accorder une attention particulière aux activités suivantes :

- rôle d'expert et de centre de référence;
- exercices de vigie et d'anticipation, en liaison avec les instances de SST au Québec, dont la CSST et les associations sectorielles paritaires et les organismes apparentés sur le plan international;
- diffusion, transfert, vulgarisation, appui à la formation dans les milieux de travail;

- appui et orientation concertée du développement du réseau de la SST national;
- appui financier à la recherche et à l'entrée des chercheurs dans les milieux de travail et concertation de la recherche effectuée à l'externe.

Le maintien et le développement des activités de recherche à l'interne devraient être poursuivis selon les orientations prioritaires suivantes :

- développement de créneaux nouveaux ou inoccupés par la recherche universitaire;
- capacité d'interagir avec le monde des chercheurs externes et de maintenir une forte capacité d'absorption des résultats de la recherche;
- capacité d'anticiper les besoins en SST et de les traduire en orientations de recherche.

Plusieurs de ces recommandations ont été appliquées et cela se reflète notamment dans la structure de l'Institut, qui a subi des transformations, notamment pour faire davantage de place à la transmission des découvertes par la création du Service de transfert des résultats de la recherche et des relations avec les partenaires, et aux activités de vigie, par l'ajout du service de veille à la Direction de la gestion de la qualité.

Le comité recommande finalement que l'évaluation d'ensemble de l'IRSST, de l'accomplissement de sa mission et de ses performances, s'effectue de manière récurrente. Le prochain exercice aura donc lieu en 2011. **PT**

MARJOLAINE THIBEAULT

Pour en savoir plus

« Réflexion sur le développement et les orientations stratégiques de l'IRSST », *Prévention au travail*, Hiver 2005, p. 22-23.

Téléchargeable gratuitement :
www.irsst.qc.ca/files/documents/fr/prev/v18_01/22-23.pdf

Pour commentaires et suggestions :
magazine-prevention@irsst.qc.ca

Revoir et mettre à jour la Politique scientifique

DANS UN CONTEXTE de perpétuel changement, l'IRSST a procédé à une refonte majeure de sa Politique scientifique afin qu'elle reflète mieux ses nouvelles initiatives en matière de recherche et les modifications apportées à sa mission et à sa structure organisationnelle. Sans exclure la recherche dite fondamentale, l'Institut privilégie depuis 30 ans la recherche appliquée pouvant conduire à l'amélioration concrète des conditions de santé et de sécurité des travailleurs du Québec. Ses travaux sont réalisés selon une approche paritaire, en étroite collaboration avec les milieux de travail.

À la fin de l'année 2008, le conseil d'administration de l'IRSST adoptait une toute nouvelle *Politique scientifique*, remplaçant celle qui encadrait son fonctionnement depuis plus de 25 ans. Un rafraîchissement s'imposait pour mieux refléter la réalité actuelle de l'Institut en matière de détermination de ses orientations et de ses programmations de recherche, d'établissement de ses priorités et de définition des moyens à mettre en

œuvre pour accomplir sa mission et assurer la qualité scientifique de ses travaux.

Pilotée par Carole Bellazzi, adjointe au directeur scientifique de l'IRSST, la refonte de la Politique scientifique tient compte de l'élargissement de la mission de l'Institut et du lancement de nouvelles initiatives. Elle met en lumière la vision de l'Institut quant à l'exercice de son leadership en recherche dans le domaine de la SST, et redéfinit ses principes et ses moyens d'action à cet égard. Ainsi, une place de choix est faite à la veille scientifique, à la surveillance statistique et au transfert des connaissances, des fonctions introduites dans la foulée de la vaste opération de repositionnement stratégique menée en 2005.

NAISSANCE ET LIGNES DIRECTRICES

Le projet de refonte de cette politique a été enrichi grâce à l'apport du conseil scientifique de l'IRSST, composé de représentants patronaux et syndicaux ainsi que de membres de la communauté scientifique. La politique s'articule autour de sept éléments : la mission, la vision, les principes, les champs et les moyens d'action, les critères d'évaluation des recherches et le partage des responsabilités.

« Tout un travail d'épuration du vocabulaire et de réorganisation du contenu a été fait afin de rendre le texte plus accessible, explique Carole Bellazzi. Mais surtout, il y a eu un élargissement de l'énoncé de la mission de l'Institut pour y ajouter les volets Diffusion et transfert, ainsi que les Services



Photo : Roch Lecompte

Carole Bellazzi, adjointe au directeur scientifique de l'IRSST

et expertises de laboratoire. Le texte de la politique mentionne maintenant explicitement l'importance accordée aux relayeurs – ces acteurs qui participent au transfert des connaissances vers les milieux de travail – et au recours à des équipes de recherche interdisciplinaire comme moyen de mieux appréhender certaines problématiques de SST. En plus d'ajouter la nouvelle section Vision, nous avons aboli la dichotomie entre la recherche externe et celle qui est réalisée à l'interne, car cette distinction ne reflétait plus la réalité des travaux soutenus ou effectués par l'Institut », ajoute M^{me} Bellazzi.

La nouvelle Politique scientifique a été publiée sous la forme d'une brochure, qui est disponible sur supports papier et électronique, en versions française et anglaise. **PT**

MAURA TOMI



Pour en savoir plus

IRSST. *Politique scientifique*, 12 pages.

Téléchargeable gratuitement :
www.irsst.qc.ca/files/documents/fr/Politiques/Politique-scientifique.pdf

Pour commentaires et suggestions :
magazine-prevention@irsst.qc.ca

Se donner un site Web

EN 1998, L'IRSSST OUVRIT une nouvelle porte pour faciliter l'accès à ses services, le site www.irsst.qc.ca. Une décennie plus tard, le site reçoit 2500 visiteurs par jour!

Dès sa mise en ligne, le site Web visait un objectif bien précis : rendre rapidement disponible toute l'actualité de la recherche de l'Institut, d'abord à tous ses partenaires du réseau québécois de la santé et de la sécurité, puis à tous ceux qui s'intéressent à la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles ainsi qu'à la réadaptation des travailleurs. Rapports de recherche, méthodes de laboratoire, guides, utilitaires, bottins et listes s'y sont multipliés pour répondre aux besoins exprimés par les internautes.

Pour la clientèle des laboratoires, le site présente toute l'information sur les normes d'exposition applicables, certaines des propriétés physicochimiques des substances, de même que le matériel nécessaire pour l'échantillonnage et l'analyse des contaminants. Les textes des *Info-labo* y sont également consultables. Aux chercheurs et aux étudiants, le site offre un accès direct aux informations essentielles sur les programmes de subventions de recherches et de bourses d'études supérieures. Toutes

les règles du jeu, les formulaires nécessaires – téléchargeables – et les coordonnées des personnes à qui s'adresser s'y trouvent.

À l'époque, le catalogue des publications de l'Institut pouvait être consulté sur le site. Il annonçait même : « Quelque 70 résumés seront bientôt disponibles. » Aujourd'hui, plus de 1000 de ces résumés de recherche peuvent y être consultés, ainsi que plus de 1200 rapports, fiches techniques, guides et utilitaires. Tous les numéros du magazine *Prévention au travail*, depuis celui de l'hiver 1999, s'y retrouvent également. La section *Liens utiles* contient maintenant plus de 1700 raccourcis vers des sites traitant de SST, en français et en anglais, et elle est souvent recommandée par d'autres sites.

DES PARTENAIRES ET MAINTENANT, DES AMIS...

Depuis septembre 2009, il est possible de devenir ami de l'IRSSST et de suivre l'actualité de la recherche sur Facebook, ou encore d'être avisé des plus récentes activités de l'Institut sur Twitter. Sur YouTube, l'IRSSST propose quelques vidéos d'information, notamment sur les chariots élévateurs et la manutention

Au début de 2003, l'IRSSST lançait son tout premier numéro de *l'Info-IRSSST*. Ce bulletin électronique mensuel permet de connaître rapidement l'actualité de la recherche à l'Institut, soit les nouvelles publications et recherches, les communiqués, les événements à venir, etc. Aujourd'hui, 16 000 personnes sont abonnées à *l'Info-IRSSST*, qui est aussi offert en anglais.



manuelle. En perpétuelle évolution, tout comme les technologies du Web, le site de l'IRSSST contient maintenant 13900 pages. Une section réservée à la recherche en SST sur les jeunes, un mini-site sur la manutention manuelle, un autre sur la glissade des planchers et, récemment, un site dédié à la section *Recherche* du magazine *Prévention au travail* figurent parmi les nouveautés. Il est également possible d'échanger avec la présidente-directrice générale de l'Institut ou avec la rédactrice en chef de ces pages dans *Prévention au travail* sur leur blogue respectif, tout comme de partager des informations sur la manutention dans un forum dédié à cette thématique. Neuf autres blogues présentent une veille scientifique par champ de recherche.

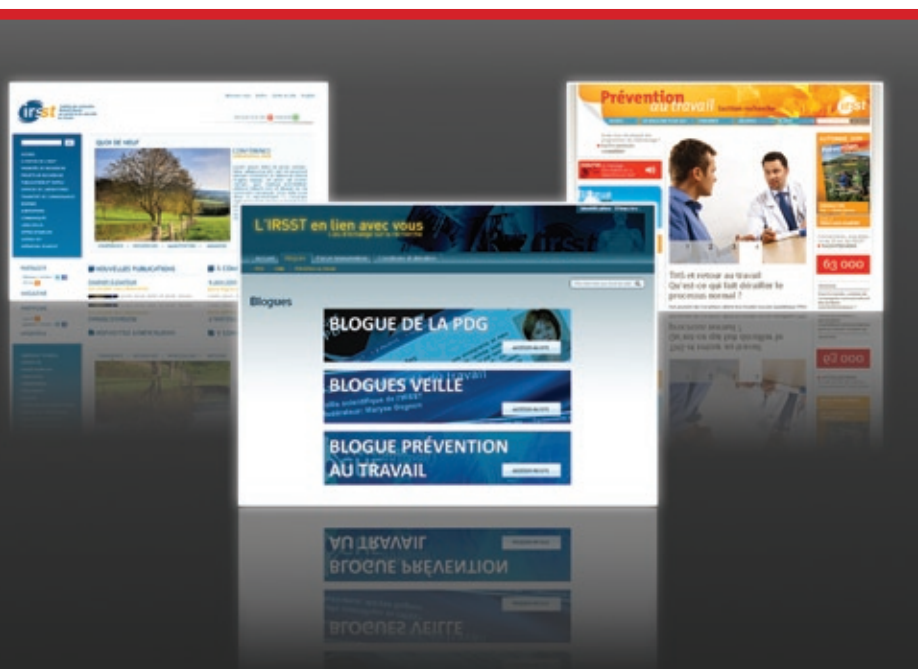
Restez connectés, la troisième génération du site est actuellement sur la planche à dessin. **PT**

LINDA SAVOIE, webmestre

Pour en savoir plus

www.irsst.qc.ca

Pour commentaires et suggestions :
magazine-prevention@irsst.qc.ca



Infographie : Yasser Fadili, IRSSST

Au pays et ailleurs dans le monde

Des ententes pour bonifier la recherche

AU FIL DES ANS, L'IRSST a conclu de nombreux partenariats et alliances pour élargir des secteurs particuliers de la recherche en SST et pour offrir aux travailleurs et aux employeurs du Québec ce qu'il y a de mieux en termes de développement de connaissances. Que ce soit avec des organismes québécois, canadiens, américains, européens et même asiatiques, ces partenariats s'appliquent à des domaines de recherche variés. Ils n'ont cependant qu'un seul et même but : répondre aux préoccupations des milieux de travail.

Ces ententes de partenariat sont de trois types. Elles consistent à :

- mettre en commun des ressources humaines et matérielles;
- partager les coûts de projets nécessitant des investissements importants;
- obtenir des redevances de technologies élaborées par l'IRSST en les transférant à des entreprises qui les commercialisent.

Les partenariats constituent une formule gagnante-gagnante pour tous les signataires puisque aucun centre de recherche ne peut exceller dans tous les domaines. « Ces ententes nous ouvrent les portes pour accéder aux connaissances les plus récentes, indique la présidente-directrice générale de l'Institut, Marie Larue. Elles nous permettent de bénéficier de l'expertise développée un peu partout dans le monde et de ne pas réinventer ce qui existe déjà ailleurs. L'argent investi par les employeurs québécois qui, par leurs cotisations à la CSST financent à plus de 80% la recherche que l'IRSST effectue, est ainsi décuplé. »

QUELQUES EXEMPLES

L'IRSST et l'Institut national de recherche et de sécurité de France (INRS) ont paraphé plusieurs ententes spécifiques, qui ont notamment contribué à améliorer la sécurité des chariots élévateurs, à prévenir les troubles musculo-squelettiques (TMS) et à optimiser un

outil de sélection des gants de protection résistant aux solvants. Par ailleurs, l'Institut réalise, conjointement avec le centre Health and Safety Executive de Grande-Bretagne, une analyse théorique comparative des outils d'appréciation des risques liés aux machines. Il travaille également avec le German Institute for Occupational Safety and Health (BGIA) au perfectionnement des instruments de mesure des TMS, qui figurent toujours parmi les principales causes d'incapacité physique attribuable au travail.

Problématique en émergence, les nanoparticules sont au centre de plusieurs partenariats. L'IRSST a conclu une entente bilatérale pour partager des activités de recherche et d'expertise en nanotechnologie. « Ce type d'entente nous conduit plus loin, plus rapidement. Celle qui a été conclue avec NanoQuébec, notamment, nous a permis d'élaborer le *Guide de bonnes pratiques pour la manipulation sécuritaire des nanoparticules* qui répond aux besoins des milieux, dit Paul-Émile Boileau, directeur scientifique de l'IRSST. Nous nous sommes également associés à plusieurs partenaires canadiens, américains et européens pour réaliser une plateforme interactive sur le Web. Ce *GoodNano-Guide* est un outil pratique destiné aux



Photo : Dominique Desjardins IRSST

Paul-Émile Boileau, directeur scientifique de l'IRSST

chercheurs, mais aussi aux travailleurs et aux employeurs qui utilisent ou fabriquent des nanoparticules. »

EN ASSOCIATION

L'IRSST participe aux rencontres annuelles du Groupe Sheffield, qui réunit les principaux dirigeants des instituts de recherche en SST dans le monde. Ce collectif sélect a pour objectif de mieux coordonner les programmes de recherche dans ce domaine, d'échanger de l'information sur les méthodes d'élaboration et d'évaluation des programmes scientifiques, de partager du personnel et des équipements de recherche ainsi que de réaliser des projets conjoints. **PT**

JACQUES MILLETTE

Un exemple commercial



Photo : Régent Coscélin

deuxième entente, cette fois en vue du transfert de la technologie d'un vérificateur automatique de pompe (VAP). L'IRSST

En 2005, l'IRSST et SCL Medtech concluent une entente de commercialisation d'une machine permettant le diagnostic de l'asthme professionnel. En 2008, le Service de valorisation et de relations avec les partenaires et la compagnie montréalaise concluent une

conserve la propriété intellectuelle, tandis que SCL Medtech se charge du développement industriel de l'appareil.

Pour commentaires et suggestions :
magazine-prevention@irsst.qc.ca

Comme dans un album de photos,
les pages suivantes dévoilent ou rappellent

– selon le lecteur – des réalisations et ce qu'en disent ceux qui les utilisent. Le problème, la solution proposée, le témoignage d'un utilisateur en courts flashes. Une dizaine d'images en tout.

Si ces portraits vous mettent en appétit, vous en trouverez d'autres encore à l'adresse suivante :
www.irsst.qc.ca/prevention-au-travail.

RÉDUIRE LE BRUIT DANS LES CPE

Bien que certaines mesures de réduction aient été prises, le niveau de bruit auquel le personnel et les enfants des centres de la petite enfance (CPE) et des garderies est exposé demeure souvent élevé. C'est pourquoi l'Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail du secteur des affaires sociales (ASSTSAS) et la CSST, désirant produire un guide sur la réduction du bruit dans ces milieux, se sont adressées à l'IRSSST, qui a confié un mandat à une firme

par l'ASSTSAS et la CSST, définit le bruit et ses effets, présente, entre autres, la réglementation de même que des exemples de travaux réalisés dans des CPE et des recommandations pour passer à l'action.

« Encore aujourd'hui, j'ai régulièrement des appels, une à deux fois par semaine, concernant la réduction du bruit, explique Louise Morissette, conseillère à l'ASSTSAS. En fait, depuis trois ans, je réponds régulièrement à des demandes à ce sujet. Nous avons même mis en ligne, sur notre site, une grille Excel, découlant de la recherche

et du guide, qui permet l'estimation de la réduction des niveaux de bruit. Selon la qualité et la quantité de matériel insonorisant installé actuellement, lorsqu'il y a des constructions de nouveaux CPE, je remets encore des exemplaires du guide lors de mes interventions. Une tournée d'information sur la réduction du bruit s'est déroulée

auprès de tous les regroupements régionaux de centres de la petite enfance. D'autres présentations ont aussi été faites à des éducatrices, représentantes syndicales de leur CPE. »

spécialisée en acoustique et vibrations, Soft dB. En 2006, l'ingénieur André L'Espérance réalise cet outil pratique sur les moyens à mettre en œuvre pour réduire le bruit. Cet outil, publié



Photo : Mario Bélisle

SOLVANTS INDUSTRIELS : L'OUVRAGE DE RÉFÉRENCE

Environ 140 000 tonnes de solvants industriels sont utilisées annuellement au Québec. Servant à dissoudre, dégraisser, nettoyer, décaper, extraire ou diluer, ces produits présentent des risques variés pour les travailleurs en raison de leurs propriétés toxiques et de leur inflammabilité, en plus d'être

dangereux pour l'environnement. Plusieurs études ont porté sur les solvants, mais aucune ne faisait le tour des méthodes de prévention. C'est chose faite depuis 2002, avec la publication de *Solvants industriels – Santé, sécurité, substitution*, un ouvrage dirigé par le chimiste Michel Gérin, de l'Université de Montréal, et édité par Masson, Paris.

« Aujourd'hui, après sept ans, le livre est retiré du marché,

CADENASSER LE DANGER

Les accidents liés aux machines dangereuses coûtent cher en vies humaines, en blessures et en argent. En 2008 seulement, selon les statistiques de la CSST, six décès et 5 225 accidents ont eu lieu au cours de travaux d'installation, d'entretien ou de réparation de machines mal ou non cadenassées. Le cadenassage est le moyen que prévoit la réglementation québécoise pour réduire les risques associés aux travaux de maintenance, de réparation et de déblocage de machines industrielles.

De nombreuses sources d'information présentent et décrivent le cadenassage. Toutefois, ce concept soulève encore des interrogations, notamment sur le contenu des programmes et sur les exigences réglementaires qui l'encadrent. Les ingénieurs Yuvinn Chinniah et Mathieu Champoux, l'ingénieur junior Damien Burlet-Vienney et le technicien en mécanique Renaud Daigle ont d'abord fait une analyse comparative des programmes et des procédures de cadenassage appliquées aux machines industrielles. Serge Massé et Sabrina Jocelyn, ingénieur et ingénieure junior, se

sont ensuite joints à messieurs Chinniah, Burlet-Vienney et Daigle, pour produire le guide *Vérification du contenu d'un programme de cadenassage*, à l'intention des entreprises.



Photo : Roch Lecompte

« Ce guide aide les usines à "autodiagnostiquer" leur programme de cadenassage, commente Kristel De Cat, coordonnatrice en santé et sécurité chez Cascades et membre du comité de suivi du projet. Il met l'accent sur la gestion du cadenassage, autrement dit sur ce dont les gens ont besoin pour bien effectuer ces opérations. Chaque chapitre est en quelque sorte un aide-mémoire. Avec le guide, les usines peuvent améliorer et compléter leurs programmes de cadenassage. Il faut savoir que si le cadenassage n'est pas bien fait, il peut avoir des conséquences mortelles. »



explique Michel Gérin. C'est souvent le cas avec des ouvrages de ce type et l'éditeur a probablement estimé que l'information sur le sujet était suffisante. Le tirage initial était de 1 000 exemplaires. (...) J'en retiens un bilan très positif, car c'est un livre de référence pour ceux qui s'intéressent aux problématiques liées aux solvants. Il a été écrit en collaboration, notamment avec des spécialistes de l'IRSSST, et

À FAIRE...

tant de choses faites

SANS RISQUE, LE TRAVAIL EN BIBLIOTHÈQUE ?

En 2005, une recherche de l'IRSST établit un lien entre les activités du travail en bibliothèque et de nombreux facteurs de risque de troubles musculo-squelettiques (TMS). Qu'il s'agisse de travailler au comptoir ou de placer des livres sur des rayons, les tâches comportent des exigences physiques qui peuvent mener à l'apparition de TMS.

Une équipe composée de Marie Bellemare, Louis Trudel, Sylvie Montreuil, Micheline Marier, Marie Laberge et Marie-Josée Godi, de l'Université Laval, Élise Ledoux, de l'IRSST, et Patrick Vincent, de l'Association sectorielle paritaire du secteur des affaires municipales (APSAM), élabore un modèle d'intervention

qui permet d'agir dès l'aménagement des lieux de travail. Plusieurs documents vulgarisés sont issus de ces travaux, dont un guide, *La bibliothèque publique, un lieu de travail*, édité par la CSST et rédigé en collaboration avec Patrick Vincent de l'APSAM. Ce guide propose une approche ergonomique qui place le service aux usagers au cœur de la conception des lieux de travail. Il donne quelques précisions sur le problème des TMS tel qu'il se présente dans les bibliothèques et offre des conseils sur la façon d'intégrer leur prévention dans un projet d'aménagement. Inspiré de la démarche ergonomique, il propose des principes directeurs, des critères d'optimisation et une façon d'encadrer les projets qui permettront d'orienter le travail d'aménagement d'un comptoir de service. Un

autre ouvrage, édité par l'Association pour l'avancement des sciences et techniques de documentation (ASTED), porte sur l'aménagement complet d'une bibliothèque. L'APSAM a également produit deux fiches techniques à ce propos.

« Le guide a fait boule de neige et a été distribué dans tout le Québec, raconte Sylvie Poulin, conseillère à l'APSAM. Nous avons même collaboré à la construction de la Grande Bibliothèque. (...) Par la suite, nous avons réalisé d'autres outils, dont une vidéo, une affiche, deux fiches techniques et un autre guide pratique en ergonomie pour concevoir les espaces. Enfin, de 2004 à aujourd'hui, nous avons donné plusieurs conférences et de la formation continue sur le sujet. Maintenant, lorsqu'on construit une nouvelle

bibliothèque au Québec ou dans le cas de rénovations majeures, nous sommes consultés. C'est vraiment une réussite. »

Illustration : Philippe Béha



TROIS OUTILS POUR LES QAIS DE TRANSBORDEMENT

La majorité des établissements industriels sont pourvus d'un ou de plusieurs quais de transbordement. Trois principaux risques d'accidents sont liés aux activités qui s'y font, soit le départ inopiné d'un camion, le glissement d'une remorque ou son basculement. Par exemple, si un chariot élévateur tombe du quai à la suite du départ inopiné d'un

camion, le cariste peut subir des blessures graves. À la suite de nombreuses recherches de l'IRSST, une fiche technique, un questionnaire et un outil informatique ont été créés en 2007, grâce aux travaux de l'ingénieur stagiaire Laurent Giraud, pour aider les entreprises à évaluer la

sécurité de leurs quais de transbordement et à sélectionner des moyens pour l'améliorer.

En répondant aux questions de la fiche technique, on peut apprécier le degré de sécurité des quais d'un établissement. Onze mesures de retenue du camion y sont également proposées. Enfin,

l'outil informatique fait ressortir encore en détail l'information sur la sécurité des quais d'une entreprise en calculant le degré final visé selon les trois principaux risques énoncés et les mesures de retenue choisies.

« J'ai utilisé les trois outils afin d'évaluer la sécurité des installations de notre entreprise, explique Jean Houde, spécialiste en environnement, santé et sécurité au centre de tri de la compagnie Purolator, à Montréal. Ce qu'il y a d'intéressant avec l'outil

informatique, c'est qu'on peut modifier certaines options choisies préalablement pour vérifier jusqu'à quel point notre sécurité augmentera en fonction des améliorations que nous pourrions faire. Il est très pratique. »

nous avons alors couvert le sujet complètement. Il synthétise une dizaine d'années de travaux et de recherches. Cependant, les connaissances évoluent, de nouveaux produits apparaissent et les règlements changent. (...) Le livre est toujours disponible dans plusieurs bibliothèques et l'idéal serait qu'il soit en accès libre sur le Web. L'édition électronique est sans aucun doute une voie d'avenir. »



PRÉVENIR LES COUPS DE CHALEUR

Travailler dans une ambiance thermique chaude présente certains risques, dont celui de subir un coup de chaleur qui peut s'avérer mortel. Daniel Drolet, professionnel scientifique à l'IRSST, et Pierre C. Dessureault, professeur à l'Université du Québec à Trois-Rivières, ont mis au point trois utilitaires, qui sont des outils d'aide à la décision, notamment à l'intention des intervenants en SST.

Photo : iStockphoto



QUAND LES CHARIOTS ÉLEVATEURS CAUSENT DES ACCIDENTS

Les chariots élévateurs se renversent et causent de nombreux accidents, souvent mortels pour leurs opérateurs. D'après des statistiques compilées en 1995, sur 22 cas de renversement d'un chariot élévateur répertoriés au Québec, 17 avaient été mortels. Ces véhicules sont aussi responsables de nombreuses collisions avec des piétons circulant dans leur environnement. Pour l'IRSST et différentes associations sectorielles, la sensibilisation aux risques et la formation sur leur utilisation sécuritaire sont vite devenues des impératifs de prévention.

C'est sous le thème *La conduite sécuritaire de chariots élévateurs – Pour prendre le virage en toute stabilité* qu'une série de trois colloques sur le sujet ont eu lieu au printemps 2008. Organisés par l'IRSST, avec la collaboration des associations sectorielles paritaires des

secteurs Fabrication d'équipements de transport et de machines, Métal Électrique, Textile, Transport et entreposage, ainsi que de l'Association de santé et de sécurité des pâtes et papiers du Québec, ils ont attiré 450 personnes à Laval, Drummondville et Québec. Outre ces colloques, différents guides ont également vu le jour, dont *Chariots élévateurs et piétons – À chacun sa voie*, *Des stratégies pour la formation des caristes* et *Sécurité des chariots élévateurs : étude de l'efficacité de la ceinture de sécurité*. De plus, une vidéo intitulée *Le port de la ceinture de sécurité peut vous sauver la vie* a été produite et téléchargée plus de 4 000 fois du site de l'Institut en 2009. Elle a été vue 800 fois sur YouTube.

« La plupart des outils élaborés par l'IRSST sur la sécurité des caristes sont intégrés à nos cours de formation et ils atteignent leur but, explique Waguih Geadah, de l'association sectorielle Fabrication d'équipements de transport et de machines (ASFETM). D'ailleurs, la formation des caristes est obligatoire depuis trois ans, en vertu du Règlement sur la santé et la sécurité du travail. À l'ASFETM seulement, en 2007, plus de 3 200 personnes ont suivi des cours; en 2008, près de 3 500! De plus, le nombre de personnes qui utilisent des chariots élévateurs a considérablement augmenté, car tout travailleur peut être appelé à conduire ces véhicules occasionnellement. Ce n'est plus un métier exclusif. »

Le *Guide de prévention des coups de chaleur* estime le risque à cet égard pratiquement sans instrument, propose des mesures préventives et des moyens à prendre lorsqu'un travailleur présente des symptômes ou des signes de malaises. Le deuxième, *Calcul de l'alternance travail-repos selon l'Annexe V du Règlement sur la santé et la sécurité du travail (RSST)*, permet d'évaluer le régime d'alternance selon la réglementation. Enfin, *Calcul de l'alternance travail-repos selon les recommandations 2007 de l'ACGIH®* reprend la même démarche que celle du RSST, mais permet de considérer en plus le niveau d'acclimatation et le type de vêtements que porte le travailleur, tel que le recommande l'American Conference of Industrial Hygienists (ACGIH).

« L'utilitaire *Calcul de l'alternance travail-repos selon l'Annexe V du RSST* a été d'un grand soutien pour démystifier l'évaluation des contraintes thermiques auprès d'un groupe de travailleurs et pour leur démontrer – en direct, avec l'aide du logiciel et d'exemples concrets applicables à leur milieu – que les pauses établies en fonction des mesures obtenues étaient largement suffisantes pour respecter la réglementation, raconte Danielle Laplante, technicienne en hygiène du travail au Centre de santé et de services sociaux Jardins-Roussillon. Je m'en suis aussi servi pour faire des démonstrations de calcul de pauses nécessaires dans des situations de contraintes thermiques maximales et pour susciter la discussion sur des méthodes de prévention simples à mettre en place durant l'été. »

Photo : iStockphoto

LA PRÉVENTION ENTRE EN SCÈNE

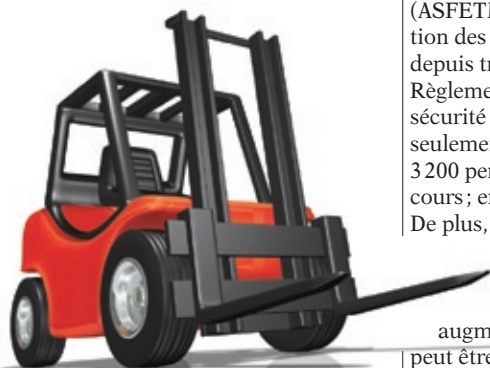
Ils évoluent dans les arts de la scène et leurs conditions de travail sont mal connues. La précarité économique, les horaires irréguliers et exigeants, la pression dans un contexte de performance, l'usure prématurée, les dénis de blessures et, dans certains cas, l'absence d'associations représentatives sont des conditions qui caractérisent le quotidien des artisans et des artistes. Une étude menée par l'ergonome Élise Ledoux, l'anthropologue François Ouellet et la statisticienne Esther Cloutier, de l'IRSST, a permis de comprendre les problématiques, d'améliorer les connaissances et de déterminer les mesures de prévention adéquates pour ces catégories de travailleurs. Les résultats de la recherche ont alimenté les travaux du Comité technique sur les arts de la scène, présidé par la CSST, et regroupant des représentants de diverses associations du secteur, dont le mandat était de rédiger un guide de prévention. L'IRSST a participé à la production du document destiné aux entreprises



et aux travailleurs de ce domaine, dont la CSST en a assuré la rédaction.

Les obligations des employeurs sont bien en évidence dans la première partie du guide. Ceux-ci s'engagent à déterminer les dangers auxquels les travailleurs sont exposés et à les éliminer. La deuxième partie comporte 33 grilles pratiques s'adressant aussi à l'employeur pour lui permettre non seulement de mettre la démarche en pratique, mais également de la suivre pas à pas. Le contenu des grilles s'adapte selon la nature du spectacle et de sa diffusion. L'information y est structurée en fonction des étapes chronologiques d'une production artistique.

« Nous l'enseignons et nous tentons de l'intégrer à nos



PRÉVENIR LES MAUX DE DOS ET LE STRESS DANS LES MAGASINS-ENTRÊPÔTS



Dans les magasins-entrepôts, les maux de dos peuvent représenter de 40 % à 50 % des accidents indemnisés par la CSST, alors que la moyenne n'atteint pas 28 % dans tout le Québec. Une équipe dirigée par les ergonomes Marie St-Vincent et Denys Denis, de l'IRSST, a créé des outils pour aider ce milieu de travail à réduire les risques de ce type de lésions.

Lancé en 2007, le *Guide de prévention – Le travail de manutention et le service à la clientèle dans les magasins-entrepôts* contient un guide bien sûr, mais aussi une liste de contrôle pour établir les problèmes, six fiches de solutions et une grille d'évaluation pour le suivi des transformations implantées. Bref, ces outils peuvent aider les responsables de la SST des magasins-entrepôts à diminuer les risques de maux de dos et à améliorer l'organisation du travail afin de réduire le stress chez les travailleurs qui effectuent des tâches de manutention. Fait à souligner, les problèmes désignés et les solutions proposées

sont le résultat de concertations avec les différents acteurs du milieu.

AON conseil a participé à l'élaboration du guide. Aujourd'hui, des conseillers témoignent : « Le guide est très orienté sur le côté physique des aménagements, explique Roxanne Beaulieu, pas sur les gestes de la personne. Il est attrayant, facile à utiliser, les termes sont simples et les références sont bien indiquées pour qui veut en savoir davantage. » « C'est un excellent outil pour entreprendre une démarche d'action préventive concernant les six équipements utilisés tous les jours dans les magasins-entrepôts, constate Jean Martel. Il permet de comprendre facilement, de l'identification du risque jusqu'à la mise en place d'une solution. » Stéphane Paré raconte : « L'entreprise d'un client était en dérogation parce qu'elle n'avait pas formé ses employés sur la manutention de charges. La convivialité du guide lui a permis d'intégrer rapidement la manutention sécuritaire dans son programme de prévention, ce qui a convaincu l'inspecteur de lever la dérogation. »

productions maison, explique Serges Péladeau, professeur à l'Option théâtre du collège Lionel-Groulx. J'ai constaté qu'il est très bien accueilli par des gens que j'ai rencontrés. Nous l'avons expérimenté lors de la conférence *En coulisses* – regroupant des fournisseurs d'équipements de scène et des techniciens –, et on nous a dit qu'il était clair, convivial, qu'on

pouvait s'y retrouver facilement. Son approche est vraiment intéressante. Je précise que le guide n'est pas là pour répondre à des questions de sécurité, mais plutôt pour encadrer une démarche. (...) Je communiquerai avec d'autres écoles afin qu'on puisse l'intégrer et avoir ainsi une philosophie commune. » **PT**

BENOÎT FRADETTE

Des recherches ET DES CHIFFRES

Le site Web de l'Institut est maintenant visité plus de **1 000 000** fois par année.

En 2008, **365 244** rapports de recherche sont téléchargés du site Web.

Le personnel des laboratoires a effectué **9 805** analyses en 1981, **63 000** en 2008.

Un peu plus de **3 000** heures sont consacrées à l'étalonnage, à l'entretien et à la réparation des instruments de mesure directe et d'échantillonnage du réseau de la SST en 1981; il s'agit d'environ **7 000** heures en 2008.

Les Services et expertises de laboratoire sont agréés internationalement par l'AIHA et nationalement par le CNRC pour agir dans **33** domaines d'analyse et d'étalonnage différents.

Au fin des ans, les Services et expertises de laboratoire ont élaboré plus de **200** méthodes d'analyse.

L'IRSST emploie aujourd'hui **159** personnes; il en comptait **72** après sa première année d'existence.

En 30 ans, l'Institut a attribué **1 020** bourses à près de **800** étudiants aux cycles supérieurs et à des stagiaires postdoctoraux.

7 champs de recherche sont jugés prioritaires.

1 204 projets et activités ont été actifs au cours des 30 dernières années; **1 063** dossiers de recherche sont maintenant terminés.

526 chercheurs de l'externe et **82** de l'interne ont contribué à des projets et activités depuis 1980.

L'IRSST a édité **720** rapports de recherche, **69** bilans de connaissance, **152** profils-recherche et **39** documents généraux, soit un total de **980** publications en 30 ans.

103 organismes partenaires du réseau ont été engagés, à un moment ou à un autre, dans des projets de l'IRSST.

Quand un accident fait bouger les choses...

Plusieurs accidents mortels en plongée sous-marine ont entraîné de profonds changements dans le domaine au Québec.

QUE S'EST-IL PASSÉ ?

Le 1^{er} juin 2004, un plongeur se rend en amont d'une vanne de la mini-centrale Chute-Blanche à Sainte-Jeanne-d'Arc. Pour le compte d'une entreprise de construction, il fait une vérification visant à déterminer ce qui empêche la vanne de se fermer complètement. Il reste coincé dans la zone de succion. Lorsqu'il est enfin dégagé et remonté à la surface, le délai d'autonomie de sa bouteille d'air est épuisé. Il est trop tard.

Le 30 novembre 2000, une scaphandrière procède à l'inspection vidéo de la paroi de la cloison d'un barrage d'une centrale d'Hydro-Québec. Elle est aspirée dans l'entrée d'une caverne présente dans le bief d'amont. Après plusieurs tentatives de sauvetage, la scaphandrière est remontée inconsciente à la surface de l'eau, deux heures plus tard...

Le 15 octobre 1993, au cours de travaux d'entretien d'un barrage, un plongeur est entraîné par la force de l'eau d'un portique resté ouvert. Il fait une chute de plusieurs mètres. La valve d'amenée d'air non conforme de sa bouteille se brise alors sous l'impact. Il meurt asphyxié.

Le 22 mai 1993, un machiniste descend en plongée dans le canal d'évacuation d'une turbine à hélice d'une centrale électrique pour en inspecter le fond où s'accumulent des blocs de ciment et de pierre. La corde qui le retient à la taille est aspirée et sectionnée par l'hélice de la turbine. Cette dernière n'avait pas été complètement arrêtée. Il ne ressortira pas vivant de l'eau.



Malheureusement, ces accidents de plongée ne sont pas les seuls survenus au Québec depuis les débuts de la CSST il y a 30 ans. Mais les choses évoluent et espérons que les changements apportés dans le domaine feront en sorte que plus un seul accident de ce genre ne se reproduise...

QUE S'EST-IL PASSÉ DEPUIS ?

En 1997, un comité composé de représentants de tous les milieux (associations patronales et syndicales, services de police, grandes entreprises, spécialistes de la plongée) a été formé pour revoir les articles relatifs à la plongée sous-marine dans le Code de sécurité pour les travaux de construction. Tous les aspects de la plongée professionnelle ont été abordés : la formation obligatoire des plongeurs, les tâches et les responsabilités des différents équipiers, le matériel obligatoire pour chaque type de plongée, la plongée en milieu contaminé, la plongée profonde ou sous la glace, dans une conduite immergée, en amont d'un ouvrage hydraulique, etc.

Le projet de règlement a été présenté à la communauté de la plongée professionnelle. De nombreux avis et commentaires à la suite de deux prépublications dans la Gazette officielle l'ont amélioré et bonifié. Il est maintenant sur le point d'être adopté.

Ce projet de règlement, dont le milieu discute abondamment depuis quelques années, a par ailleurs grandement contribué à une prise en charge par le secteur de la plongée professionnelle. Quelques exemples, en vrac : la création d'une ligne d'assistance médicale à distance pour les urgences en plongée, deux symposiums sur la plongée professionnelle réunissant les principaux partenaires, une formation en plongée professionnelle à l'Institut maritime du Québec à l'aune de la norme de sécurité Z275.5 (Formation des plongeurs professionnels).

Oui, les accidents nous parlent... et on les écoute! **PT**

JULIE MÉLANÇON

Nos personnes-ressources : Claude Rochon et André Turcot, tous deux ingénieurs à la Direction générale de la prévention-inspection et du partenariat de la CSST.



● LES RISQUES DU MÉTIER D'ÉBOUEUR

COTE DV-280007 – DURÉE 24 MINUTES

Pas facile le métier d'éboueur! Les risques d'accidents sont nombreux et variés. C'est pourquoi l'Association Sectorielle Transport Entreposage a produit un DVD sur les risques associés à la collecte des ordures avec un camion à chargement arrière. Le film aborde en premier lieu divers éléments de sécurité : les trois points d'appui pour monter sur le véhicule et en descendre, l'habillement approprié pour faire face aux écarts de température et la manutention sécuritaire des sacs à ordures. Des méthodes de travail efficaces sont ensuite décrites selon que le travail se fait en ville ou à la campagne, à un seul ou à deux éboueurs, de façon bilatérale ou unilatérale. Une attention spéciale est également accordée à la manutention des bacs roulants et des conteneurs. Finalement, plusieurs éboueurs expriment les avantages qu'ils retirent de leur métier malgré les risques qu'il comporte. Le DVD permet le visionnement du film au complet ou de certaines séquences seulement.

Une production de l'ASTE.

● ■ SITUATIONS DE TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE

COTE DV-000313 – DURÉE 18 MINUTES

Les travailleurs ayant des horaires de travail de fin de journée ou de nuit accumulent souvent de la fatigue qui augmente leurs risques de subir un accident. C'est à ceux-là que s'adresse ce DVD qui vise à aider les travailleurs à mieux gérer la fatigue. On y explique quelles sont les causes de la fatigue et ses impacts sur le rendement au travail et sur la vigilance. Un parallèle est établi entre les effets de la fatigue et ceux de la consommation d'alcool. On y décrit le fonctionnement de l'horloge biologique et des rythmes circadiens. On y présente aussi des conseils pour minimiser les effets de la fatigue au travail (maintenir un éclairage élevé, garder un contact visuel avec ses collègues, se lever et marcher durant les pauses, etc.). Finalement, le DVD propose aux travailleurs quelques trucs pour profiter pleinement de leur vie familiale et sociale malgré les contraintes que leur impose leur quart de travail.

Une production de Vocam.

● ▲ L'ATELIER DE FERME : GÉRER LES RISQUES, ÇA RAPPORTE!

COTE DV-000328 – DURÉE 22 MINUTES

Sous la forme de deux témoignages, ce DVD produit par l'Union des producteurs agricoles souligne l'importance de mettre en place les bonnes techniques de travail pour prévenir les accidents du travail dans les ateliers de ferme. Le premier témoignage est celui de Bernard Vincent, un producteur laitier, qui explique comment il s'est blessé à la main en utilisant une meuleuse. Il décrit ensuite les moyens de prévention qui auraient pu empêcher cet accident. Il raconte également quelles ont été les répercussions de son accident sur la poursuite des activités de la ferme. Dans le second témoignage, François Verner, superviseur en chef des ateliers de la ferme Vert Nature, précise en quoi consistent les techniques de prévention introduites par son entreprise afin d'assurer la sécurité des travailleurs. Il présente les diverses sections de l'atelier et ses outils (espaces réservés au soudage, à l'entreposage des produits dangereux, scies, tours, etc.) et explique quelles sont les mesures de sécurité appliquées pour réduire les risques d'accident. Il signale les avantages pour l'entreprise de prendre en charge la sécurité de ses travailleurs.

Une production de l'UPA. PT

ANNE-MARIE PICARD

Modalités d'emprunt à l'audiovidéothèque de la CSST

Les documents annoncés peuvent être empruntés gratuitement à l'audiovidéothèque de la CSST. La durée du prêt est d'un mois. L'emprunteur peut passer prendre les documents ou les recevoir par courrier. **La CSST paie les frais d'expédition, mais les frais de retour sont à la charge de l'emprunteur.** Le visionnement peut aussi se faire sur place.

Vous pouvez communiquer avec nous du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 16 h 30.

1199, rue De Bleury, 4^e étage, Montréal (Québec) H3B 3J1
Tél. 514 906-3760 ou 1 888 873-3160 • Téléc. 514 906-3820

@ documentation@csst.qc.ca

www.centredoc.csst.qc.ca

- Information grand public
- ▲ Information spécialisée
- Avec document ou guide d'accompagnement

SST dans le monde

À L'ÈRE DE LA MONDIALISATION, LA GESTION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL (SST) EST UN ENJEU SOCIO-ÉCONOMIQUE DE TAILLE POUR LES PAYS INDUSTRIALISÉS ET LES ÉCONOMIES ÉMERGENTES. QUESTION DE PRENDRE LE POULS À L'ÉCHELLE DE LA PLANÈTE, VOICI QUELQUES REPÈRES SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA SST AUX QUATRE COINS DU GLOBE. _____

PAR | LUC DUPONT |



ALLEMAGNE

POPULATION TOTALE (M) : 82,7
PNB PER CAPITA (\$US) : 29 461

C'est en Allemagne, mais simultanément aussi en Grande-Bretagne et aux États-Unis, que sont apparues à la fin du XIX^e siècle les toutes premières lois de l'Histoire couvrant les accidents du travail et les maladies professionnelles. Dans ce pays où existent plus de 2,6 millions d'entreprises (2 millions d'entre elles ont 20 travailleurs et moins), la Loi sur la sécurité au travail régit non seulement les paramètres touchant l'indemnisation, mais aussi la surveillance professionnelle. Tout ce régime passe beaucoup par les *Berufsgenossenschaften*, ces caisses

d'assurances qui offrent à la fois des services de médecine du travail et d'assurances accidents. La cotisation moyenne au régime, assumée en totalité par l'employeur, est fixée à 1,32% de la masse salariale. Les prestations que reçoit le travailleur équivalent à 80% de son salaire brut. Les médecins d'entreprise (plus de 13000 au total) sont des pivots essentiels du régime. Ils apportent leur concours à l'employeur pour toutes les questions de sécurité et de prévention et interviennent autant dans le choix et l'essai d'équipements de protection individuelle que dans les questions concernant la physiologie ou l'ergonomie du travail. Dernier point sur les *Berufsgenossenschaften* : de leur propre chef, elles investissent en moyenne 7% des primes qu'elles recueillent dans des initiatives de prévention. En comparaison, « les assureurs accidents du travail aux États-Unis affectent probablement moins de 2 % des primes "recueillies" à la prévention ».¹

Source : site web de l'AISS (rubrique : profils de pays), Encyclopédie de sécurité et de santé au travail du BIT

1. Citation extraite d'un article paru en 2006 dans la *Revue internationale de sécurité sociale* (vol. 59, n° 4) « Les mécanismes d'indemnisation des accidents du travail : comparaison des systèmes à l'échelle internationale ».



INDE

POPULATION TOTALE (M) : 1 220
PNB PER CAPITA (\$US) : 3 452

Même si l'Inde s'industrialise actuellement à une vitesse grand « V », comme en Chine, le pays ne dispose toujours pas de législation générale portant sur la sécurité et la santé au travail. Les trois principales lois à cet égard sont la loi de 1948 sur les fabriques, la loi de 1952 sur les mines et la loi de 1986 sur la sécurité, la santé et le bien-être des dockers. Une pratique véritablement multidisciplinaire de la santé au travail n'y a pris son véritable essor que durant les années 1970 et 1980, lorsque l'Organisation internationale du travail (OIT) a envoyé en Inde une équipe qui a aidé à mettre en place un centre modèle de santé au



Photos : iStockphoto

travail. Pour l'instant, on ne possède ni données sur les risques professionnels ni statistiques quant au nombre de travailleurs exposés à des risques particuliers. Il n'existe pas non plus de dispositif de surveillance de la santé au travail. La loi sur les fabriques ne vise, aujourd'hui encore, que les travailleurs des usines enregistrées, ce qui laisse sans couverture – et dans un important vide juridique – un grand nombre d'ouvriers et d'employés, puisque 93% de la main-d'œuvre totale de ce pays appartient au secteur non structuré de l'économie (foresterie, élevage, pêche, etc.). En 2004, le gouvernement a lancé, sous forme de projet pilote, un régime de sécurité sociale des travailleurs du secteur non structuré dans 50 districts. Le régime prévoyait trois prestations : une pension de vieillesse, une assurance médicale et une assurance personnelle contre les accidents. Tout est tombé à l'eau après quelques années quand les employeurs, invités à contribuer au financement sur une base volontaire, ont négligé leurs obligations. Là où l'indemnisation est possible toutefois, son financement est réparti entre le travailleur (1,75% de ses gains), l'employeur (4,75% de sa masse salariale) et le gouvernement.

Source : site web de l'AISS (rubrique : profils de pays), Encyclopédie de sécurité et de santé au travail du BIT



JAPON

POPULATION TOTALE (M) : 127,8
PNB PER CAPITA (\$US) : 31 267

Au Japon, la Loi sur la sécurité et l'hygiène du travail, adoptée en 1972, est la loi fondamentale dans ce domaine. Le programme est administré par le Département de l'indemnisation des accidents du travail, qui relève lui-même du Bureau des normes du travail. Sur le terrain, les pouvoirs et responsabilités sont délégués aux services préfectoraux des normes du travail – il en existe 47 répartis dans tout le pays –, dotés de services d'inspection qui encadrent quelque 3 200 inspecteurs. Le programme est principalement financé par les employeurs (avec participation du gouvernement) à une hauteur qui varie entre 0,45% et 11,68% de la masse salariale, le tout étant lié aux taux d'accidents dans l'entreprise au cours des trois années précédentes. La couverture dont bénéficient les travailleurs est égale à 80% du salaire quotidien moyen, calculé au cours des trois mois précédant l'accident. Particularité : depuis 1995, de nouvelles règles stipulent qu'un lien entre la surcharge de travail et les maladies cardiaques et cérébrales existe vraisemblablement, et entre donc dans la catégorie des éléments indemnifiables si les heures de travail s'élèvent à 100 heures supplémentaires ou plus dans le mois qui précède le décès. Comme quoi, au pays du Soleil-Levant, le travail reste encore et toujours une valeur suprême.

Source : site web de l'AISS (rubrique : profils de pays), Encyclopédie de sécurité et de santé au travail du BIT



BRÉSIL

POPULATION TOTALE (M) : 186,8
PNB PER CAPITA (\$US) : 8 402

« Certains éléments indiquent que les régimes d'indemnisation dans les pays dont l'économie est développée évoluent progressivement vers la privatisation. C'est ce qui s'est passé au cours des 15 années en Norvège et en Argentine. »² Mécontents depuis longtemps de l'administration de leur ancien régime, les Argentins ont donc maintenant adopté un modèle d'assurance privée. Tendance forte certes, mais qui n'a toutefois pas encore atteint la puissante économie voisine du Brésil, en forte émergence depuis quelques années. Au pays de Lula, le financement de la totalité du régime est l'apanage des employeurs à hauteur de 1% à 3% de la masse salariale, suivant l'estimation du degré du risque. Les prestations, versées mensuellement, s'élèvent à 91% de la moyenne des revenus du travailleur (calculée à partir du 4/5 du total des mois de travail). Fait à noter, au Brésil, les travailleurs ruraux ne sont pas totalement oubliés par l'État puisque les employeurs de ce secteur cotisent pour 1% des salaires octroyés. Toutefois, pour que cela soit possible, un important coup de barre a dû être donné : afin de supprimer toutes les formes contemporaines de travail servile, le gouvernement brésilien a mis au point un **Plan national d'abolition du travail servile**, programme spécial qu'il a lancé le 11 mars 2003. Les propriétaires d'exploitations agricoles qui ne respectent pas les droits du travail sont passibles d'une amende.

Source : site web de l'AISS (rubrique : profils de pays)

2. Citation extraite d'un article paru en 2006 dans la *Revue internationale de sécurité sociale* (vol. 59, n° 4) « Les mécanismes d'indemnisation des accidents du travail : comparaison des systèmes à l'échelle internationale ».



POLOGNE

POPULATION TOTALE (M) : 38,2
PNB PER CAPITA (\$US) : 13 847

En Pologne, comme dans la plupart des pays de l'Europe de l'Est, qui ont longtemps été en phase de transition d'une économie planifiée à une économie de marché, les pouvoirs publics ont eu tendance à opter pour des régimes publics d'indemnisation des travailleurs. Au pays de Solidarnosc et de Lech Walesa, la première Loi sur la santé et la sécurité du travail ne date que de 1984. Les employeurs assument le gros du financement pour un montant allant de 0,90 % à 3,60 % de la masse salariale suivant l'estimation du degré du risque et le nombre de salariés. Le gouvernement participe aussi aux frais, prenant à sa charge ceux des procédures spécialisées et de la promotion de la santé publique. Le travailleur accidenté reçoit 100 % du salaire moyen perçu pendant les six derniers mois. Cette indemnisation est payable sur une période allant jusqu'à 26 semaines, avec possibilité de prolongement à 39 semaines; il a aussi droit à une prestation de réadaptation (100 % du salaire), qui peut suivre la prestation d'incapacité temporaire si la guérison est probable. L'Institut d'assurance sociale gère les prestations en espèces. Le coût total des services médicaux est assuré par un Fonds national de la santé.

Source : site web de l'AISS (rubrique : profils de pays)



GAMBIE

POPULATION TOTALE (M) : 1,6
PNB PER CAPITA (\$US) : 1 991

En raison de capacités et de ressources administratives restreintes, tous les pays ne sont pas en mesure de mettre en place ou d'entretenir des régimes d'assurance d'accidents du travail basés sur des méthodes actuarielles pointues³. C'est le cas de nombreuses contrées pauvres d'Afrique. Dans cette situation, les régimes sont souvent très simples. En Gambie, la Loi d'indemnisation des accidents du travail, introduite en 1996, ordonne à chaque employeur de verser dans un Fonds d'indemnisation 1 % de sa masse salariale, sans égard à une quelconque estimation du degré de risque. Les prestations en espèces versées au travailleur équivalent à 60 % de ses revenus et le sont pour un maximum de six mois. Il n'est pas fait mention, dans le dossier de ce pays, si les services médicaux sont du ressort de l'État ou de l'employeur.

Source : site web de l'AISS (rubrique : profils de pays)

3. Beaucoup des pays en voie de développement ont des taux d'accidents signalés à l'OIT qui sont ridiculement bas. Ainsi, la Gambie (Zimmer, 2004) ne signale qu'une seule demande d'indemnisation pour maladie professionnelle entre 1996 et 2003. Ceci peut s'expliquer par les effets pervers de systèmes qui pénalisent les employeurs présentant de mauvais antécédents en matière de sécurité. Mais attention, le problème de l'absence de signalement semble sévir à la fois dans des pays en voie de développement et dans les pays avancés qui possèdent des régimes de tarification sophistiqués. Dans l'article cité plus haut, et paru dans la *Revue internationale de sécurité sociale*, les auteurs écrivent : « Les allégations de non-déclaration par les employeurs ont été généralisées et chroniques aux États-Unis. »



NOUVELLE-ZÉLANDE

POPULATION TOTALE (M) : 4,3
PNB PER CAPITA (\$US) : 24 996

Dans ce pays de l'Asie-Pacifique, le parapluie de protection du travailleur est déjà tout inscrit dans le titre même de la législation : on parle là-bas de la Loi de l'indemnisation, de la prévention et de la réadaptation touchant les accidents et maladies professionnelles. Les employeurs assurent le financement du régime, avec une participation du gouvernement. Les taux de cotisation sont variables; ils sont déterminés annuellement en tenant compte du niveau des débours rendus nécessaires par les demandes des travailleurs accidentés ou malades. Ceux-ci reçoivent 80 % de leur revenu hebdomadaire, payable jusqu'au moment du retour au travail. Les soins médicaux et de réadaptation ne sont pas tout à fait gratuits, puisque le travailleur doit déboursier une certaine somme, généralement minime mais pas toujours. Point étonnant à souligner : la Nouvelle-Zélande a représenté au cours des dernières années un cas d'espèce quant à la nature – publique ou privée – de son régime d'indemnisation. Auparavant régime public, elle a connu pendant quelque temps une ère de privatisation, qui n'a toutefois pas duré puisque en 1996-1997, elle est revenue aux anciennes amours... publiques.

Source : site web de l'AISS (rubrique : profils de pays)



FRANCE

POPULATION TOTALE (M) : 61
PNB PER CAPITA (\$US) : 30 386

En France, la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) gère depuis 1945 l'ensemble du régime sur le plan national. Elle est dirigée par un conseil d'administration paritaire et par un directeur nommé en conseil des ministres. Les 16 Caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) que compte le pays fixent les cotisations et assurent la mise en œuvre de la prévention. Outre les salariés eux-mêmes, les acteurs de la prévention des risques professionnels sont principalement les employeurs et les Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). L'employeur est responsable de l'application des dispositions légales sur la sécurité du travail, de l'évaluation des risques professionnels et de la définition du programme de formation de sécurité. Le taux moyen des cotisations qui, comme dans de nombreux pays, incombent en totalité à l'employeur, atteint 2,26% des salaires bruts. La prestation d'incapacité temporaire équivaut à 60% du salaire quotidien moyen du mois précédant l'accident, et ce, pendant les 28 premiers jours d'arrêt de travail; elle passe ensuite à 80%. Les entreprises, dans leurs efforts de prévention, peuvent compter sur quatre organismes qui disposent de capacités techniques mobilisables, notamment l'Institut national de recherche et de sécurité et l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

Source : site web de l'AISS; *Le travail en France*, Éditions LIAISONS



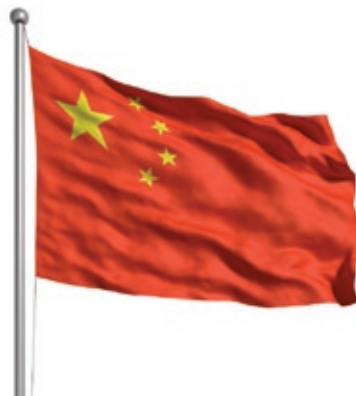
ÉTATS-UNIS

POPULATION TOTALE (M) : 299,8
PNB PER CAPITA (\$US) : 41 890

Si l'on se fie à une étude récente sur les mécanismes d'indemnisation utilisés dans les 20 pays les plus peuplés de la planète, aucune préférence claire ne se dégage quant au véhicule institutionnel à privilégier (assurance privée, assurance sociale). Les États-Unis – selon les États – offrent l'un et l'autre (avec dominante vers le privé) en matière de santé et de sécurité au travail. Dans ce pays, « chaque État et territoire possède une législation et un système d'exécution autonome en matière d'indemnisation des accidents du travail (...) [Mais] de tous les pays où l'administration de l'indemnisation relève du niveau sous-national (les autres étant le Canada et l'Australie), le régime des États-Unis est de loin le plus universel et le plus uniforme sur le plan de la tarification personnalisée. »⁴ En 2004, la cotisation pour l'employeur avoisinait une moyenne de 1,76% de la masse salariale. Dans la plupart des États, la prestation pour le travailleur accidenté équivaut à 66,6% de ses revenus. Un État sur cinq offre également un supplément pour chaque personne à charge. Certains États (Delaware, Floride, New York, Missouri et Massachusetts) octroient des crédits de taux aux entreprises qui engagent des conseillers qualifiés en matière de sécurité. D'autres États le font pour des entreprises qui mettent de l'avant des programmes en faveur d'un « milieu de travail sans drogue ».

Source : site web de l'AISS (rubrique : profils de pays)

4. Citation extraite d'un article paru en 2006 dans la *Revue internationale de sécurité sociale* (vol. 59, n° 4) « Les mécanismes d'indemnisation des accidents du travail : comparaison des systèmes à l'échelle internationale ».



CHINE

POPULATION TOTALE (M) : 1 351
PNB PER CAPITA (\$US) : 6 757

Le régime chinois de l'Assurance accidents du travail (AAT) n'a vu le jour qu'en 1996 lorsque le gouvernement a promulgué les *Mesures expérimentales sur l'assurance contre les accidents du travail pour les employés des entreprises*. Il est actuellement l'un des plus importants régimes puisque, fin 2007, il couvrait 121,55 millions de personnes (contre 45,75 millions fin 2003). Le régime chinois d'assurance constitue un fonds mutualisé et géré principalement au niveau des comités et des municipalités. Il est financé exclusivement par des cotisations patronales qui représentent environ un pour cent de la masse salariale. « Les cotisations versées par les employeurs sont calculées en fonction d'un taux différentiel (0,5%, 1% ou 2% selon que l'entreprise appartient au secteur 1, 2 ou 3) et d'un taux variable, propre à chaque entreprise et révisable périodiquement (cycles d'une à trois années) en fonction du taux d'accidents recensés dans l'entreprise au cours de la période antérieure. » Poussé ces dernières années par la forte industrialisation du pays et par la vague sans précédent de travailleurs des campagnes venus grossir les masses urbaines, le ministère du Travail et de la Sécurité sociale a lancé, en mai 2006, une campagne nationale dénommée *Programme Ping An (Paix et Sécurité)*, dont l'objectif était d'étendre la couverture de l'AAT à tous les travailleurs issus du monde rural exerçant des professions à haut risque comme les mineurs et les ouvriers de la construction dans un délai de trois ans. L'enjeu est de taille quand on considère que le nombre total de ces travailleurs est estimé à 210 millions, environ sept fois la population canadienne!

Source : site web de l'AISS (rubrique : profils de pays)

Chantiers la sécurité en évolution



DE LA BAIE-JAMES À LA
ROMAINE, EN PASSANT
PAR EASTMAIN,
SARCELLE ET RUPERT,
LE QUÉBEC N'EST PAS
AVARE DE MÉGA
CHANTIERS HYDRO-
ÉLECTRIQUES. DES
OUVRAGES EMPLOYANT
DES MILLIERS DE
TRAVAILLEURS, EN
RÉGION ISOLÉE OÙ
TOUT EST À FAIRE,
MÊME LA ROUTE
POUR S'Y RENDRE.

PAR | GUY SABOURIN |

DEPUIS LA PREMIÈRE PHASE des travaux de la Baie-James entre 1973 et 1985, il y a eu beaucoup de chemin de parcouru. La gestion de la santé et de la sécurité n'a cessé d'évoluer pour le mieux. « Nous avons appris des expériences du passé, souligne Marc Larouche, chef Sécurité construction à la division Hydro-Québec Équipement/SEBJ, la division d'Hydro-Québec qui s'occupe de la gestion de ces grands travaux. Aujourd'hui, sur nos grands projets, comme celui de la Romaine, nous mettons à profit ces connaissances et expériences acquises au cours des années. Ce qui nous permet de gérer avec plus d'efficacité les nombreux risques auxquels nous sommes confrontés sur les chantiers de construction de grande envergure. »

Jean-Maurice Tremblay, chef de la sécurité à la Société d'énergie de la

Baie-James, qui a connu tous les grands chantiers depuis Manic 5, précise : « Ça ne signifie pas qu'on ne se préoccupait pas de la santé et de la sécurité dans le passé, bien au contraire, mais la technologie et les mentalités ont certainement évolué. Par exemple, à cette époque, s'attacher pour travailler n'était pas la norme. On percevait cela plus comme une faiblesse qu'un acte de prévention. Celui qui *savait travailler* n'avait pas besoin de ça. Alors qu'aujourd'hui, le harnais est bien implanté. On n'a même plus besoin d'en discuter. "Tu refuses de t'attacher, tu vas travailler ailleurs", dit-on désormais au récalcitrant, si on en trouve un. Trente années ont passé et les gens sont maintenant prêts à accepter des améliorations. »

CHANGEMENTS BIENVENUS

Selon M. Tremblay, les risques étaient en partie reliés à la technologie utilisée,

comme du matériel lourd, pour ne pas dire lourdaut, moins performant, et aux méthodes, par exemple le creusage de tunnels sans l'usage de treillis au plafond. Autres changements : le nombre de travailleurs requis sur les chantiers a diminué, les échelles et les échafaudages traditionnels ont été remplacés par des nacelles et plateformes élévatrices, lesquelles facilitent beaucoup le travail et sont devenues plus accessibles, etc.

On a aussi recours aujourd'hui aux pièces préfabriquées, donc produites dans des conditions présentant moins de risques et par la suite transportées et assemblées sur le chantier. Les travailleurs sont de ce fait moins exposés aux déplacements d'une grande quantité de matériaux et aux chutes de hauteur, sans compter qu'ils sont moins nombreux sur le chantier. Mais comme le rappelle Romuald Racine, chargé d'équipe pour la sécurité Hydro-Québec

majeurs :

Équipement (HQE) au projet de la Romaine, il subsiste des risques, même avec la mise en application de toutes ces améliorations, « tout simplement parce que c'est dans la nature humaine de vouloir prendre des raccourcis, il nous faut donc garder l'œil ouvert ».

Alors qu'à l'époque, les travailleurs s'entassaient dans des dortoirs – bonjour l'intimité –, ils dorment aujourd'hui dans des chambres individuelles. Une meilleure nuit de repos n'est peut-être pas étrangère à la sécurité du lendemain. Et puis, les sorties périodiques sont plus fréquentes et leur séjour en région isolée est maintenant de moins longue durée puisque les travaux se réalisent plus rapidement.

Aujourd'hui, le chantier de la Romaine est commencé, soit l'aménagement de quatre centrales hydroélectriques ainsi que plusieurs ouvrages de retenue d'eau s'étendant sur 192 kilomètres vers le nord, depuis l'embouchure de la rivière éponyme sur le Saint-Laurent. Au départ, il faut une route. Donc, quand vous lirez ces lignes, des travailleurs seront en train de déboiser, de compacter le sol, de dynamiter, de transporter de la pierre, d'établir un campement pour 1 800 travailleurs au kilomètre 36, puis d'achever la route pour se rendre au kilomètre 52, lieu de construction de la première centrale.

Parlant de route, les camions grand format du passé, avec leurs 85 tonnes, dans lesquels le conducteur ne voyait presque rien autour de lui, sont remplacés aujourd'hui par des maigrichons de 35 à 40 tonnes, beaucoup plus manœuvrables et polyvalents, au champ de

vision élargi, donc théoriquement moins dangereux. Pour ces gazelles, les routes n'ont pas besoin d'être aussi résistantes, et sont donc moins exigeantes à construire. En plus des routes, les travailleurs auront commencé à creuser le tunnel de dérivation de 5,6 kilomètres et l'évacuateur de crue, pour compléter la dérivation temporaire de la rivière sur 300 à 400 mètres dans le but d'ériger à sec la première centrale. Bref, de gros travaux en perspective comportant leurs risques.

N'ENTRE PAS QUI VEUT SUR LE CHANTIER

Histoire de prendre la sécurité par les cornes, pas un seul travailleur ne peut

mettre les pieds sur le chantier sans y être engagé et sans qu'il soit passé par l'accueil du maître d'œuvre. Et cette consigne vaut aussi pour quiconque vient du village pour livrer du poulet, des médicaments, des clous, du pain ou des planches. « L'accueil consiste en une formation de 60 à 90 minutes aux impératifs de la sécurité sur le chantier, explique Romuald Racine. On les informe des mesures d'urgence, de la sécurité lors des travaux près de l'eau et lors du dynamitage, par exemple. Ils reçoivent une carte avec photo. Ensuite, l'entrepreneur doit aussi faire son accueil, c'est-à-dire expliquer son programme de prévention et ses méthodes de travail et s'assurer que ses travailleurs les observent. On tient également un registre



La route permanente de la Romaine fera environ 150 km. Elle reliera la route 138 aux quatre aménagements hydroélectriques ainsi qu'au centre d'hébergement du personnel d'Hydro-Québec Production qui exploitera le complexe.



Photos : Hydro-Québec – Unité géomatique

de tous ceux qui ont reçu ces accueils et les informations requises et on analyse tous les programmes de prévention des entrepreneurs. »

Ensuite, sur le terrain, les agents de sécurité construction qui sont des conseillers de l'unité sécurité d'HQE, sous la coordination de M. Racine, font office d'inspecteurs sur tous les quarts de travail. Les entrepreneurs, même les moins expérimentés, doivent obligatoirement respecter les méthodes de travail qui figurent à leur programme de prévention. En même temps, sur le terrain toujours, ces conseillers s'assurent, selon l'avancement des travaux, que les risques sont bien contrôlés. Par exemple, lors de la construction de la route, les objectifs du plan d'action

Tous les noyaux des ouvrages de retenue, barrages et digues, de la centrale de la Romaine-2 seront construits avec du béton asphaltique. C'est une technique vieille de 50 ans, éprouvée en Europe, mais il s'agit d'une première en Amérique du Nord.



construction 2009 de la CSST sont particulièrement suivis : par exemple, des pentes conformes lors des excavations pour installer les ponceaux – quelques arrêts de travaux à ce jour. Et c'est sans compter le port obligatoire du dossard avec bandes réfléchissantes, les bottes de 20 cm de haut, un périmètre de sécurité bien délimité pour sécuriser les zones de dynamitage, l'installation de clôtures pour que les travailleurs ne fassent pas une chute à l'eau, etc. Du pain sur la planche et une vigilance constante, quoi!

RÉTICENCES

Bien que les méthodes de prévention aient évolué, que les travailleurs soient plus sensibilisés à respecter la réglementation et que la surveillance soit plus constante, tout n'est pas parfait. « Si on relâche la surveillance, les mauvaises habitudes – dont il est très difficile de se départir – refont vite surface, déplore Jean-Maurice Tremblay. Il faut toujours maintenir nos activités de prévention et contraindre au respect des règles ceux qui ne se laissent pas convaincre qu'il en va de l'intérêt de tous. »

Les jeunes travailleurs doivent être surveillés de près. « Ils sont souvent plus volontaires et plus audacieux et parfois moins au fait des risques de l'industrie de la construction, souligne Marc Larouche. Sur un chantier, ça peut se traduire par des comportements

risqués. C'est pourquoi nous leur portons une attention toute particulière, car c'est la catégorie d'âge la plus touchée par les accidents du travail ». Rappelons que dans l'ensemble du monde du travail au Québec, les moins de 24 ans subissent 1,3 fois plus d'accidents que leurs aînés. Un jeune perd la vie chaque mois, hélas, tandis que 24 000 d'entre eux se blessent au travail chaque année. C'est dans les six premiers mois qu'ils présentent le plus de risque.

« C'est pourquoi nos programmes d'accueil pour les nouveaux travailleurs – qui peuvent aussi être des hommes de 40 ans qui réorientent leur carrière dans la construction – ont été adaptés à cette réalité, explique Jean-Maurice Tremblay. Non seulement nos conseillers sont plus attentifs à leur présence, mais nous sensibilisons leurs employeurs au besoin d'accompagner certains d'entre eux. L'été dernier, nous avons organisé une campagne avec l'Escouade jeunesse de la CSST, venue parler des risques aux jeunes travailleurs. »

SÉCURITÉ À HYDRO-QUÉBEC

Hydro-Québec Équipement prend très au sérieux la sécurité. Ses conseillers en sécurité sont présents non seulement à la Romaine, mais dans plus de 60 chantiers à temps complet. Cette année, avec 7,4 accidents par million d'heures de travail, HQE enregistre sa meilleure performance en sécurité

depuis les quinze dernières années. Les programmes de prévention ont été révisés et orientés en fonction des nouvelles réalités. Des plans d'actions spécifiques à chaque chantier d'importance viennent maintenant s'ajouter. Des audits de sécurité sont effectués sur des chantiers ciblés à chaque année. De plus, Hydro Québec Équipement travaille présentement à la mise en place d'un système de gestion répondant à la norme internationale OHSAS-18001 reconnue mondialement pour le printemps 2010. Cela permettra d'assurer la pérennité et l'amélioration continue du système de gestion de la sécurité sur ses différents projets.

Hydro-Québec Équipement cherche à faire de la sécurité une priorité incontournable faisant partie intégrante de toutes les étapes de ses projets. À la centrale de Beauharnois, par exemple, elle réalise des travaux de réfection depuis 1993. Le personnel de chantier en 2007-2008 a réussi un exploit historique : aucun accident avec perte de temps. Bien que les travaux soient compliqués et exécutés dans une centrale en exploitation, les critères de sécurité doivent d'autant plus demeurer exigeants. « À ce chantier en particulier, les entrepreneurs ont évolué avec l'appui des conseillères en sécurité Denise Plamondon et France Carrière-Vachon et reconnaissent davantage les effets bénéfiques pour leurs travailleurs et leur entreprise », précise M. Larouche.

Sur un autre chantier, au poste Outaouais, on note également une belle performance : 776 000 heures de travail sans accident avec perte de temps, sur un chantier où ont travaillé simultanément des centaines d'ouvriers. Le comité de chantier pour la sécurité s'y réunit tous les 15 jours. Chaque entrepreneur y délègue obligatoirement une personne qui représente les travailleurs. Toutes les semaines, les entrepreneurs doivent organiser une pause sécurité avec leurs travailleurs, une activité qui sert de lien entre le comité de chantier et les travailleurs. Ainsi, le message de la sécurité peut mieux circuler.

Hydro-Québec Équipement maintient pour une seconde année une fréquence d'accidents avec perte de temps sur ses chantiers où elle est maître d'œuvre à un niveau historiquement bas. Ce qui tend à confirmer que le courant passe avec les mesures adoptées. **PT**

Santé publique en santé au travail

Dévouée depuis 30 ans à la prévention des maladies professionnelles

DEPUIS 30 ANS, DES MÉDECINS, infirmières, hygiénistes et techniciens en hygiène du travail sont présents dans les entreprises du Québec.

Leur mission, protéger la santé des travailleurs du Québec en soutenant les milieux de travail pour qu'ils puissent assumer leurs obligations en matière de prévention. Ils le feront bien sûr de concert avec la CSST et conformément aux mandats légaux que leur confie la Loi sur la santé et la sécurité du travail et la Loi sur la santé publique.

Ainsi, ce sont des milliers de travailleurs qui ont fait l'objet de surveillance médicale lors d'activités de dépistage de la surdité, de l'amiantose, de l'exposition au plomb, entre autres. Des milliers encore ont particip    des séances de formation et d'information pour les habiliter à mieux se prémunir contre des risques présents dans leur milieu de travail.

Plusieurs entreprises ont éliminé des dangers en profitant des conseils des ressources du réseau de santé publique en santé au travail, par exemple en substituant un produit toxique par un autre moins risqué ou en insonorisant des parties bruyantes de certaines machines. Ces interventions sont d'autant plus bénéfiques qu'elles constituent souvent pour les milieux de travail l'amorce d'une gestion plus serrée de la santé et de la sécurité du travail (sst).

d'environ 10 000 établissements et 500 000 travailleurs dans l'ensemble des régions du Québec. Ces établissements bénéficient de différentes activités planifiées dans un programme de santé spécifique à leur réalité afin de mieux contrôler les risques pour la santé présents dans leur milieu.

Au fil des ans, plusieurs projets découlant des priorités de la CSST et visant la prévention de risques spécifiques dans certains secteurs d'activité ont été mis en œuvre en collaboration avec les



Photo : Service de prévention des incendies de Montréal

Les pompiers et les policiers sont souvent les premiers à arriver sur les lieux et peuvent ainsi être en contact avec du sang dans l'exercice de leurs fonctions.

fait l'objet de suivi pour déceler la présence de béryllium dans les procédés et enclencher une surveillance médicale si nécessaire. Ce métal est la cause d'une maladie pulmonaire qui peut être prévenue par de bonnes pratiques de contrôle à la source.

Depuis 2001, les agents du réseau de la santé ont informé 25 000 pompiers, policiers, agents des services correctionnels ainsi que leurs gestionnaires et ont vacciné plus de 18 000 travailleurs contre l'hépatite B dans le cadre du programme d'intervention sur les risques biologiques.

En 2008, 38 000 travailleuses enceintes ou qui allaitaient ont bénéficié des services du programme Pour une maternité sans danger pour le traitement de leur demande de réaffectation ou de retrait préventif.

Quels sont les défis qui attendent le réseau de la santé? Il devra rester sensible aux problèmes en émergence, par exemple les cancers reliés au travail, le radon, les nanotechnologies.   cela il faut ajouter la pérennité des solutions dans les milieux de travail à l'heure où surviennent plusieurs départs à la retraite. Pour plus d'information sur les activités et les réalisations du réseau de la santé au travail, vous pouvez consulter le site internet suivant : www.santeautravail.qc.ca. **PT**

DENISE SOUCY et GERVAIS TREMBLAY

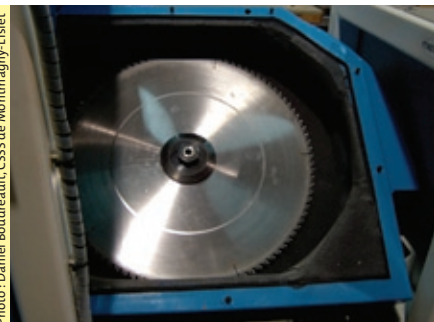


Photo : Yves Beaulieu

Cette enceinte mobile peut être utilisée lors de travaux d'enlèvement de matériaux contenant de l'amiante

inspecteurs de la CSST. Le projet portant sur les isocyanates et la prévention de l'asthme professionnel a permis entre autres de vérifier la performance des dispositifs de ventilation et l'adéquation des équipements de protection respiratoire auprès de 1231 ateliers de carrosserie et de peinture automobile du Québec.

Plus récemment, c'est l'ensemble des fonderies, des ateliers d'usinage et des entreprises de l'environnement qui ont



Pour réduire le bruit, on a enduit de mousse acoustique toutes les surfaces de l'habitacle de la lame.

Bon an mal an, quelque 750 professionnels spécialistes de la prévention des accidents et des maladies professionnelles sont engagés auprès

Photo : Daniel Boudreault, CSSS de Montmagny-L' let

L'ÉVOLUTION DE LA PRÉVENTION

DANS LES ASP

Les onze associations sectorielles paritaires (ASP) au Québec sont des partenaires majeures de la CSST et couvrent des secteurs d'activité bien différents. Depuis leur naissance, elles contribuent à l'amélioration du climat de travail et à l'enracinement d'une culture de prévention au Québec. Au fil du temps, les ASP ont contribué à changer les mentalités en sst au Québec. *Prévention au travail* leur a demandé ce qui avait le plus changé dans leurs milieux de travail.

ASP – IMPRIMERIE ET ACTIVITÉS CONNEXES

Plus de 25 ans ont passé depuis la mise sur pied de l'ASP imprimerie, devenue depuis la référence pour la prévention en santé et sécurité du travail dans son secteur. L'ASP imprimerie a su développer des outils faciles d'utilisation qui permettent une réelle prise en charge de la prévention. C'est d'ailleurs ce qui est le plus apprécié de sa clientèle : sa capacité à répondre de façon concrète en outillant les employeurs et les travailleurs de son secteur et en supportant les comités paritaires sst dans leurs actions au quotidien. Parmi les changements les plus visibles sur le terrain, le nombre croissant de comités paritaires sst au sein des entreprises mérite d'être souligné. Ceux-ci n'étant pas obligatoires en imprimerie, leur présence témoigne avec encore plus d'éloquence de la volonté de prise en charge dans un esprit de saine collaboration.



Association paritaire de **santé**
et de **sécurité** du travail, secteur
imprimerie et activités connexes

ASP – FABRICATION D'ÉQUIPEMENT DE TRANSPORT ET DE MACHINES

L'ASFETM dessert les établissements de son secteur depuis plus de 25 ans. Le changement le plus marquant est sans contredit la collaboration travailleurs/employeurs, désormais acquise dans bon nombre d'établissements, syndiqués ou pas. D'un climat d'ignorance, voire de confrontation, on a évolué vers un climat de coopération. Un deuxième changement, bien visible dans les entreprises visitées, touche aux matières dangereuses. L'identification des risques et les moyens de prévention associés à l'utilisation de ces produits contrôlés (SIMDUT) les rendent nettement plus sécuritaires. Enfin, on remarque de plus en plus une réelle prise en charge de la sst par les gens du milieu. La santé et la sécurité du travail, intégrées au quotidien, sont désormais perçues comme un investissement et non une dépense.



ASFETM

ASP – AFFAIRES MUNICIPALES

L'APSAM dessert les employeurs, syndicats, travailleurs et travailleuses œuvrant au sein des organismes municipaux depuis 1985. L'association, en favorisant et en assistant les milieux de travail dans la prise en charge des problèmes et dangers en santé et sécurité du travail, a contribué largement à une réduction très importante du nombre de lésions professionnelles et ce, malgré une augmentation de la main-d'œuvre au fil des années. La plus grande amélioration observée depuis ces 24 dernières années est l'intégration plus courante des éléments de santé et sécurité dans les opérations quotidiennes des services rendus aux citoyens.



ASP – MINES

Au cours des 30 dernières années, le secteur minier a fait des pas de géant en matière de paritarisme et de prévention des lésions professionnelles. Aujourd'hui, les parties patronale et syndicale travaillent en harmonie et réalisent conjointement différentes activités de prévention.

Leurs efforts conjugués ont permis de réduire la fréquence combinée (lésions indemnisées et assignations temporaires) des accidents, qui était de 21,1 en 1987, à 6,2 par 200 000 heures travaillées en 2008. La valeur prévention a donc fait peu à peu son chemin dans l'industrie et elle s'inscrit maintenant dans la mission des entreprises minières et dans la mentalité de la main-d'œuvre.



ASP – SERVICES AUTOMOBILES (AUTO PRÉVENTION)

Il y a 25 ans, un vrai mécanicien se démarquait par la couleur de ses mains : en effet, les mains noires et rugueuses témoignaient que mécanique et carrosserie étaient des métiers d'hommes. Les risques d'accidents faisaient partie du métier. Les équipements étaient restreints et les aires de travail réduites au minimum. À cette époque, le secteur déplorait 12 700 accidents par année. La venue d'Auto Prévention a largement contribué à changer la donne de ce milieu de travail de sorte qu'au tournant du 21^e siècle, les travailleurs de l'automobile sont devenus des techniciens propres et relativement bien protégés contre les risques d'accidents et les maladies professionnelles. Cette évolution se confirme par la réduction continue du nombre d'accidents, qui se situait, en 2008, à 2 800 cas.



AUTO Prévention
ASSOCIATION SECTORIELLE SERVICES AUTOMOBILES

ASP – TRANSPORT ENTREPOSAGE

L'ASTE existe depuis 27 ans et dessert avec fierté ses clientèles des secteurs du transport et de

l'entreposage. Ses partenaires patronaux et syndicaux participent activement aux orientations et activités de l'association. Le changement principal et le plus visible dans les milieux de travail consiste en la reconnaissance par les dirigeants d'entreprise de l'importance de la prévention comme élément contribuant à la saine gestion des ressources. Il s'agit d'une prise de conscience de l'importance des ressources humaines et du fait qu'on peut agir sur les accidents pour éviter qu'ils ne se reproduisent.



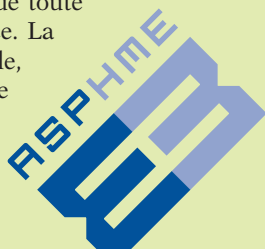
ASP – CONSTRUCTION

Depuis 30 ans, le taux de fréquence des accidents avec lésions dans l'industrie de la construction a diminué de plus de 300 %. De plus, le nombre de lésions et de séquelles graves à la suite de chutes ont aussi connu une baisse significative, attribuable entre autres au port du harnais de sécurité. Davantage performant et confortable, il fait maintenant partie du quotidien de plusieurs corps de métiers. Aujourd'hui, l'ASP Construction donne dix fois plus de cours qu'il y a à peine 15 ans. Les entrepreneurs et les travailleurs ont bien compris que c'est par l'acquisition de connaissances et de compétences ainsi qu'en développant des savoir-faire en prévention qu'ils seront en mesure de mettre en place des mesures efficaces pour éliminer à la source les dangers et maintenir des conditions de travail saines et sûres sur les chantiers.



ASP – MÉTAL, ÉLECTRIQUE ET HABILLEMENT (ASPHME)

La clientèle de l'ASPHME est de plus en plus sensible aux problématiques de prévention en santé et sécurité au travail. Voilà 25 ans, quelques clients seulement se préoccupaient de répondre aux exigences réglementaires touchant les équipements de protection individuelle. Actuellement, une majorité d'entre eux parle des aspects positifs de la mise en place d'actions concrètes et concertées. Les préoccupations se sont diversifiées et les pratiques se sont améliorées. Les changements dans les mentalités se retrouvent notamment dans la volonté commune, des employeurs et des travailleurs, d'assurer une meilleure prise en charge, avec comme résultat que toute l'organisation y trouve son bénéfice. La collaboration syndicale et patronale, par la mise en place de comités de santé et de sécurité, est jugée essentielle pour assurer la permanence des mécanismes de prévention afin d'éliminer les lésions professionnelles.



PRÉVENTEX (SECTEUR TEXTILE ET DE LA BONNETERIE)

Le changement le plus marquant observé dans le secteur du textile et de la bonneterie au cours des trente dernières années a été la volonté des entreprises de prendre en charge les activités de prévention. Pour mener à bien ce mandat, les intervenants en santé et sécurité ont utilisé les produits et services mis à leur disposition par Préventex pour acquérir des connaissances et s'approprier l'expertise pertinente.

Avec le temps, les demandes et les attentes sont devenues plus spécifiques. Désormais, qu'on parle de notions générales en santé et sécurité, de chariots élévateurs ou de sécurité des machines, les entreprises comptent sur Préventex pour valider une information, être référées à une ressource ou se faire accompagner dans une démarche préventive.



ASP – AFFAIRES SOCIALES

L'ASSTSAS se consacre à la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles dans son secteur depuis trente ans. Ses interventions en ergonomie et en formation des travailleurs ont incité les établissements de santé à faire l'acquisition de lits électriques, de lève-personnes, de civières électriques et de fauteuils ajustables, etc. Ces équipements ont permis de réduire considérablement les efforts du personnel soignant dans ses tâches d'assistance au déplacement sécuritaire des bénéficiaires (PDSB). Cette évolution majeure des conditions de travail dans les établissements permet de mieux prévenir les



A S T S A S

Association paritaire pour
la santé et la sécurité du travail
du secteur affaires sociales

troubles musculo-squelettiques dans le secteur.

ASP – ADMINISTRATION PROVINCIALE

Depuis les 25 dernières années, l'APSSAP vise à favoriser la prise en charge du milieu. Grâce à l'expertise de ses conseillers en prévention, elle a formé et accompagné plus de 500 comités de santé et de sécurité dans divers établissements de la Fonction publique québécoise. L'association est particulièrement fière de cette réalisation, car les comités sont le cœur de sa stratégie d'intervention. Au cours des dernières années, la Fonction publique a vécu un ensemble de changements dans ses façons de faire et de travailler qui ont amplifié les problèmes d'ergonomie et de santé psychologique au travail. L'APSSAP a donc adapté sa gamme de services en fonction de ces différents changements. **PT**



PROPOS RECUEILLIS PAR JULIE MÉLANÇON

LA SÉCURITÉ DANS LES MINES : *des histoires et des hommes*

PAR ISABELLE LESSARD

AUTOUR DES MINEURS, 19 dessins ravivent leurs souvenirs. Ces dessins couvraient les murs menant à la cage durant toute leur carrière. La Cité de l'Or, un lieu touristique dont la mission est de mettre en valeur le patrimoine minier, expose désormais ces œuvres qui, même abîmées, interpellent les gens en présentant un quotidien qu'on ne retrouve pas en photos.

DESSINS MYSTÉRIEUX

Lors de la démolition du chevalement de la mine Sigma pour l'exploitation à ciel ouvert, Gaétan Gagnon, inspecteur à la CSST, a suggéré à l'entreprise d'en faire don à la Cité de l'Or. Les œuvres se sont égarées quelques années, mais une bonne âme les a vraisemblablement préservées comme on l'a proposé. Marc-Antoine Jetté, responsable du développement à la Cité de l'Or, les dépoussièra un peu pour les exposer à la vue des anciens mineurs. Chaque caricature présente une facette de la vie du mineur, des scènes du travail sous terre, bien sûr, mais aussi des clins d'œil à la vie en surface et au village minier. Les dessins sont entourés d'un mystère. « On ne sait pas vraiment qui les a exécutés », confie l'ancien mineur, Wilbrod Gagné. « Mon frère m'a dit que c'était un immigré qui serait venu ici après la guerre. La mine l'aurait embauché pour faire les dessins. Il aurait travaillé trois semaines sous terre pour vraiment comprendre le travail de mineur. »

Étonnamment, les illustrations font souvent référence à la sécurité des mineurs par des mises en scène comiques. « La direction de la mine a fait faire ces dessins-là pour nous montrer ce qu'il ne fallait pas faire », lance Germain Verreault. Des illustrations prônant la sécurité des mineurs dans les années 1950? « Effectivement, la mine Sigma était déjà avant-gardiste en matière de santé et de sécurité », précise Gaétan Gagnon. Gérard Langlais a travaillé 30 ans pour l'entreprise : « À la Sigma, on avait moins de bonus pour le rendement, mais personne ne chialait si on ne minait pas assez. » Guy Turcotte renchérit : « On nous disait qu'il fallait d'abord être en sécurité. »

Que signifiait « être en sécurité » dans les années 1950? Rosaire Lejeune y va d'un peu d'humour : « On n'avait pas de bouchons dans les oreilles. Aujourd'hui, on a des appareils! » L'équipement du mineur était bien différent de celui d'aujourd'hui, comme en témoigne M. Turcotte : « On gardait toujours sur soi des allumettes de bois pour tester le niveau d'oxygène. Si l'allumette s'éteignait, fallait partir de là... »

Huit anciens mineurs de la mine Sigma de Val-d'Or sont réunis à la Cité de l'Or. Sur les bancs de la *dry*¹, c'est la cacophonie. Du doyen de 90 ans au jeunot de 60 ans, chacun a en moyenne 36 ans d'expérience. De quoi jaser!

DES RISQUES ET DES HOMMES

Au cours de leur carrière, les mineurs ont vu une évolution sur le plan de la sécurité. « Quand j'ai commencé à travailler, les galeries étaient soutenues par des poteaux de bois. On installait des piliers de 25 à 30 arbres. On laissait aussi des piliers de roche qu'on ne minait pas », explique Gérard Langlais. La sécurité s'est accrue quand on a commencé à installer des *rock bolts*² pour retenir les parois. Le principal danger était d'ailleurs l'affaissement des plafonds. « La consigne, c'était de sonder le plafond avec leur barre à écailler jusqu'à leur lieu de travail, mais peu de gars le faisaient », relate M. Turcotte. « Il fallait aussi sonder la paroi qu'on allait forer, mais il y avait des gars qui foraient en sachant qu'il y avait un *loose*³ au-dessus d'eux. » Les mineurs ont plusieurs histoires au sujet de pans

1. Dry : le vestiaire-séchoir où les mineurs suspendent leurs vêtements pour les faire sécher.

2. Rock bolts : boulons d'ancrage

3. Loose : roche branlante

Les retraités de la Sigma posent fièrement avec les dessins présentant des facettes de la vie des mineurs. De g. à d. : Guy Turcotte, Adrien Lacroix, Yvon Therrien, Gérard Langlais, Réal Landry, Germain Verreault, Rosaire Lejeune et Wilbrod Gagné.





**Tous sur
le moteur !**

**La pagaille
à la station
du puits.**

derrière. En chemin, le matériel est tombé et son moteur est passé sur la boîte de poudre et sur les détonateurs. Ça aurait pu faire BOUM ! » Les mineurs racontent que les trous qui n'explorent pas pouvaient être aussi dangereux, les *missholes*⁶ comme ils les appellent, toujours remplis d'explosifs. Les mineurs avaient d'ailleurs comme consigne de ne jamais forer un *misshole*. Mais M. Turcotte souligne que certaines situations pouvaient être dangereuses, peu importe l'attention du mineur : « Un jour, j'ai défoncé dans le *drift*⁷ d'en haut, dans un trou qui contenait de l'explosif. »

Si, comme le mentionne Gérard Turcotte, la sécurité lui venait naturellement, c'est sans doute que son employeur avait déjà cette préoccupation à l'époque, comme en témoignent les dessins que la direction de la Sigma a commandés.

ÉVOLUTION

Que peindrait un artiste sur la vie dans une mine aujourd'hui ? Y verrait-il des situations de risques similaires à celles des années 1950 ? « Oui, la santé et la sécurité dans les mines sont plus structurées », soutient Gaétan Gagnon de la CSST. « Mais les risques sont simplement différents. Car les techniques et l'ampleur des travaux ont changé. Avant, on faisait de petites excavations de 2 sur 3 mètres. Aujourd'hui, on en voit de 8 sur 9 mètres. Avec toutes les machines, on n'entend plus le bruit dans la roche et les machines représentent des risques d'incendies. Les mineurs ne connaissent plus autant leur terrain ; ceux d'hier pouvaient travailler sur le même chantier six ou sept ans. »

Bien que les risques soient toujours présents dans les mines, les méthodes de travail, l'équipement et les attitudes face à la sécurité ont certes évolué depuis l'époque. En 1987 par exemple, la fréquence des accidents dans les mines québécoises atteignait 21,1 accidents par 200 000 heures de travail, dont sept accidents mortels. En 2007, la fréquence est passée à 7,8, sans aucun accident mortel durant l'année.

Malheureusement en 2009, trois mineurs sont décédés au fond d'une mine d'or à Desmaraisville, à la Baie-James. La CSST offre ses condoléances aux familles et amis des victimes. **PT**

6. Missholes : trous ratés

7. Drift : galerie



Photos : Jacques Bourdier, Zone Image

de roche qui s'affaissaient. « Moi, j'ai eu de la chance, » raconte Adrien Lacroix. « Un jour, j'apportais ma poudre dans un sac à dos. En chemin, une tonne de roche est tombée. Elle m'a frotté le dos. » D'autres ont eu moins de chance, comme le compagnon de travail de M. Lejeune : « On descendait dans la monerie⁴. Il n'y avait pas encore de pilier d'installé. Derrière moi, il est mort écrasé quand une partie du plafond est tombée. C'était le 17 novembre 1950. »

À 6000 pieds sous terre comme à la Sigma, surtout dans des veines de quartz, le changement de pression de la roche fraîchement forée pouvait ajouter des risques. L'éclatement de la roche comme de la vitre est sournois. Réal Landry se souvient d'une occasion où il a pu dire « ouf ! » : « On installait des boulons d'ancrage. Les gars du quart d'avant avaient juste miné. Sans raison, mon partenaire a cessé de forer des trous. Le silence nous

a permis d'entendre un craquement dans la roche, la roche qui se détresse. On a couru. Ce sont environ 30 tonnes de roche qui nous seraient tombées dessus. »

GARE AUX EXPLOSIFS !

Un autre grand danger était lié aux explosifs. Les mineurs allumaient eux-mêmes les explosifs – de la nitro à l'époque – et les hommes restaient sous terre durant l'explosion. Guy Turcotte explique : « On avait deux minutes pour allumer 25 trous. On installait des mèches de sécurité qui brûlaient à 39 secondes par pied linéaire. La longueur de la mèche, c'était notre délai pour quitter les lieux. On était toujours deux gars, mais un seul allumait. Le deuxième venait d'habitude avec un moteur⁵ pour quitter les lieux plus vite. » Comme le raconte M. Turcotte, les techniques de dynamitage combinées aux imprudences humaines auraient souvent pu faire un mélange explosif. « Je m'apprêtais à allumer. Plutôt que de voir le moteur arriver, j'aperçois l'étudiant à pied, paniqué. Pour aller plus vite, il avait mis le matériel explosif sur son moteur plutôt que dans un wagon

4. Monerie : excavation verticale permettant d'accéder à un autre niveau.

5. Moteur : locomotive qui tire les wagons.



L'histoire de la prévention au Québec

JEAN-CLAUDE DIONNE EST UN SPÉCIALISTE DE L'HISTOIRE DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL. IL A ÉTÉ CADRE SUPÉRIEUR À LA CSST DE 1979 À 1987, PUIS CONSEILLER SCIENTIFIQUE À L'IRSST PENDANT PLUSIEURS ANNÉES. IL A ACCEPTÉ DE DRESSER UN BILAN DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL AU QUÉBEC POUR *PRÉVENTION AU TRAVAIL*.

[PRÉVENTION AU TRAVAIL] À QUAND REMONTENT LES PREMIERS TEXTES DE LOI PORTANT SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL AU QUÉBEC?

[JEAN-CLAUDE DIONNE] Il faut retourner très loin dans le temps, jusqu'en 1884. Le député de Lotbinière de l'époque, Henri-Gustave Joly, présente un *bill* pour obliger les patrons à indemniser les travailleurs qui se blessent au travail. Selon lui, les trois quarts des accidents peuvent être prévenus. Taillon, le procureur général du Québec, rejette l'idée, sous prétexte qu'il y a déjà assez de lois sur le travail dans la province. En 1885, le Québec n'en adopte pas moins l'Acte des manufactures, visant à protéger la vie des travailleurs d'usine. Il faudra trois ans, jusqu'en 1888, pour que soient nommés des inspecteurs, trois pour couvrir tout le Québec, pour faire appliquer cette loi-là. L'un d'eux, Louis Guyon, fut très actif et acquit une belle notoriété en matière de prévention des accidents.

[PT] LES TRAVAILLEURS ÉTAIENT-IL INDEMNISÉS EN CAS D'ACCIDENT?

[JCD] L'ouvrier avait droit à une indemnité, mais ce n'était pas facile pour lui de l'obtenir puisqu'il devait poursuivre son employeur. Malgré les grandes pressions faites à l'époque par les syndicalistes, juges, journalistes et féministes, il faut attendre 25 ans, soit jusqu'en 1909, pour que Québec adopte enfin une loi sur la responsabilité en cas d'accident du travail et la réparation des dommages qui en résultent. Entre-temps, au tournant du siècle, les inspecteurs se

regroupent, rencontrent leurs homologues américains et organisent même un congrès à Québec en 1899 et un autre à Montréal en 1903.

[PT] LES SYNDICATS ONT-IL RÉUSSI À RENSERMER LA VAPEUR?

[JCD] De 1909 à 1931, les syndicats et différents groupes ont fait quantité de représentations pour modifier la loi de 1909. Le gouvernement Taschereau les écoutait tous, mais ne changeait pas grand-chose à la réalité. Jusqu'en 1922, alors que le premier ministre nomme la Commission Roy, qui rapporte les témoignages des uns et des autres récoltés dans tout le Québec. En 1923, la Ligue de sécurité du Québec naît, que préside honorablement Lord Shaughnessy, l'un des fondateurs du Canadien Pacifique, et que préside dans les faits Zéphirin Hébert. La ligue organise en 1925 la première Semaine de la sécurité, qui existe encore de nos jours.

[PT] QUI CHERCHE À PRENDRE L'INITIATIVE EN MATIÈRE DE PRÉVENTION?

[JCD] Les employeurs cherchent à envahir le champ de la prévention. En 1927, la ligue lance le magazine *Safety Signal*, premier outil de diffusion. L'année suivante, le directeur de l'enseignement technique du Québec met sur pied un programme de films axés sur la sécurité et les diffuse dans les écoles d'enseignement technique, idée que reprend la ligue avec présentation cinématographique aux 300 entreprises membres. Arthur Gaboudy est alors très dynamique pour organiser la prévention du côté patronal, comme l'avait été Louis Guyon chez les inspecteurs. La ligue fait des affiches, donne des cours de premiers secours, lance des dizaines de bulletins. Lors de la première conférence sur la santé et la sécurité, en 1929, à l'École technique de Montréal, on dénombre 3600 participants. Période très

dynamique donc, où la sécurité passe par le contremaître, qui culmine avec la création de la Commission des accidents de travail en 1928 et l'adoption de la Loi sur les accidents du travail en 1931. Le Québec devient aussi la première province à donner des cours afin de prévenir les accidents dans l'industrie.

[PT] QU'EST-CE QUI CARACTÉRISE L'ENTRE-DEUX-GUERRES, AU QUÉBEC, EN MATIÈRE DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL?

[JCD] C'est la période de gloire pour l'AQPAI (Association québécoise de la prévention des accidents industriels qui deviendra l'APAI), créée en 1931, qui organise des conférences annuelles très fréquentées. Par exemple, 4000 participants en 1934; 4600 l'année suivante et formation de 800 comités dans tout le Québec; 7000 participants en 1937, avec délégués de France. Et ainsi de suite. En 1936, le gouvernement du Québec crée la division de l'hygiène industrielle au ministère de la Santé et adopte en 1938 une loi protégeant les ouvriers atteints de silicose. Cette nouvelle division de l'hygiène industrielle visite 3384 établissements employant 146500 travailleurs en 1938. C'est une très grande enquête. Qui sera suivie dans les années 1940-1950 d'impressionnantes grèves « historiques », notamment dans l'amiante (Asbestos et Thetford Mines), dans le textile (Louiseville), dans les mines (Murdochville), touchant des milliers de travailleurs. Il se fait beaucoup de prévention pendant cette période de consolidation de certains acquis dans l'hygiène industrielle. N'empêche que subsiste un puissant lobby patronal, qui place les revendications sur la santé et la sécurité sur le même pied qu'une revendication salariale. Pour preuve, lors du règlement de la grève de l'amiante à la suite de l'intervention de l'archevêque de Québec, les demandes concernant l'exposition à l'amiante avaient disparu, échangées dans la négociation!

[PT] VIENNENT ENSUITE LES ANNÉES DITES DE LA RÉVOLUTION TRANQUILLE. QU'EST-CE QUI SE PASSE ALORS, POUR PROTÉGER LES TRAVAILLEURS ?

[JCD] On se rend compte qu'il y a trop d'intervenants en santé et sécurité au travail au Québec. Les services d'environnement s'occupaient d'hygiène industrielle; le ministère du Travail s'occupait d'accidents et de prévention; les Affaires sociales s'occupaient de la santé; les Richesses naturelles s'occupaient des mines. Ce manque de coordination conduit à la création, en 1974, du comité interministériel d'hygiène et de sécurité au travail par le ministère du Travail et de la Main-d'œuvre en vue de redéfinir et coordonner les rôles des divers intervenants. Pour sa part, la Commission des accidents du travail (CAT) forme, également en 1974, un groupe de travail dirigé par Alphonse

Riverain, dont le rapport est à l'origine d'un nouveau régime. Il revoit l'ensemble de la CAT. Sous les pressions du Front commun FTQ-CSN qui regroupe 3000 ouvriers de l'amiante, en grève à Thetford Mines, le gouvernement de Robert Bourassa adopte en 1975 la loi 52 reconnaissant le droit à l'indemnisation des victimes de silicose et d'amiantose.

En 1975, le ministère de la Santé met sur pied une équipe de santé et de sécurité. En 1976, c'est l'élection du Parti québécois, une formation plus sociale-démocrate qui mettra en sourdine de longues années de libéralisme ayant teinté non seulement la vie économique, mais aussi les grandes orientations en santé et sécurité au travail.

[PT] LES ANNÉES 1970, TRÈS AGITÉES POLITIQUEMENT, ONT-ELLES ACCOUCHÉ DE NOUVEAUTÉS POUR LES TRAVAILLEURS ACCIDENTÉS ?

[JCD] Branle-bas en santé et sécurité au Québec avec la publication du livre blanc

Selon Jean-Claude Dionne, « les efforts cumulés de plusieurs décennies de santé et sécurité au travail ont réduit de façon assez spectaculaire le nombre des accidents au cours des 30 à 40 dernières années dans la plupart des secteurs d'activité par rapport au début du XX^e siècle. »

en 1978, par Pierre Marois, ministre du Développement social, suivi de la création en 1979 de la Loi sur la santé et la sécurité au travail (LSST). Arrivent dès lors des notions nouvelles : élimination des dangers à la source, participation active des employeurs et des travailleurs. On commence à réfléchir au paritarisme, un principe que consacre la loi de 1979, avec la concertation, une façon de faire qui n'est pas familière au Québec. Car avant la concertation, n'existait que la négociation. Les grandes centrales syndicales essayaient d'obtenir des « primes au danger » pour les travailleurs ! Autre nouveauté d'envergure, une première au Canada : la création du centre de recherche sur la santé et la sécurité au travail, qui aura assez tôt un rayonnement international. En 1980, on assiste à la création des ASP (associations sectorielles paritaires) et, bien sûr, de la CSST. Il a été très difficile de faire asseoir ensemble travailleurs (et leurs syndicats) et employeurs pour régler des problèmes communs. Mais les ASP, finalement, ont fait un bien immense. Arrivent également dans le paysage du travail le Répertoire toxicologique de la CSST, et, en 1985, une modernisation complète du régime d'indemnisation des travailleurs accidentés. Le principe avait beau être reconnu avant 1985, il n'en reste pas moins que c'était souvent très laborieux pour le travailleur blessé de recevoir une indemnisation.

[PT] ET AUJOURD'HUI, QUELLES CONCLUSIONS PEUT-ON TIRER DE CETTE HISTOIRE DE LA PRÉVENTION ?

[JCD] On constate que plus on avance dans le temps, plus la prévention des accidents quitte les seules mains des employeurs pour devenir aussi la préoccupation des travailleurs, tandis que les instances officielles (IRSST, CSST, ASP) offrent du soutien aux milieux de travail pour y parfaire la sécurité. Les efforts cumulés de plusieurs décennies de santé et sécurité au travail ont réduit de façon assez spectaculaire le nombre des accidents au cours des 30 à 40 dernières années dans la plupart des secteurs d'activité par rapport au début du XX^e siècle. Toutefois, certains secteurs, notamment celui de la construction, demeurent encore problématiques. **PT**

PAR GUY SABOURIN



Photo: Marie-Josée Legault

Nathalie Bentamy

Profession : assembleur électronique

POUR LES 30 ANS DE
LA CSST, PRÉVENTION
AU TRAVAIL LANCE

CETTE NOUVELLE
CHRONIQUE. NOUS
AVONS ENVIE DE
CONNAÎTRE UN PEU
MIEUX NOS LECTEURS
ET VOIR QUELLES SONT
LEURS PRÉOCCUPA-
TIONS EN SANTÉ ET
SÉCURITÉ DU TRAVAIL.
VOILÀ, LA PAROLE EST
À NOS LECTEURS !



Photo : Julie Mélançon, CSST

[PRÉVENTION AU TRAVAIL] PARLEZ-NOUS UN PEU DE VOUS...

[NATHALIE BENTAMY] Je suis assembleur électronique depuis plus de 20 ans pour un sous-traitant d'assemblage de circuit imprimé. Je faisais partie du comité de santé et de sécurité du travail (sst) pour mon ancien employeur comme représentante des employés. Comme j'ai eu la piqûre grâce à cette expérience, j'étudie en ce moment en sst avec la Téluc.

[PT] D'OÙ VOUS VIENT VOTRE INTÉRÊT POUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL ?

[NB] Je crois que mon intérêt vient du fait que je suis secouriste en milieu de travail depuis plusieurs années. Dans ce cadre, j'ai malheureusement été témoin de beaucoup d'accidents du travail mineurs qui auraient pu être évités facilement. Alors mon intérêt se fixe d'abord sur la prévention.

[PT] DEPUIS QUAND ÊTES-VOUS ABONNÉE À PRÉVENTION AU TRAVAIL ?

[NB] Depuis 2 ans.

[PT] QUELLE EST VOTRE RUBRIQUE PRÉFÉRÉE ? POURQUOI ?

[NB] La rubrique *Cherchez l'erreur*. Cette rubrique nous emmène à réfléchir sur des aspects qu'on pourrait trouver anodins et sans danger, mais auxquels on

doit porter une attention toute particulière. Par exemple, nous sommes habitués à cohabiter avec des boîtes posées par terre sans les remarquer. Nous pensons que c'est normal, mais finalement ces boîtes peuvent être la cause d'accidents graves.

[PT] QUELS SONT LES SUJETS QUI VOUS INTÉRESSENT PARTICULIÈREMENT EN SANTÉ ET SÉCURITÉ ?

[NB] L'ergonomie et la prévention. Dans le milieu de l'électronique, les tâches sont répétitives et peuvent parfois causer des troubles musculo-squelettiques (tms). J'apprécie également la section des recherches faites par l'IRSST.

[PT] EST-CE QUE LA VARIÉTÉ DES SUJETS ABORDÉS DANS CHAQUE NUMÉRO EST SUFFISANTE ?

[NB] Oui, car *Prévention au travail* aborde plusieurs domaines. De plus, plusieurs aspects de la santé et de la sécurité sont abordés, que ce soit la prévention, le cadre juridique ou encore la recherche. Il y a toujours un sujet qui nous intéresse dans chaque numéro.

[PT] VOUS ARRIVE-T-IL DE FAIRE LIRE UN ARTICLE À UN COLLÈGUE OU À UN PROCHE ?

[NB] Oui, souvent à mon mari, comme par exemple des études sur la silice, car il travaille pour une compagnie de béton.

[PT] VOUS ARRIVE-T-IL D'UTILISER PRÉVENTION AU TRAVAIL À DES FINS DE FORMATION ?

[NB] Non, mais je l'utilise parfois comme référence pour mes cours en sst.

[PT] QUELS SUJETS AIMERIEZ-VOUS VOIR TRAITER DANS LA REVUE ?

[NB] Les problèmes causés par le travail répétitif et le soudage au plomb. J'aimerais également qu'on aborde la gestion de dossiers et les plans d'intervention. Ce serait bien que ce soit fait sous une forme ludique par exemple, par des trucs et astuces.

[PT] MA PLUS GRANDE FIERTÉ OU RÉALISATION EN SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL...

[NB] L'équipe de santé au travail dont je faisais partie a mis au point une planification pour le nettoyage des douches oculaires. Nous avons également fait former les secouristes sur les bouteilles d'oxygène, la vérification régulière des trousses de premiers soins et de l'infirmier. Nous nous sommes également assurés que les portes et les allées soient dégagées, etc. En fin de compte, aucune grande réalisation, mais plusieurs petites choses qui ont fait en sorte que la santé et la sécurité du travail se vivaient au quotidien dans l'entreprise.

[PT] FINALEMENT, SI J'ÉTAIS RÉDACTRICE EN CHEF DE PRÉVENTION AU TRAVAIL, JE...

[NB] Je poursuivrais dans la même voie! **PT**

PROPOS RECUEILLIS PAR JULIE MÉLANÇON

Vous aimeriez vous aussi faire l'objet d'un portrait d'un lecteur ou d'une lectrice ? Écrivez-nous en répondant aux questions de la rubrique à Preventionautravail@csst.qc.ca.

Prévention *au travail*

SECTION RECHERCHE
MAINTENANT EN LIGNE!

www.irsst.qc.ca/prevention-au-travail

+

un blogue

+

des archives

+

des sondages

+

des nouvelles

+



LA CSST A 30 ANS !



La CSST, grâce aux efforts conjugués des travailleurs, des employeurs et de son personnel, est devenue un des plus importants assureurs de personnes au Québec.

30^{ans}
au service de la prévention

CSST

Pour recevoir gratuitement le magazine *Prévention au travail*, il vous suffit d'en faire la demande en écrivant à : *Prévention au travail*, Service aux abonnés, 30, rue Ducharme, Gatineau (Québec) J8Y 3P6. Courriel : preventionautravail@resourceintegration.ca. Ou en téléphonant au numéro suivant : 1 877 221-7046 (sans frais).

Port de retour garanti par la
Commission de la santé
et de la sécurité du travail
du Québec
C.P. 1200, succursale Terminus
Québec (Québec) G1K 7E2